

FORM FOR MONITORING ACTIVITIES AND ASSESSING REPORTS ON EVALUATIONS/POLICY REVIEWS

ROUTING (only if 247Foxy is not being used)

A BASIC INFORMATION

Report type	EVALUATION
Evaluation period	November 2018-november 2021
Application number/agreement	4000002034
Organisation + application/agreement description	NEF (Contribution to Near East Foundation)
BZ record numbers (source documents)	Rapport d'évaluation intérimaire PASARC II-CCC MINBUZA-2022.509104 Vfinale - with consultants comments received 26-04-2022. MINBUZA-2022.156255 commentaires amb. MINBUZA-2022.155938 rapport 221221 (prov)

B ASSESSMENT

This form is intended to be used in assessing an evaluation report or policy review report.

Purposes of this form

- A written record of the assessment of the report;
- A source document for the Financial Service Organisation (FSO) for processing in SAP;
- A record of how the recommendations set out in the report are followed up. Basic principles
- The assessment is based on the Terms of Reference (ToR) for the evaluation/policy review.
 - Explain the conclusions and findings.
 - Explain how BZ can use the lessons learned to shape new policy or implement policy. When referring to archived documents, please state the BZ record numbers.

The letter/message sent to the organisation also forms part of the assessment and the draft should be appended in 247Foxy as an MS Word document.

Delivery and substantive assessment

1 Was the report delivered in accordance with contractual obligations?

Was the report delivered in line with the IATI standard by way of a document link or was it delivered in hard copy or PDF format?	Hard copy/PDF
URL of IATI-compliant report	NEF a commissionné Octopus Consulting Insight pour cette évaluation intérimaire (MTR). Le rapport sera publié sur IATI.
	NEF publie les données sur IATI, mais le rapport du MTR n' est pas ecor encore publié le 26/6/22

Bemo initial (MINBUZA-2018.1188351) + Bemo Ajustement Volet CC MINBUZA-2020.954523

Objectif général :

• Améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la 5ème région du Mali face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles et accroître durablement la productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural.

Impacts Attendus :

- I1. Fréquence de pauvreté réduite de 64.4% à 55% au niveau des bénéficiaires directs en fin de projet ;
- I2. Amélioration de la sécurité alimentaire de 34,7% à 60% de la population ayant 3 repas par jour ;
- I3. Baisse de la prévalence des conflits liés à la gestion de l'Eau et la GRN de 80% par rapport à la situation en 2017

Objectifs et résultats attendus :

1) Objectif spécifique 2 (Développement des chaînes de valeur) :

Améliorer les perspectives socio-économiques de 42 857 ménages à travers le développement des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat

☑ Résultat intermédiaire 1.1. Les conditions de production des produits bruts sont améliorées

☑ Résultat intermédiaire 1.2. Les conditions de commercialisation des produits sont améliorées

☑ Résultat intermédiaire 1.3. Les conditions de collaboration entre acteurs de chaînes de va-leurs sont améliorées.

Indicateur de Résultat supérieur :

% d'augmentation de la production des ménages

% d'augmentation des revenus agricoles des ménages

% d'augmentation de la productivité agricole (Quantité/Ha)

%; Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels) ;
% d'augmentation du nombre d'Ha exploités avec des pratiques éco-efficientes améliorées ;
% d'augmentation des marges brutes par Ha.
% d'augmentation des prix de vente de produits bruts ;
% d'augmentation des quantités de produits transformés ;
% d'augmentation des quantités de produits commercialisés.
Nombre de nouveaux accords de collaboration entre acteurs des chaînes de valeur ;
Nombre de nouveaux clusters mis en place pour l'accès aux marchés.

2) Objectif spécifique 2 (Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et Réduction des conflits) :

Améliorer la durabilité des systèmes de gestion des ressources, la sécurité foncière, la stabilité/cohésion sociale et la confiance entre les populations et les gouvernements en soutenant la GIRE/GRN collaborative dans un cadre de contrat social entre acteurs, et la prévention des conflits.

☑ Résultat intermédiaire 2.1. Les capacités de gouvernance des ressources naturelles sont améliorées

☑ Résultat intermédiaire 2.2. Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorés :

Indicateurs de Résultats supérieurs:

% de réduction des conflits liés à l'Eau et à la GRN;

% de citoyens dont la confiance envers les institutions locales de gouvernance s'est améliorée.

-Amélioration de l'information disponible sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau; Renforcement des capacités des instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles;

% augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier;

% augmentation du nombre femmes et jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles

% de réduction du nombre de conflits existants qui sont gérés par les instances de prévention et de gestion des conflits ; Pourcentage de réduction du nombre de nouveaux conflits grâce aux actions de prévention menées par les instances de prévention et de gestion des conflits; Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de prévention et de gestion des conflits.

Un des facteurs /outil appréciable de durabilité sont les fonds renouvelables et son ancrage à tra-vers la NAYRAL NEF (une structure pérenne, sûre et indépendante de microfinance) pour le finan-cement des CdV ; le renfor-cement institutionnel, l'approche participative de la GIRE/GRN ; la ges-tion des conflits à travers les groupes d'apprentissage structurés et leur articulation avec les com-missions foncières sont des domaines où NEF a la plus grande valeur ajouté.

Objectifs et Résultats Attendus du volet additionnel CCC du PASARC II.

Objectif général

Les communautés et les collectivités territoriales affectées par les menaces interdépendantes de conflit et de changement climatique, ont renforcé leur résilience et ont amélioré leur stabilité sociale grâce à une gestion des ressources naturelles inclusive, durable et collaborative.

Impacts Attendus :

- Réduction des conflits : liés à l'eau de 40% • liés aux espaces pastoraux de 60% • liés à la pêche de 45% • liés aux terres agricoles de 50%
- 10% de réduction du nombre de victimes résultant de conflits violents liés aux ressources naturelles dans la zone d'intervention
- 80% des bénéficiaires signalent une résilience accrue aux conflits et aux stress et aux chocs climatiques en raison des interventions du projet

Objectif Spécifique 1.

Les systèmes de gouvernance et de gestion collaborative des ressources et des conflits sont renforcés pour assurer la durabilité des ressources, l'intégration des risques liés au climat et la disponibilité de mécanismes fiables de résolution des conflits.

Résultats attendus :

- 60% des citoyens déclarent avoir accès à un processus de résolution de conflits en lequel ils ont confiance et qu'ils acceptent
- 50% des citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance s'est améliorée
- 60 instances de gouvernance des ressources naturelles et de gestion des conflits qui adoptent des pratiques plus inclusives
- 400 élus ayant une compréhension accrue du lien entre les conflits et la gestion des ressources naturelles et une meilleure connaissance des systèmes et politiques de gestion des ressources naturelles
- 100% des collectivités territoriales partenaires ont intégré les questions de conflit et d'adaptation au changement climatique dans les documents de planification et de gestion des ressources naturelles 18

Objective Spécifique 2.

La cohésion sociale, la sécurité et la durabilité des ressources naturelles qui sont à la base des moyens d'existence ruraux sont améliorées grâce à des investissements gérés en coopération.

Impacts Attendus :

- 80% des participant-e-s signalent une perception améliorée des personnes qui appartiennent aux différents groupes socio-ethniques ou professionnels
- 75% des bénéficiaires directes estiment avoir un accès plus sécurisé aux ressources naturelles grâce à l'intervention du projet
- Réduction des migrations liées aux conflits ou aux effets des changements climatiques dans les communautés ciblées

	<p><i>Cependant sur recommandation de EKN certains indicateurs de résultats intérimaires voire supérieurs sexo-désagrégés et un mapping analytique des projets/interventions et des conflits seront établis au cours des premiers quatre mois (janvier-avril 2020) genre rapport de démarrage avec étude base line.</i></p>
<p>2</p>	<p>Has the report been drawn up in accordance with the ToR?</p> <p>Key points:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Is the report based on the agreed research questions? - Is the methodology clear? - Are the conclusions and recommendations clear and do they derive logically from the analysis? <p>YES</p> <p>Appréciation positive de la qualité du livrable en lien avec les TDRs notamment, de la méthodologie de conduite du processus ; des constats et recommandations formulées sur les champs de l'évaluation ; les critères et points clés en occurrence: la pertinence du programme, la couverture, son efficacité, son efficience, ses effets et sa durabilité.</p> <p>Vous observerez sur fonds brillants/surlignage jaune les filets de satisfecit spécifiques.</p> <p>“A ce guide OCDE ont été associés quelques outils classiques et traditionnels. Ainsi, toutes les diligences ont été faites pour apprécier les critères de la pertinence, la couverture, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité de la réponse du projet aux objectifs et résultats escomptés.</p> <p>L'équipe d'évaluation a utilisé une méthodologie mixte d'outils de recherche quantitative et qualitative pour enrichir l'analyse des données et générer une compréhension plus approfondie des résultats. Les outils d'évaluation traditionnels ont été appliqués dans cet ordre : (a) l'examen documentaire (qualitatif et quantitatif) consistait en une analyse des documents de projet pour extraire des informations et un aperçu de la stratégie du projet, une enquête auprès des ménages (quantitatif), des entretiens individuels avec des personnes-clés, des discussions de groupes et des conversations virtuelles avec une partie du personnel (qualitatifs). Aussi un atelier de validation, de partage et d'échange a-t-il été organisé afin d'engager les acteurs dans une discussion participative, indépendante dans le but d'orienter les actions du projet pour les années à venir. Des logiciels tels qu'Excel, SPSS et STATA ont été utilisés pour effectuer des analyses précises et générer des visualisations. Bien que peu de limitations et contraintes aient été identifiées au cours de l'évaluation, celles-ci ont été adressées avec le soutien de l'équipe de gestion du projet.</p> <p>La collecte des données a été effectuée dans 12 communes échantillonnées sur les 42 communes de mise en œuvre du projet, réparties entre les huit (08) cercles de la région de Mopti. Les descriptions de l'échantillonnage quantitatif & qualitatif ci-dessous s'inspirent de l'approche présentée dans le rapport de l'enquête de référence d'octobre 2019. Des données quantitatives ont été collectées auprès de 448 ménages ciblés par cercle conformément à l'échantillonnage de base, à la réalité du terrain notamment en matière d'accès, de sécurité et de disponibilité des bénéficiaires. Aussi, un total de 33 focus groupes de discussion a été organisé de même que 61 entretiens individuels. “ Les principales conclusions sont divisées en sections liées aux critères d'évaluation que sont la pertinence, la couverture, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité”</p> <p>Remarques EKN entre autre sur les recommandations suivantes :</p> <p>“Viabilité/Durabilité : Bien qu'il soit difficile de dire à cette étape du projet que les résultats du PASARC/CCC durables, il est clair et visible aujourd'hui que le projet a créé un environnement favorable à la durabilité de ses activités. En effet, la stratégie de renforcement des capacités conçue et mise en place évolue selon le contexte de Mopti en créant des acteurs plus capables de prendre en charge certaines activités du projet. Si la même stratégie continue, la viabilité /la durabilité du projet sera assurée.”</p> <p>Malgré ces résultats satisfaisants à plus d'un égard, le projet a également des difficultés qui demandent une attention et une analyse plus approfondie notamment en ce qui concerne la capacité de gérer six chaînes de valeurs avec des indicateurs détaillés et un suivi rigoureux des activités.</p> <p>Aussi est-il important de revoir le système de crédit qui a beaucoup d'arriérés et des impayés.</p> <p>➤ Sur “La possibilité pour les consultants locaux de supporter un peu plus le système de suivi-évaluation en réduisant les responsabilités de AKVO à la formation et à un suivi trimestriel. “ il sera important de savoir :</p>

Quelles appréciation fait NEF de la prestation de AKVO ? et comment le recours a consultation externe (pour tâche contractuelle de AKVO...) va assurer plus d'efficacité de NEF ?

- "La revue de la sélection des projets d'investissement communautaire en utilisant des techniciens avec la possibilité pour les services techniques des structures de l'état de soumissionner pour des prestations de services comme le secteur privé. Ceci est important pour la viabilité des activités du projet mais et pourrait réduire le coût des prestations de services. "

Remarques: Avis de NEF et nécessité d'approfondir le sujet? Peut-être dans le cadre de prestations spécifiques d'Appui-Conseil et suivi contrôle de conformité... si non «concurrence, freins à la promotion du secteur privé notamment en matière d'opportunités d'emplois pour les jeunes ».

Pertinence

"Cependant, ce résultat positif et prometteur cache toujours des contraintes sur lesquelles le projet devra continuer de travailler avant la fin de son cycle. Il ressort des résultats que pour 72.73% de ménages enquêtés, les productions ne couvrent pas les besoins alimentaires.

De plus, 54.49% des ménages ne couvrent leurs besoins que pour 1 à 3 mois (voir Figure 4). Comme stratégies d'adaptation, ils adoptent les mesures suivantes :

- Entreprendre d'autres activités génératrices de revenu (mentionnés par 47.78% des ménages)
- Recours à l'aide venant des parents (34.46%)
- Recours aux Dons (ONG) (22.41%)
- Travail contre nourriture (12.90%)"

Remarques: NEF comment interpréter ce indicateur ?

Les 71% qui sont en sécurité alimentaire avec 3 repas /jour le sont grâce aux actions de PASARC tout azimut.

Paradoxalement 72,73% des enquêtés se trouvent avec des productions ne couvrant pas leurs besoins alimentaires.

Difficile à comprendre... (leurs stratégies d'adaptations citées ne relevant proprement parler des actions du projet - avec une nuance pour les activités génératrices de revenus)

"Efficacité

De même l'analyse révèle une réduction des conflits liés à la gestion des ressources naturelles. En effet, les données liées à la gestion des conflits auprès du tribunal n'ont pas pu être collectées compte tenu des difficultés administratives liées à la bureaucratie."

Remarques: Un indicateur de synergie avec la thématique Sécurité état de droit via le programme chaine pénale.

"Durabilité

Une stratégie conçue à cet effet est mise en place et évolue selon le contexte de Mopti.

Il ressort cependant que cette stratégie peut bénéficier d'une relation plus accrue avec les institutions de l'état où certaines activités techniques peuvent leur être confiées avec des cahiers de charge clairs et transparents selon l'expérience et la nature de la collaboration passée.

Ceci peut permettre à ces structures de vendre prestations de services comme les entités privées. Un exemple serait de demander à l'Office Riz Mopti de présenter des projets relatifs au riz dans leur zone ou simplement de prester en tant qu'entité pour la réalisation des infrastructures communautaires comme toute structure du secteur privé.

Aussi le support aux auxiliaires, aux ONG locales, et des paire-formateurs en structures organisées (ONG locales, coopératives, GIE etc...) pourrait-il augmenter la durabilité des activités du projet vu de plus en plus les difficultés des structures venant de l'extérieure à travailler dans les communautés où sévit désormais un environnement sécuritaire précaire"

NEF doit se prononcer sur ce sujet surtout pour les services représentés au comité de sélection... Ce qui pourrait faire entorse au principe de transparence/conflict d'intérêts...

Bemo initial (MINBUZA-2018.1188351) + Bemo Ajustement Volet CC MINBUZA-2020.954523

Objectif général : Améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la 5ème région du Mali face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles et accroître durablement la productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural.

Impacts Attendus :

- I1. Fréquence de pauvreté réduite de 64.4% à 55% au niveau des bénéficiaires directs en fin de projet ;
- I2. Amélioration de la sécurité alimentaire de 34,7% à 60% de la population ayant 3 repas par jour ;
- I3. Baisse de la prévalence des conflits liés à la gestion de l'Eau et la GRN de 80% par rapport à la situation en 2017

Objectifs et résultats attendus :

1) Objectif spécifique 2 (Développement des chaînes de valeur) :

Améliorer les perspectives socio-économiques de 42 857 ménages à travers le développement des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat

- ☑ Résultat intermédiaire 1.1. Les conditions de production des produits bruts sont améliorées
- ☑ Résultat intermédiaire 1.2. Les conditions de commercialisation des produits sont améliorées
- ☑ Résultat intermédiaire 1.3. Les conditions de collaboration entre acteurs de chaînes de valeurs sont améliorées.

Indicateur de Résultat supérieur :

- % d'augmentation de la production des ménages
- % d'augmentation des revenus agricoles des ménages
- % d'augmentation de la productivité agricole (Quantité/Ha)
- %; Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels) ;
- % d'augmentation du nombre d'Ha exploités avec des pratiques éco-efficientes améliorées ;
- % d'augmentation des marges brutes par Ha.
- % d'augmentation des prix de vente de produits bruts ;
- % d'augmentation des quantités de produits transformés ;
- % d'augmentation des quantités de produits commercialisés.
- Nombre de nouveaux accords de collaboration entre acteurs des chaînes de valeur ;
- Nombre de nouveaux clusters mis en place pour l'accès aux marchés.

2) Objectif spécifique 2 (Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et Réduction des conflits) : Améliorer la durabilité des systèmes de gestion des ressources, la sécurité foncière, la stabilité/cohésion sociale et la confiance entre les populations et les gouvernements en soutenant la GIRE/GRN collaborative dans un cadre de contrat social entre acteurs, et la prévention des conflits.

- ☑ Résultat intermédiaire 2.1. Les capacités de gouvernance des ressources naturelles sont améliorées
- ☑ Résultat intermédiaire 2.2. Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorés :

Indicateurs de Résultats supérieurs:

- % de réduction des conflits liés à l'Eau et à la GRN;
- % de citoyens dont la confiance envers les institutions locales de gouvernance s'est améliorée.
- Amélioration de l'information disponible sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau; Renforcement des capacités des instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles;
- % augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier;
- % augmentation du nombre femmes et jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles
- % de réduction du nombre de conflits existants qui sont gérés par les instances de prévention et de gestion des conflits ;
- % de réduction du nombre de nouveaux conflits grâce aux actions de prévention menées par les instances de prévention et de gestion des conflits;
- % augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de prévention et de gestion des conflits.
- Un des facteurs /outil appréciable de durabilité sont les fonds renouvelables et son ancrage à travers la NAYRAL NEF (une structure pérenne, sûre et indépendante de microfinance) pour le financement des CdV ; le renforcement institutionnel, l'approche participative de la GIRE/GRN ; la gestion des conflits à travers les groupes d'apprentissage structurés et leur articulation avec les commissions foncières sont des domaines où NEF a la plus grande valeur ajoutée.

Objectifs et Résultats Attendus du volet additionnel CCC du PASARC II.

Objectif général : Les communautés et les collectivités territoriales affectées par les menaces interdépendantes de conflit et de changement climatique, ont renforcé leur résilience et ont amélioré leur stabilité sociale grâce à une gestion des ressources naturelles inclusive, durable et collaborative.

Impacts Attendus :

- Réduction des conflits : liés à l'eau de 40% • liés aux espaces pastoraux de 60% • liés à la pêche de 45% • liés aux terres agricoles de 50%
- 10% de réduction du nombre de victimes résultant de conflits violents liés aux ressources naturelles dans la zone d'intervention
- 80% des bénéficiaires signalent une résilience accrue aux conflits et aux stress et aux chocs climatiques en raison des interventions du projet

Objectif Spécifique 1.

Les systèmes de gouvernance et de gestion collaborative des ressources et des conflits sont renforcés pour assurer la durabilité des ressources, l'intégration des risques liés au climat et la disponibilité de mécanismes fiables de résolution des conflits.

Résultats attendus :

- 60% des citoyens déclarent avoir accès à un processus de résolution de conflits en lequel ils ont confiance et qu'ils acceptent
- 50% des citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance s'est améliorée
- 60 instances de gouvernance des ressources naturelles et de gestion des conflits qui adoptent des pratiques plus inclusives
- 400 élus ayant une compréhension accrue du lien entre les conflits et la gestion des ressources naturelles et une meilleure connaissance des systèmes et politiques de gestion des ressources naturelles
- 100% des collectivités territoriales partenaires ont intégré les questions de conflit et d'adaptation au changement climatique dans les documents de planification et de gestion des ressources naturelles 18

Objective Spécifique 2 : La cohésion sociale, la sécurité et la durabilité des ressources naturelles qui sont à la base des moyens d'existence ruraux sont améliorées grâce à des investissements gérés en coopération.

Impacts Attendus :

- 80% des participant-e-s signalent une perception améliorée des personnes qui appartiennent aux différents groupes socio-ethniques ou professionnels
- 75% des bénéficiaires directes estiment avoir un accès plus sécurisé aux ressources naturelles grâce à l'intervention du projet
- Réduction des migrations liées aux conflits ou aux effets des changements climatiques dans les communautés ciblées

Cependant sur recommandation de EKN certains indicateurs de résultats intermédiaires voire supérieurs sexo-désagrégés et un mapping analytique des projets/interventions et des conflits seront établis au cours des premiers quatre mois (janvier-avril 2020) genre rapport de démarrage avec étude base line.

<p>3 To what extent is the report in the public domain?</p> <p>What are the reasons for making parts of the report public or for not releasing the report into the public domain (400 characters max.)? This text must be copied into the 247Foxy file 'Actieve openbaarmaking'. It will then be copied onto www.rijksoverheid.nl/www.government.nl.</p> <p><i>Key points:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluations and reviews must be made public, unless there are valid reasons against doing so under the 'disclosure by default' policy. - Such reasons are set out here. - With two weeks of being approved, the report must be released into the public domain. If the report is not released or only partially released, the reason for this will be made public. 	<p>In the public domain</p> <p>Comme ce n'est pas l'ambassade qui a commissionné cette évaluation à mi-parcours, publication sera faite par NEF (IATI).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apprécier les approches, performances et processus de l'activité PASARC II/CCC sur la période d'exécution allant de Novembre 2018 à Novembre 2021 correspondant en particulier aux trois premières années du projet PASARC II/M ; • Suggérer des aménagements (recommandations/réorientations) destinés à accroître son efficacité et servir ainsi à l'atteinte des résultats escomptés et des objectifs spécifiques à atteindre d'ici la fin du projet en 2025. En ce qui concerne plus spécifiquement le volet CCC dont le démarrage est plus récent, l'évaluation portera sur la performance du programme au titre de sa première année de mise en œuvre (2021) et sur l'intégration et la complémentarité entre le PASARC II-M et le volet CCC afin de formuler le cas échéant des recommandations à cet égard.
<p>Bemo initial (MINBUZA-2018.1188351) + Bemo Ajustement Volet CC MINBUZA-2020.954523</p> <p>Objectif général :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la 5ème région du Mali face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles et accroître durablement la productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural. <p>Impacts Attendus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • I1. Fréquence de pauvreté réduite de 64.4% à 55% au niveau des bénéficiaires directs en fin de projet ; • I2. Amélioration de la sécurité alimentaire de 34,7% à 60% de la population ayant 3 repas par jour ; • I3. Baisse de la prévalence des conflits liés à la gestion de l'Eau et la GRN de 80% par rapport à la situation en 2017 <p>Objectifs et résultats attendus :</p> <p>1) Objectif spécifique 2 (Développement des chaînes de valeur) : Améliorer les perspectives socio-économiques de 42 857 ménages à travers le développement des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ Résultat intermédiaire 1.1. Les conditions de production des produits bruts sont améliorées ☑ Résultat intermédiaire 1.2. Les conditions de commercialisation des produits sont améliorées ☑ Résultat intermédiaire 1.3. Les conditions de collaboration entre acteurs de chaînes de valeurs sont améliorées. <p>Indicateur de Résultat supérieur :</p> <ul style="list-style-type: none"> % d'augmentation de la production des ménages % d'augmentation des revenus agricoles des ménages % d'augmentation de la productivité agricole (Quantité/Ha) %; Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels) ; % d'augmentation du nombre d'Ha exploités avec des pratiques éco-efficientes améliorées ; % d'augmentation des marges brutes par Ha. % d'augmentation des prix de vente de produits bruts ; % d'augmentation des quantités de produits transformés ; % d'augmentation des quantités de produits commercialisés. Nombre de nouveaux accords de collaboration entre acteurs des chaînes de valeur ; Nombre de nouveaux clusters mis en place pour l'accès aux marchés. <p>2) Objectif spécifique 2 (Gestion Intégrée des Ressources Naturelles et Réduction des conflits) : Améliorer la durabilité des systèmes de gestion des ressources, la sécurité foncière, la stabilité/cohésion sociale et la confiance entre les populations et les gouvernements en soutenant la GIRE/GRN collaborative dans un cadre de contrat social entre acteurs, et la prévention des conflits.</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ Résultat intermédiaire 2.1. Les capacités de gouvernance des ressources naturelles sont améliorées ☑ Résultat intermédiaire 2.2. Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorés : <p>Indicateurs de Résultats supérieurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> % de réduction des conflits liés à l'Eau et à la GRN; % de citoyens dont la confiance envers les institutions locales de gouvernance s'est améliorée. -Amélioration de l'information disponible sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau; Renforcement des capacités des instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles; % augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier; % augmentation du nombre femmes et jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles % de réduction du nombre de conflits existants qui sont gérés par les instances de prévention et de gestion des conflits ; Pourcentage de réduction du nombre de nouveaux conflits grâce aux actions de prévention menées par les instances de prévention et de gestion des conflits; Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de prévention et de gestion des conflits. 	

Un des facteurs /outil appréciable de durabilité sont les fonds renouvelables et son ancrage à tra-vers la NAYRAL NEF (une structure pérenne, sûre et indépendante de microfinance) pour le finan-cement des CdV ; le renfor-cement institutionnel, l'approche participative de la GIRE/GRN ; la ges-tion des conflits à travers les groupes d'apprentissage structurés et leur articulation avec les com-missions foncières sont des domaines où NEF a la plus grande valeur ajouté.

Objectifs et Résultats Attendus du volet additionel CCC du PASARC II.

Objectif général

Les communautés et les collectivités territoriales affectées par les menaces interdépendantes de conflit et de changement climatique, ont renforcé leur résilience et ont amélioré leur stabilité sociale grâce à une gestion des ressources naturelles inclusive, durable et collaborative.

Impacts Attendus :

- Réduction des conflits : liés à l'eau de 40% • liés aux espaces pastoraux de 60% • liés à la pêche de 45% • liés aux terres agricoles de 50%
- 10% de réduction du nombre de victimes résultant de conflits violents liés aux ressources naturelles dans la zone d'intervention
- 80% des bénéficiaires signalent une résilience accrue aux conflits et aux stress et aux chocs climatiques en raison des interventions du projet

Objectif Spécifique 1.

Les systèmes de gouvernance et de gestion collaborative des ressources et des conflits sont renforcés pour assurer la durabilité des ressources, l'intégration des risques liés au climat et la disponibilité de mécanismes fiables de résolution des conflits.

Résultats attendus :

- 60% des citoyens déclarent avoir accès à un processus de résolution de conflits en lequel ils ont confiance et qu'ils acceptent
- 50% des citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance s'est améliorée
- 60 instances de gouvernance des ressources naturelles et de gestion des conflits qui adoptent des pratiques plus inclusives
- 400 élus ayant une compréhension accrue du lien entre les conflits et la gestion des ressources naturelles et une meilleure connaissance des systèmes et politiques de gestion des ressources naturelles
- 100% des collectivités territoriales partenaires ont intégré les questions de conflit et d'adaptation au changement climatique dans les documents de planification et de gestion des ressources naturelles 18

Objective Spécifique 2.

La cohésion sociale, la sécurité et la durabilité des ressources naturelles qui sont à la base des moyens d'existence ruraux sont améliorées grâce à des investissements gérés en coopération.

Impacts Attendus :

- 80% des participant-e-s signalent une perception améliorée des personnes qui appartiennent aux différents groupes socio-ethniques ou professionnels
- 75% des bénéficiaires directes estiment avoir un accès plus sécurisé aux ressources naturelles grâce à l'intervention du projet
- Réduction des migrations liées aux conflits ou aux effets des changements climatiques dans les communautés ciblées

Cependant sur recommandation de EKN certains indicateurs de résultats intérimaires voire supérieurs sexo-désagrégées et un mapping analytique des projets/interventions et des conflits seront établis au cours des premiers quatre mois (janvier-avril 2020) genre rapport de démarrage avec étude base line.

C FINAL CONCLUSION ON ASSESSMENT OF REPORT

APPROVED

4	What is the new alert date if the report has not (yet) been approved?	Après les commentaires d' EKN le rapport a été finalisé et reçu le 26/4/2022
5	Please insert the text of the letter/message to be sent to the business partner or append this in 247Foxy.	Voir #7

D FOLLOW-UP ACTIONS (following report assessment)

6	Open in 247Foxy a file 'Actieve openbaarmaking'. Copy the relevant information from the current form and complete as appropriate. NOTE: if your mission does not use 247Foxy, please use the 'Form for public disclosure of evaluation and research reports' The form can be found on the HBBZ under 'Evaluations'.	Done
7	Using the text under C7, send a letter/message to the relevant business partner informing	Texte pour lettre qui confirme notre décision pour la suite du programme + les conditions:

<p>them that the report has been either approved or rejected.</p>	<p>EKN BAM fait une appréciation encourageante des constats faits par les évaluateurs conformément aux TdRs de leur prestation. Les résultats sont jugés évoluer dans une dynamique nettement positive malgré le contexte sécuritaire. Les recommandations pertinentes formulées par les consultants devront faire l'objet d'une attention de NEF pour la suite du programme. Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La révision des chaînes de valeur en ajout ou de retrait ; - La gestion adaptative des crédits développement chaîne de valeur ; - L'analyse du renforcement institutionnel des auxiliaires utilisés par le projet ; - L'analyse du cadre de partenariat avec certains services techniques étatiques en terme de prestation de services ; - L'implication/recours aux consultants locaux pour les consultants locaux dans le suivi évaluation en corrélation avec AKVO. - Les recommandations pertinentes cf point 8 devront faire l'objet de prise en compte par NEF dans le plan annuel 202 ou au plus tard dans le PTBA 2023.
---	---

E FOLLOW-UP ACTIONS (following report assessment)

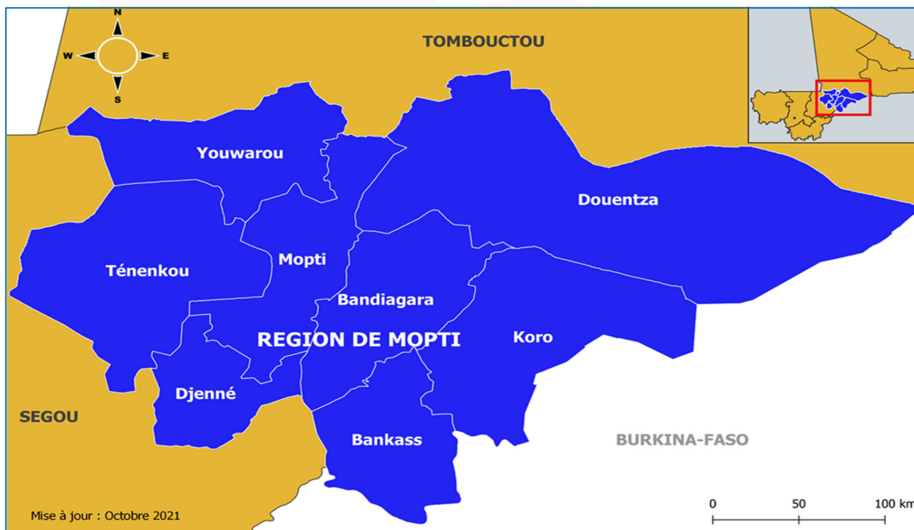
8 What are the most significant lessons/findings and recommendations?

<p>Key points:</p> <ul style="list-style-type: none"> - For an evaluation: What lessons have been learned? What recommendations have been made? - For a policy review: What are the main policy recommendations? <p><i>NOTE: a response to this question is not mandatory, but <u>encouraged</u> to allow MFA to learn lessons from evaluation and policy research. Answers may serve to formulate a management response to the recommendations and can be used when reviewing the portfolio.</i></p>	<p>Les recommandations les plus importantes d'ici à la fin de cette phase en 2025 : CF ci-dessus et en lien avec point 2</p> <p>1. Lessons learned Besoins de crédits existent mais le remboursement ne se fait pas à souhait partout - l'utilisation des auxiliaires pour s'adapter à l'évolution du contexte sécuritaire - Pertinence des besoins – bonne synergie avec auprès acteurs – Expérience dans la gestion des conflits d'exploitation des ressources naturelles – Consolider le positionnement de NEF dans la région dans le domaine de prévention et gestion des conflits avec l'approche Groupe d'Apprentissage.</p> <p>2. Recommendations Au vu des résultats, l'équipe d'évaluation formule les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dû au fait que les acteurs du projet pensent qu'il y a d'autres chaînes qui ont la capacité de changer leurs revenus durant l'atelier de SEPO, il serait important d'analyser l'opportunité d'ajout ou de retrait de certaines chaînes. En effet, il est de réviser les chaînes de valeurs et indicateurs y afférant tout en priorisant les chaînes les plus importantes en matière d'opportunités et de résilience surtout pour les femmes et les jeunes. Cette révision pourra s'accompagner d'une analyse plus approfondie pour prendre en compte les autres maillons des chaînes existantes (vente des intrants, transformation et commercialisation). Tout ceci se fera avec les acteurs après une analyse comparative de ces chaînes avec la possibilité d'analyser de nouvelles (arachides / zaban / aviculture / moringa). Nous espérons de cette analyse une étude comparative des chaînes en tenant en compte des aspects tels que le nombre des acteurs engagés, la capacité d'augmenter la résilience des communautés les plus marginalisées surtout les femmes et les jeunes, protéger les couches les plus vulnérables contre l'insécurité alimentaire et la possibilité de créer une transformation agro-industrielle au niveau régional. • Pour ce qui concerne les crédits, l'évaluation intermédiaire recommande la suspension des crédits dans les cercles de la région de Mopti ayant des entrepreneurs avec un taux de non-paiement élevé pour une évaluation de la situation. L'équipe suggère aussi une rencontre avec les acteurs du projet dans ces cercles pour mieux comprendre la situation. Ces discussions devront permettre aux responsables de Nayral et de PASARC II/CCC de résoudre les problèmes inhérents à cette composante du projet. L'ouverture de la possibilité de travailler avec d'autres organisations devra être analysée compte tenu du fait que Nayral n'intervient pas dans tous les cercles. • Un renforcement du système de travail avec les auxiliaires les aidant à se mettre en structures organisées et capitalisant leurs connaissances du milieu pour une intervention et un suivi plus rigoureux. Ceci sera fait avec un cahier de charge
---	--

		<p>annuel qui sera renouvelé à partir des performances du terrain. Ce modèle peut être piloté dans certains cercles avant une adoption plus générale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le suivi au niveau local de l'application en milieu réel des formations reçues durant la formation des formateurs. • La possibilité pour les consultants locaux de supporter un peu plus le système de suivi-évaluation en réduisant les responsabilités de AKVO à la formation et à un suivi trimestriel. En effet, le système de suivi-évaluation pourrait bénéficier d'un support des consultants externes surtout en matière de collecte et de traitement des données permettant au staff NEF de consacrer plus de temps au suivi et l'analyse qui sont importants pour la mise en application des leçons apprises. • Un renforcement de collaboration avec les institutions de l'état après une étude de cas par cas. • La revue de la sélection des projets d'investissement communautaire en utilisant des techniciens avec la possibilité pour les services techniques des structures de l'état de soumissionner pour des prestations de services comme le secteur privé. Ceci est important pour la viabilité des activités du projet mais et pourrait réduire le coût des prestations de services.
9 How can/will the recommendations be used for new policy initiatives?		
	<p>Key points:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Set out how the recommendations will be incorporated into new policy or into new implementation of existing policy. - For an evaluation, set out which recommendations will be adopted and how this will be done. - In addition, set out which recommendations will not be adopted and explain why. <p><i>NOTE: a response to this question is not mandatory, but encouraged to allow MFA to learn lessons from evaluation and policy research. Answers may also serve to formulate a management response to the recommendations and can be used when reviewing the portfolio.</i></p>	<p>Le Plan annuel est reçu novembre: la prise en compte des conclusions/recommandations du MTR sera demandé a NEF pour actualisation le cas échéant avec le plan annuel 2023..</p>



Evaluation intermédiaire du projet "Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience des Populations aux Crises Climatique et Sociale dans la Région de Mopti (PASARC II-M) / CCC" pour la période de Novembre 2018 à Novembre 2021



Décembre 2021



TABLES DES MATIERES

Tables des matières	i
Liste des Figures	iii
Liste des Tableaux	iv
Acronymes	v
Résumé	1
1. Introduction	44
2. Contexte du projet	55
2.1. Aperçu global du projet	55
2.2. Etude référentielle du projet	88
3. Méthodologie	1949
3.1. Préparation de la mission	2020
3.2. Phase terrain	2020
Entretiens ménages avec Kobocollect	2020
Focus groups	2124
Interviews semi-structurées	2124
Atelier SEPO	2222
3.3. Traitement et analyse des données collectées	2222
3.4. Production du rapport d'évaluation	2323
3.5. Limitation de l'évaluation	2323
4. Résultats	2424
4.1. Pertinence	2525
4.2. Couverture	2929
4.3. Efficacité	3232
4.4. Efficience	4848
4.5. Effet/Impact	4949
4.6. Durabilité	5555
5. Conclusion	6868
6. Annexes	7174
V.1. Questionnaire auprès des ménages	7174
V.2. Entretien avec les OCB	8484
V.3. Entretien avec les jeunes entrepreneurs du projet	9090
V.4. Entretiens avec les élus, les acteurs communaux, les GACetGAC les commissions foncières	9797
V.5. Guide d'entretien générale (cabinets / ONG / Equipe de projet)	101404
V.6. Entretien avec les cadres formateurs et les leads formateurs	105405
Agenda de l'atelier SEPO	107407
Outils de l'atelier	108408



Questionnaire SEPO	118
Listes des participants	122
Liste des documents consultés	124

118

122

124



LISTE DES FIGURES

Figure 1: Théorie du changement exécutée par le projet	77
Figure 2: Appartenance des répondants aux chaînes de valeur du projet.....	2626
Figure 3: Nombre de repas par jour avant et pendant le projet	2727
Figure 4: Nombre de mois pendant lesquels la production couvre les besoins alimentaires des ménages	2727
Figure 5: Situation des conflits liés à la GRN.....	2828
Figure 6: Situation des conflits liés à la GRE	2929
Figure 7: Pourcentage d'augmentation des rendements en fonction des prévisions	3535
Figure 8: Pourcentage d'augmentation des superficies en fonction des prévisions	3636
Figure 9: Pourcentage d'augmentation des superficies avec pratiques éco-efficente	3737
Figure 10: Augmentation du volume de produits vendus	3838
Figure 11: Augmentation du chiffre d'affaires des OCB.....	3939
Figure 12: Nombre d'accords signés.....	4040
Figure 13: Types de vente.....	4040
Figure 14: Pourcentage des ménages en fonction du type de crédits qu'ils ont bénéficié.....	4141
Figure 15: Pourcentage des personnes estimant qu'ils ont pu rembourser leur crédit	4242
Figure 16: Pourcentage des ménages estimant qu'ils ont remboursé par type de crédit	4242
Figure 17: Pourcentage de personne ayant signalé la présence des structures de gestion des conflits dans leur zone	4444
Figure 18: Pourcentage de personnes en fonction des ressources qu'ils considèrent comme objet de conflits dans leur zone	4545
Figure 19: Existence d'institutions et organes locaux de gouvernance dans votre localité.....	4646
Figure 20: Niveau d'accès à l'eau et à la terre grâce à l'intervention de PASARC II	4747
Figure 21: Marges brutes entre la période 2017 et 2020	4949
Figure 22: Changement observé dans les marges brutes entre 2017 et 2020.....	5050
Figure 23: Perceptions des ménages sur l'amélioration des revenus attribuables au projet.....	5151
Figure 24: Appréciation de l'impact de projet.....	5252
Figure 25: Capacité des jeunes à faire face aux besoins de leurs ménages grâce au projet	5454
Figure 26: Niveau de confiance des bénéficiaires des structures de gestion des conflits.....	5555
Figure 27: Appréciation de la gestion des conflits causés par chaque ressource	5555
Figure 28: Niveaux les plus affectés par les actions mises en œuvre avec succès par PASARC II / CCC	5656



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Situation de référence des indicateurs d'impacts	29
Tableau 2: Echantillon de l'enquête ménage par région et par cercle	2020
Tableau 3: Echantillon de focus groupe par catégorie et par cercle	2124
Tableau 4: Echantillon d'interviews semi-structuré avec informateurs clés	2124
Tableau 5: Synthèse des caractéristiques des ménages enquêtés	2424
Tableau 6: Marges brutes avant et durant le projet	3232
Tableau 7: Niveau de confiance des bénéficiaires aux instances de gestion des conflits.	4444
Tableau 8: Synthèse des perceptions des ménages sur l'amélioration des revenus attribuables au projet	5154
Tableau 9: Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre par les acteurs des chaînes de valeur	5353
Tableau 10: Actions considérées comme un succès par les participants de l'atelier et celles qu'ils recommandent de renforcer.....	5656
Tableau 11: Situation à mi-parcours des indicateurs d'impact.....	5858



ACRONYMES

CCC :	Changement Climatique, Conflit
CFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
CLE :	Comité Local d'Eau
COFO :	Commission Foncière Communale
CCA :	Cadres communaux de Concertation d'Action
FDG :	Focus Group Discussion
FFOM :	Forces Faiblesses Opportunités Menaces
GAC :	Groupe d'Apprentissage de gestion des Conflits
GdA :	Groupes d'Apprentissage
GIRE :	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GRE :	Gestion des Ressources en Eau
GRN :	Gestion des Ressources Naturelles
KII :	Key Informant Interviews
NEF :	Near East Foundation
ONG :	Organisations Non Gouvernementales
PASARC :	Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et la Résilience des Populations aux Crises Climatiques et Sociales
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
RECOTRAD :	Réseau des Communicateurs Traditionnels
SEPO :	Succès Echecs Potentialités et Obstacles
SWOT :	StrengthsWeaknessesOpportunitiesThreats
TdR :	Termes de Références



RESUME

Le présent document est le fruit de l'évaluation intermédiaire du Programme intitulé « Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience des Populations aux Crises Climatique et Sociale dans la Région de Mopti (PASARC II-M) / CCC » implanté durant la période de Novembre 2018 à Novembre 2021.

Cette évaluation est commanditée par le bureau de la Near East Foundation au Mali et réalisée par Octopus Consulting Insight, un évaluateur externe basé à Evanston, Illinois, USA. Cette évaluation a été conduite en respectant les exigences du guide d'évaluation des projets OCDE. A ce guide OCDE ont été associés quelques outils classiques et traditionnels. Ainsi, toutes les diligences ont été faites pour apprécier les critères de la pertinence, la couverture, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité de la réponse du projet aux objectifs et résultats escomptés.

L'équipe d'évaluation a utilisé une méthodologie mixte d'outils de recherche quantitative et qualitative pour enrichir l'analyse des données et générer une compréhension plus approfondie des résultats. Les outils d'évaluation traditionnels ont été appliqués dans cet ordre : (a) l'examen documentaire (qualitatif et quantitatif) consistait en une analyse des documents de projet pour extraire des informations et un aperçu de la stratégie du projet, une enquête auprès des ménages (quantitatif), des entretiens individuels avec des personnes-clés, des discussions de groupes et des conversations virtuelles avec une partie du personnel (qualitatifs). Aussi un atelier de validation, de partage et d'échange a-t-il été organisé afin d'engager les acteurs dans une discussion participative, indépendante dans le but d'orienter les actions du projet pour les années à venir. Des logiciels tels qu'Excel, SPSS et STATA ont été utilisés pour effectuer des analyses précises et générer des visualisations. Bien que peu de limitations et contraintes aient été identifiées au cours de l'évaluation, celles-ci ont été adressées avec le soutien de l'équipe de gestion du projet.

La collecte des données a été effectuée dans 12 communes échantillonnées sur les 42 communes de mise en œuvre du projet, réparties entre les huit (08) cercles de la région de Mopti. Les descriptions de l'échantillonnage quantitatif & qualitatif ci-dessous s'inspirent de l'approche présentée dans le rapport de l'enquête de référence d'octobre 2019. Des données quantitatives ont été collectées auprès de 448 ménages ciblés par cercle conformément à l'échantillonnage de base, à la réalité du terrain notamment en matière d'accès, de sécurité et de disponibilité des bénéficiaires. Aussi, un total de 33 focus groupes de discussion a-t-il été organisé de même que 61 entretiens individuels.

Les principales conclusions sont divisées en sections liées aux critères d'évaluation que sont la pertinence, la couverture, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la viabilité :

Pertinence : La conception du projet était appropriée et pertinente pour atteindre les résultats escomptés. Les résultats suggèrent que les activités du projet sont alignées avec les besoins des différents et avec les objectifs attendus. Les stratégies de développement des 6 chaînes de valeurs ciblées sont pertinentes au regard des contraintes, besoins et opportunités existantes pour surtout les jeunes et les femmes. Elles ont contribué au cadre de performance global du projet. De même, l'entrepreneuriat des jeunes, a-t-il réussi à créer des opportunités économiques pour les jeunes et à répondre aux contextes, besoins et priorités spécifiques des jeunes maliens résidant dans la région de Mopti.

Aussi Les stratégies du PASARC/CCC du volet CCC ont-elles pris en compte les groupes vulnérables (jeunes, femmes, autochtones et autres groupes sociaux marginalisés) ainsi que les initiatives intercommunautaires ou communautaires sensibles à la lutte contre les changements climatiques et à la prévention ou la résolution des conflits.



De façon générale, ces stratégies mises en place par PASARC/CCC ont permis un ciblage pertinent, transparent et précis dans la sélection des projets des communautés et dans les choix de mise en œuvre des activités. Ceci a été fait en collaboration avec les structures techniques étatiques.

Couverture : La majorité des communautés et parties prenantes interrogées ont trouvé la couverture du programme très satisfaisante surtout les jeunes et les femmes. Ils étaient très satisfaits des efforts faits par PASARC II/CCC pour atteindre les communautés les plus éloignées, les moins sécurisées et les moins desservies.

De plus, les bénéficiaires, le personnel du projet et les partenaires, y compris les agences gouvernementales locales, perçoivent l'importance de la couverture du programme de même que la prise en compte des groupes vulnérables (jeunes, femmes et autres groupes sociaux marginalisés) ainsi que les initiatives intercommunautaires ou communautaires.

Efficacité : Les statistiques et la perception des acteurs sont positives quant à l'atteinte des objectifs en dehors des difficultés relatives au paiement des crédits. Aussi les résultats révèlent-ils que le projet a été efficace dans son approche de sélection des outils de gestion, du suivi et d'évaluation. Les données quantitatives, les groupes de discussion et les entretiens avec des informateurs clés ont révélé un effort considérable envers l'autonomisation des femmes, une augmentation des revenus des acteurs, une diminution sensible des conflits liés à la gestion intégrée des ressources naturelles et de l'eau.

Formatted: French (France)

Aussi les stratégies du PASARCII/CCC ont –elles sérieusement contribué à la collaboration ou la synergie avec des projets et programmes de développement des chaînes de valeurs, sécurité alimentaire, GIRE/GRN et entrepreneuriat des jeunes financés par d'autres bailleurs de fonds y compris les ONG locales, ONG internationales et les structures techniques régionales de l'Etat malien.

Efficience : Les différentes analyses issues des documents et de la discussion avec les acteurs ont montré que le projet est efficace vu les activités, le nombre et la nature des bénéficiaires de même que le contexte de son implémentation. Aussi produits et services développés par le projet tels les formations, l'apport des semences des semences améliorées, les sites de démonstration, les crédits et autres sont très utilisés par les bénéficiaires pour améliorer leur cadre de vie dans le sens des résultats du projet.

Impact/Effet : Les statistiques et les discussions attestent des effets positifs perçus par les bénéficiaires directs du PASARC II/CCC. Les tendances se dessinent de manière claire et sous-entendent que si les actions du projet continuent, les impacts pourront induire un changement transformationnel aussi bien économique que social.

Viabilité/Durabilité : Bien qu'il soit difficile de dire à cette étape du projet que les résultats du PASARC/CCC durables, il est clair et visible aujourd'hui que le projet a créé un environnement favorable à la durabilité de ses activités. En effet, la stratégie de renforcement des capacités conçue et mise en place évolue selon le contexte de Mopti en créant des acteurs plus capables de prendre en charge certaines activités du projet. Si la même stratégie continue, la viabilité /la durabilité du projet sera assurée.

Malgré ces résultats satisfaisants à plus d'un égard, le projet a également des difficultés qui demandent une attention et une analyse plus approfondie notamment en ce qui concerne la capacité de gérer six chaînes de valeurs avec des indicateurs détaillés et un suivi rigoureux des activités. Aussi est –il important de revoir le système de crédit qui a beaucoup d'arriérés et des impayés.



De même, l'insécurité qui sévit dans la région est en train d'éroder le système de suivi technique par les staffs de NEF qui devront désormais utiliser plus les relais et auxiliaires communautaires.

Au vu des résultats, l'équipe d'évaluation formule les recommandations suivantes :

- Dû au fait que les acteurs du projet pensent qu'il y a d'autres chaînes qui ont la capacité de changer leurs revenus durant l'atelier de SEPO, il serait important d'analyser l'opportunité d'ajout ou de retrait de certaines chaînes. En effet, il est de réviser les chaînes de valeurs et indicateurs y afférant tout en priorisant les chaînes les plus importantes en matière d'opportunités et de résilience surtout pour les femmes et les jeunes. Cette révision pourra s'accompagner d'une analyse plus approfondie pour prendre en compte les autres maillons des chaînes existantes (vente des intrants, transformation et commercialisation). Tout ceci se fera avec les acteurs après une analyse comparative de ces chaînes avec la possibilité d'analyser de nouvelles (arachides / zaban / aviculture / moringa). Nous espérons de cette analyse une étude comparative des chaînes en tenant en compte des aspects tels que le nombre des acteurs engagés, la capacité d'augmenter la résilience des communautés les plus marginalisées surtout les femmes et les jeunes, protéger les couches les plus vulnérables contre l'insécurité alimentaire et la possibilité de créer une transformation agro-industrielle au niveau régional.
- Pour ce qui concerne les crédits, l'évaluation intermédiaire recommande la suspension des crédits dans les cercles de la région de Mopti ayant des entrepreneurs avec un taux de non-paiement élevé pour une évaluation de la situation. L'équipe suggère aussi une rencontre avec les acteurs du projet dans ces cercles pour mieux comprendre la situation. Ces discussions devront permettre aux responsables de Nayral et de PASARC II/CCC de résoudre les problèmes inhérents à cette composante du projet. L'ouverture de la possibilité de travailler avec d'autres organisations devra être analysée compte tenu du fait que Nayral n'intervient pas dans tous les cercles.
- Un renforcement du système de travail avec les auxiliaires les aidant à se mettre en structures organisées et capitalisant leurs connaissances du milieu pour une intervention et un suivi plus rigoureux. Ceci sera fait avec un cahier de charge annuel qui sera renouvelé à partir des performances du terrain. Ce modèle peut être piloté dans certains cercles avant une adoption plus générale.
- Le suivi au niveau local de l'application en milieu réel des formations reçues durant la formation des formateurs.
- La possibilité pour les consultants locaux de supporter un peu plus le système de suivi-évaluation en réduisant les responsabilités de AKVO à la formation et à un suivi trimestriel. En effet, le système de suivi-évaluation pourrait bénéficier d'un support des consultants externes surtout en matière de collecte et de traitement des données permettant au staff NEF de consacrer plus de temps au suivi et l'analyse qui sont importants pour la mise en application des leçons apprises.
- Un renforcement de collaboration avec les institutions de l'état après une étude de cas par cas.
- La revue de la sélection des projets d'investissement communautaire en utilisant des techniciens avec la possibilité pour les services techniques des structures de l'état de soumissionner pour des prestations de services comme le secteur privé. Ceci est important pour la viabilité des activités du projet mais et pourrait réduire le coût des prestations de services.

Commented [BF1]: Une analyse sur la sécurité est importante avec les acteurs. Ceci permettra à la NEF d'avoir une stratégie sur la sécurité des acteurs du projet si possible reconnue des acteurs et participants du projet. Mais cela dépend de comment la NEF voit le nécessité de cette suggestion

Commented [BF2]: Ceci est nécessaire pour confirmer ou infirmer certaines propositions suggérées par les acteurs lors de l'atelier

Commented [BF3]: Ceci doit être une priorité compte tenu du changement du contexte

Commented [DM4]: Quelles appréciation de la prestation de AKVO ?
Le recours a consultation externe (pour tâche contractuelle de AKVO...) en vue d'assurer plus d'efficacité de NEF ?

Commented [BF5]: La prestation de AKVO est Ok mais je souhaiterais qu'elle se limite seulement au contrôle du travail de même qu'à la formation de l'équipe. Que le travail rapproché du support de la collecte soit laissé à un consultant local avec que AKVO aidera à former

Formatted: Font color: Red

Commented [DM6]: Avis de NEF ? Peut-être dans le cadre de prestations spécifiques d'Appui-Conseil et suivi contrôle de conformité... si non « concurrence, freins à la promotion du secteur privé notamment en matière d'opportunités d'emplois pour les jeunes » Approfondir le sujet.

Formatted: Font color: Red



1. INTRODUCTION

Near East Foundation Mali bénéficie d'une subvention de l'Ambassade des Pays-Bas pour mettre en œuvre le Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience des Populations aux Crises Climatiques et Sociales dans la Région de Mopti II + le volet Conflit et Changement Climatique (PASARC II/CCC). Ce projet est une suite à la première phase qui s'était déroulée de 2012 à 2017.

L'objectif global de l'évaluation intermédiaire est de :

- Apprécier les approches, performances et processus de l'activité PASARC II/CCC sur la période d'exécution allant de Novembre 2018 à Novembre 2021 correspondant en particulier aux trois premières années du projet PASARC II/M ;
- Suggérer des aménagements (recommandations/réorientations) destinés à accroître son efficacité et servir ainsi à l'atteinte des résultats escomptés et des objectifs spécifiques à atteindre d'ici la fin du projet en 2025. En ce qui concerne plus spécifiquement le volet CCC dont le démarrage est plus récent, l'évaluation portera sur la performance du programme au titre de sa première année de mise en œuvre (2021) et sur l'intégration et la complémentarité entre le PASARC II-M et le volet CCC afin de formuler le cas échéant des recommandations à cet égard.

Cette évaluation a fait une combinaison de la collecte des données qualitatives et quantitatives pour appréhender la situation actuelle et capturer les différentes perspectives afin de permettre à l'équipe du projet de prendre les décisions capables d'améliorer le mieux-être des populations de Mopti.

La section suivante présente le contexte du projet qui comprend une historique, le cadre logique et l'étude référentielle. La section 3 traite de la méthodologie et de collecte de données qui est suivie par la présentation des résultats (Section 4). La dernière section présente les conclusions et quelques recommandations.



2. CONTEXTE DU PROJET

2.1. Aperçu global du projet

Depuis 2012, la région de Mopti est en proie à des actes de violences orchestrées par des groupes armés en direction de la population civile, se traduisant essentiellement par des conflits intercommunautaires opposant les peuples dogons et peuhls, d'une part et par les exactions des groupes extrémistes religieux d'autre part.

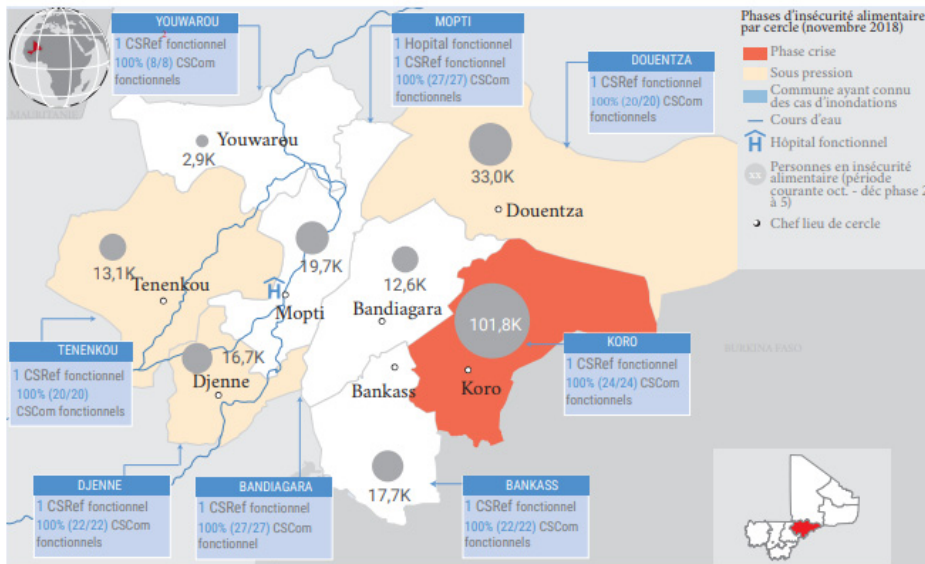
Le rapport d'Enquête Permanente et Modulaire auprès des Ménages révèle que la région avait en 2018, une incidence de pauvreté de 64,6% de la population soit 1.708.669 personnes sur 2.644.999 habitants¹. En effet, au niveau de la sécurité alimentaire, bien que les résultats de la campagne agricole 2017-2018 ont été estimés de moyens à bons dans certains cercles, le rapport du cadre harmonisé estimait que près de 89 466 personnes étaient classées en insécurité alimentaire (Phase 3 à pire) entre août et décembre 2017. Environ 351 745 étaient en phase 2 contre 418 183 au premier semestre². Cela est dû au déficit pluviométrique ou à la décrue précoce, dégâts aviaires par endroits et dégâts causés par les groupes armés sur les PIV5 de Koudourou (Djenné). Concernant la sécurité, la période a connu une recrudescence des incidents sécuritaires liés au terrorisme et à la criminalité un peu partout dans les cercles de la région.

D'autres études réalisées sur la sécurité alimentaire des ménages de la région faisaient état de la détérioration des conditions de sécurité alimentaire en 2018 en raison de la faiblesse et de la variabilité des précipitations, de la faiblesse des crues et de l'insécurité, avec 287 888 personnes qui connaîtraient une insécurité alimentaire du niveau crise ou d'urgence (PIPC niveau 3 ou plus) pendant la période de soudure (juin-août). Ce contexte risquait de s'aggraver avec une croissance démographique supérieure à 3%, le chômage des jeunes et l'exacerbation des conflits. Les communautés vulnérables sont plus nombreuses à lutter contre la pauvreté chronique, les conflits et un climat de plus en plus variable.

Dans un tel climat d'insécurité et la nécessité de consolider les acquis de PASARC et la création d'un système de résilience des populations locales font du Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience des Populations aux Crises Climatiques et Sociales dans la Région de Mopti (PASARC/CCC) une obligation de réponse appropriée et opportune. Ainsi, (PASARC/CCC) est un programme mis en œuvre pour faire suite à la première phase (2012 – 2017) du PASARC sous la dénomination PASARC II – M (2018-2025) mais auquel un volet CCC (Conflits – Changement Climatique) a été intégré pour renforcer son objectif 2 en novembre 2020. Ce volet met un accent sur les problématiques et défis des conflits, des changements climatiques et de la gouvernance des ressources naturelles. Il prend en compte le nexus Conflit-Changement climatique et gestion durable des ressources naturelles (GRN). En conséquence, le PASARC/CCC vise à soutenir les investissements locaux dans la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que la prévention et l'atténuation des conflits afin de réduire les conflits violents et endiguer les cycles d'instabilité et de vulnérabilité qui affligent actuellement les communautés locales du centre du Mali. Le programme est financièrement soutenu par l'Ambassade Royale des Pays Bas et mis en œuvre par la Near East Foundation (NEF). L'ultime but est de renforcer les capacités des acteurs communautaires afin qu'ils puissent s'attaquer aux sources de conflits et aux changements climatiques pour assurer la sécurité alimentaire, la réduction de la vulnérabilité des populations, tout en consolidant la paix.

¹ Source Cadre Harmonisé SA, Mali 2018, rapport d'Enquête Permanente et Modulaire auprès des Ménages (2016-2017).

²https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ocha_mli_profile_humanaire_mopti_20171227_0.pdf



Les frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou l'acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

DEMOGRAPHIE	
1,4 M	14% de la population totale du Mali.
1,3 M	51% de la population ont moins de 15 ans.
	52 habitants/km ²
	Source : DNP ³ 2018
Ratio personnel de santé par population	
	0,84 personne de santé qualifiée pour 10 000 Habitants.
	Médecin : 1/18 228 Sage femme : 1/14 350
	Infirmier : 1/8 268

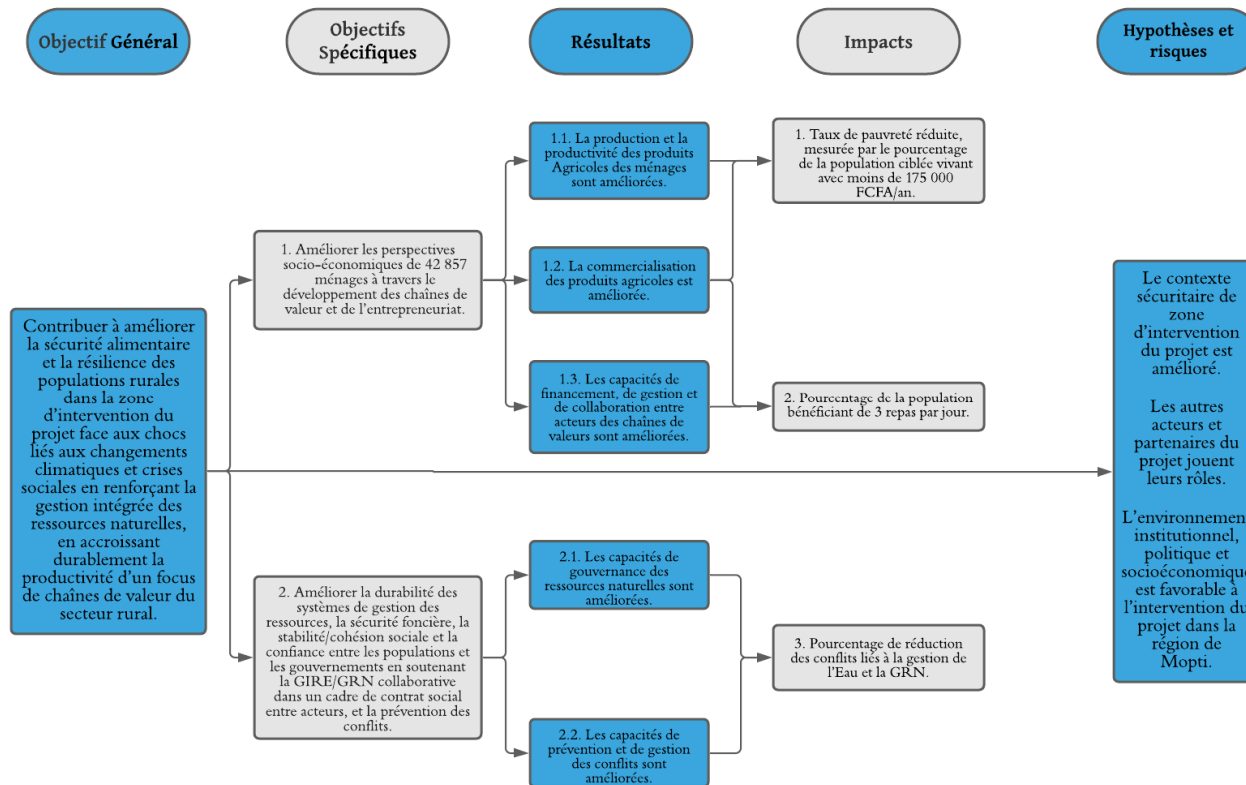
La nouvelle phase a apporté de nouvelles orientations dont les axes clés sont :

- Le développement de chaînes de valeur agricoles et non agricoles, axé sur les caractéristiques du marché afin de créer des opportunités d'entrepreneuriat et d'emplois notamment au profit des couches vulnérables que sont les femmes et les jeunes ;
- La promotion de la GIRE/GRN comme levier de la sécurité alimentaire, du développement des chaînes de valeur agricole, socle du dialogue social et de la prévention et gestion des conflits à travers la mise à échelle des expériences et résultats du PASARC I ;
- L'adoption d'une approche d'autonomisation vis à vis du développement de capacités et des ressources financières à travers la formation de formateurs et les fonds de crédits renouvelables qui permettront d'accroître l'appropriation des parties prenantes et la durabilité des effets du projet.
- Un accent plus concentré sur l'autonomisation des femmes et des jeunes à travers le renforcement de leurs capacités techniques et entrepreneuriales sur les chaînes de valeur pour leur permettre (a) d'avoir plus de facilité d'accès aux crédits, (b) de faire valoir leurs priorités dans la formulation et la mise en œuvre des actions de développement, (c) d'accéder aux instances de gouvernance et de décision.

La nécessité de mesurer les changements imputables au projet sur ces différents axes stratégiques afin d'apprécier l'atteinte des résultats initialement planifiés a conduit à la création d'une théorie de changement et à l'établissement d'une étude de la situation de référence détaillée. Ces deux éléments serviront de fondation à cette évaluation à mi-parcours.



Figure 1: Théorie du changement exécutée par le projet





2.2. Etude référentielle du projet

La situation de référence des indicateurs du projet a été construite par Akvo en Octobre 2019 sur la base du cadre logique détaillé. La Matrice de la situation de référence ci-dessous présente :

- La situation de référence des indicateurs d'impacts
- La situation de référence des indicateurs de l'objectif spécifique 1
- La situation de référence des indicateurs de l'objectif spécifique 2

Certains indicateurs surtout au niveau de l'objectif 1 devront être renseignés en dehors du système de collecte des données. Pour cet exercice, l'équipe de consultants a essayé de vérifier ces données au niveau régional et au cas où les données n'ont pas été collectées au niveau région et pour cela les données collectées des ménages ont été utilisées.

Selon le cadre logique, les indicateurs de l'objectif spécifique 1 se rapportent à la production agricole et au financement des acteurs des chaînes de valeurs concernées par les productions. Cette évaluation à mi-parcours a permis de trianguler les valeurs pour chacun des indicateurs se rapportant aux données du suivi quant à l'objectif spécifique 1 et d'adapter les cibles du projet pour ces indicateurs pour l'évaluation finale. Les indicateurs de mesure de l'atteinte de l'objectif spécifique 2 se rapportent à la gestion intégrée des ressources naturelles, de l'eau et des conflits.

L'étude référentielle est bien fournie avec des indicateurs détaillés suivant le cadre logique du projet. Ces détails font du cadre logique et de l'étude référentielle une feuille de route indispensable pour un système de suivi et d'évaluation adéquat. Cependant, la gestion des détails de ces données exige beaucoup d'attention et surtout une nécessité permanente de collecte des données sur le terrain. Aussi l'équipe du projet devra définir l'utilisation de ces données pour un apprentissage continu utile aux acteurs du projet. Vu les activités et composantes, le projet devra revoir et analyser l'utilité de certaines données. L'équipe de projet pourra revoir si toutes les données produites sont utiles et utilisées.

Aussi serait-il important d'analyser la prise en compte des indicateurs relatifs aux autres maillons de chaîne des valeurs tels que les revenus des acteurs au niveau intrant, la transformation, la commercialisation et l'embouche.



Tableau 1: Situation de référence des indicateurs d'impacts

Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Sources et triangulation des données
Objectif général. Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la zone d'intervention du projet face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles, en accroissant durablement la productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural.	IOG1 (Impact). Le pourcentage de la population ciblée vivant avec moins de 175 000 FCFA/an	55% en fin de projet au niveau des bénéficiaires directs du projet.	64,6% en 2017-2018 au niveau de l'ensemble de la région de Mopti.	Données provenant du rapport de l'Enquête Modulaire auprès des Ménages (EMOP) 2017 de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSAT). Il est important de vérifier que ces données n'ont pas évolué à la hausse.
	IOG2 (Impact). Pourcentage de la population bénéficiant de 3 repas par jour.	60% en fin de projet au niveau des bénéficiaires directs du projet.	34,7% en 2017-2018 au niveau de l'ensemble de la région de Mopti.	Données provenant du rapport de l'Enquête Modulaire auprès des Ménages (EMOP) 2017 de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSAT). Il est important de vérifier que ces données n'ont pas évolué à la hausse.
	IOG3 (Impact). Pourcentage de réduction des conflits liés à la gestion de l'Eau et la GRN	20% pour les anciennes communes ciblées. 65% pour les nouvelles communes ciblées.	-40% en 2017 au niveau des communes cibles de PASARC 1 -37.5% de réduction en 2018 au niveau des nouvelles communes	Données issues des résultats de mise en œuvre du PASARC I dépréciée de 10% en raison de l'interruption des interventions durant environ un an. Données d'enquête complémentaire menée en septembre 2020



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Objectif spécifique 1. Les perspectives socio-économiques de 42 857 ménages sont améliorées à travers le développement des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat.	IOS1.1 (Résultat supérieur). Pourcentage d'augmentation de la production des ménages par chaîne de valeur	Bénéficiaires directes des ménages : 300 000 personnes dont 151 669 femmes et 148 331 hommes Riz : + 5% pour intensif Riz extensif +5% Fonio : + 10% Sésame : + 10% Balanites : +10% (cueilleur/ramasseur) Balanites +10% collecteur) Embouche : +10%	Riz : 5049kg/Exploitation (cette production est calculée sur la base du rendement moyen fourni dans le rapport diagnostic chaîne de valeur) Riz : 1780/Exploitant Fonio : 475kg/ Exploitation Sésame : 240kg/ Exploitation Balanites (cueilleur/ramasseur) :1226kg/Exploitation Balanites (collecteur) :2856kg/Exploitation Embouche : 7têtes/ménages source BAECC/par an	Ces données (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019) ont été calculées sur la base des superficies moyennes et des rendements moyens par exploitation et par culture. Pour le riz, cette moyenne cache une large diversité liée aux systèmes de production. Il n'y a pas ici une évolution de l'augmentation. Par contre à partir de l'année 2 du projet ces données permettent d'apprécier l'augmentation à partir de la 2 ^{ème} année de mise en œuvre du projet
	IOS1.2 (Résultat supérieur). Pourcentage d'augmentation des revenus agricoles des ménages par chaîne de valeur	Riz : + 5% pour intensif Riz : +5% pour extensif Fonio : + 10% Sésame : + 10% Échalote : +0.5%(conservateur) Embouche : +5% Balanites : +10% (cueilleur/ramasseur) Balanites : +10% collecteur)	Riz : 291 200 FCFA Riz extensif : 176 000 Fcfa/ha source BEACC Fonio : 196 656 FCFA Sésame : 80 650 FCFA Échalote : 382 500 FCFA (pour 1 tonne) Embouche : 1 064 940 FCFA Balanites (cueilleur/ramasseur) : 51319 fcfa Balanites (collecteur) : 166875 fcfa	Il s'agit des revenus actuels évalués (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Il est considéré comme la valeur de l'ensemble de la production pour une culture/chaîne de valeur. Il a été calculé sur la base de la production moyenne par culture et du prix moyen pour chaque produit. Source : Rapport d'étude chaîne de valeur Bureau d'étude Source : Base de données enquêtes BAECC/par an
Résultat 1.1. La production et la productivité des produits Agricoles des ménages sont améliorées.	IR1.1.1 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation des rendements agricole (Quantité/Ha).	Riz : + 5% pour intensif Riz : +5% pour extensif Fonio : + 10% Sésame : + 10%	Riz intensif : 3 760kg Riz extensif : 1621.14kg Fonio : 352kg/ha Sésame : 245kg/ha	Ces rendements sont issus de Données collectées auprès de l'échantillon de 447 producteurs qui pratiquent au moins deux cultures (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Les données collectées ont été évaluées avec les producteurs. Il est important d'être réservé et d'approfondir les recherches pour les mettre à jour au besoin mais sur la base d'informations pratiques.
	IR1.1.2 (Résultat intermédiaire). Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels).	Riz : +0%/exp Fonio : +5%/Exp Sésame : +10%/Exp	1.98ha/exp (Source BEACC rapport diagnostic chaîne de valeur) Riz : 1.01 ha Fonio : 1.35ha/Exp Sésame : 0.98ha/Exp	Données issues des informations collectées auprès des producteurs (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Pour la chaîne de valeur riz, la moyenne est relativement assez élevée parce qu'il existe des producteurs qui ont de très grandes superficies. Ce qui cache la très grande diversité en termes de disponibilité de foncier par paysan producteurs. Il s'agit des superficies moyennes par exploitation qui servira au calcul de l'augmentation
	IR1.1.3 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre d'Ha exploités avec des pratiques écoefficientes améliorées.	Riz : + 5% pour intensif Riz : +5% pour extensif Fonio : +5%/Exp Sésame : +10%/Exp	Riz (intensif) : 1,98ha Riz (extensif) : 1,01ha/exp Fonio : 0% Sésame : 0%	0% pour nos cibles (fonio et sésame) comme référence



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
	IR1.1.4 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation des marges brutes par Ha.	Riz : + 10% pour intensif Riz : + 10% Sésame : + 10% Fonio : 10%	Riz : 241 020fcfa/ha Rizextensif 41 000fcfa/harapportdiagnosticchaine de valeur BEACC Sésame : 58 260fcfa/ha Fonio : 161 626fcfa/ha	Les marges brutes sont la différence entre les revenus par culture diminués des charges de ladite culture. Le revenu et les charges par culture ont été évalués de façon sommaire parce qu'il n'y avait aucun moyen de trouver les informations exactes. Il serait important d'initier au cours de la mise en œuvre, l'établissement de compte d'exploitation pour au moins fournir à partir du suivi des données plus acceptables.
	IR1.1.5 (Résultat intermédiaire). Nombre de visiteurs de sites de démonstration qui adoptent au moins une technique améliorée.	300	0	Il n'y a encore pas de sites de démonstration organisés par le projet donc la situation de référence pour cet indicateur en zéro. La NEF développera au moins trois sites de démonstration par cercle qui servira à éduquer les communautés sur les avantages potentiels associés à des pratiques ou technologies particulières.
	IP1.1.1 (Produit). Nombre de producteurs uniques soutenus ayant adopté des pratiques culturales améliorées, éco efficaces.	60 000 (12000/an) soit 8571 ménages (1714/an) Dont 30% de femmes et 40% de jeunes.	0	L'indicateur de référence est zéro
	IP1.1.2 (Produit). Superficies exploitées avec les pratiques culturales améliorées, éco efficaces	24685 Ha (4937 Ha par an) exploités avec des pratiques culturales améliorées, éco efficaces contre 16602 Ha (PASARC I)	14942 Ha	Données provenant des résultats de la première phase du PASARC I. Entre la fin de cette première phase du projet et le démarrage de la phase II, les superficies avec pratiques éco efficaces diminuent à cause de l'absence de suivi (qui motive les pratiques). Ainsi, le résultat de la phase I est déprécié de 10% pour servir de référence pour la phase II.
	IP1.1.3 (Produit). Nombre de sites de démonstration pour encourager l'adoption de pratiques améliorées.	24	0	Il n'y a encore pas de sites de démonstration organisés par le projet donc la situation de référence pour cet indicateur en zéro. La NEF développera au moins trois sites de démonstration par cercle qui servira à éduquer les communautés sur les avantages potentiels associés à des pratiques ou technologies particulières.
Résultat 1.2. La commercialisation des produits agricoles est améliorée.	IR1.2.1 (Résultat intermédiaire). Augmentation du volume de produits vendus par les organisations de production, de conservation, transformation et commercialisation	Production de riz(intensif): 2% Production de riz (extensif): 2% Production de fonio : 10% Production de sésame : 10% Transformation de riz : 2% Transformation de sésame : 10% Transformation de fonio : 10%	Production de riz(intensif) : 35117kg Production de riz (extensif) : 40 300 kg Production de fonio : 1 333 kg Production de sésame : 635 kg Transformation de riz : 26 829 kg Transformation de sésame : 0kg Transformation de fonio : 50 kg Transformation de Balanites : 665 kg	Pour cet indicateur, on fera un cumul continu des situations de référence des volumes de produits vendu par les organisations au fur et à mesure qu'on les inclut dans l'accompagnement du projet. Ainsi la situation de référence pour cet indicateur est mise à jour chaque année.



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
		Transformation de Balanites : 10% Commercialisation de fonio : 10% Commercialisation de riz : 2% Commercialisation de sésame Organisation de conservation d'échalote : 5% Organisation de commercialisation d'échalote : 5% Organisation d'emboche : 10% Organisation de ramassage de balanites : 10% Organisation de collecte de balanites : 10%	Commercialisation de fonio : 1 304 kg Commercialisation de riz : 16 778 Kg Commercialisation de sésame : 0 kg Organisation de conservation d'échalote : 3 767 kg Organisation de commercialisation d'échalote : 1 417 kg Organisation d'emboche : 62 têtes Organisation de ramassage de balanites : 4 000 kg Organisation de collecte de balanites : 300 kg	Sources (enquête complémentaire septembre 2020) -PASARCII
	IR1.2.2 (Résultat intermédiaire). Augmentation du chiffre d'affaires des organisations de production, de conservation, transformation et commercialisation	Production de riz : 2% Production de fonio : 2% Production de riz : 10% Production de sésame : 10% Transformation de riz : 2% Transformation de sésame : 10% Transformation de fonio : 10% Transformation échalote : 5% Transformation de Balanites : 10% Commercialisation de fonio : 10% Commercialisation de riz : 2% Commercialisation de sésame : 10% Organisation de conservation d'échalote : 5% Organisation de commercialisation d'échalote : 5% Organisation d'emboche : + 10% Organisation de ramassage/cueillette de balanites : 10% Organisation de collecte de balanites : 10%	Production de riz intensif : 10 076 643 FCFA Production de riz extensif : 8 060 000 FCFA Production de fonio : 243 750 FCFA Production de sésame : 304 500 FCFA Transformation de riz : 8 752 857 FCFA Transformation de sésame : 0 FCFA Transformation de fonio : 50 000 FCFA Transformation échalote : 516 156 FCFA Transformation de Balanites : 475 000 CFA Commercialisation de fonio : 251 400 FCFA Commercialisation de riz : 5 153 068 FCFA Commercialisation de sésame : 0FCFA Organisation de conservation d'échalote : 3 122 582 FCFA Organisation de commercialisation d'échalote : 741 667 FCFA Organisation d'emboche : 15 450 000 FCFA Organisation de ramassage/cueillette de balanites : 300 000 FCFA Organisation de collecte de Balanites : 30 000 FCFA	Pour cet indicateur, on fera un cumul continu des situations de référence des chiffres d'affaires des organisations au fur et à mesure qu'on les inclut dans l'accompagnement du projet. Ainsi la situation de référence pour cet indicateur est mise à jour chaque année. Source enquêtes complémentaires septembre 2020- PASARCII



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
	IR1.2.3 (Résultat intermédiaire). Augmentation du chiffre d'affaires des producteurs	Riz: + 5% pour intensif Riz : + 5% pour extensif Fonio: + 15% Sésame: + 10% Balanites : +10% (Ramasseur/cueilleur) Balanites +10% collecteur Embouche : +10%	Riz: 291 200 FCFA Riz : extensif : 176000 FCFA Fonio: 196 656 FCFA Sésame: 80 650 FCFA Balanites (Ramasseur/cueilleur) : 51 319 FCFA Balanites (collecteur) : 166 875 FCFA Embouche : 1 204 139 FCFA /an en moyenne (source base de données enquête BEACC)	Il s'agit de la valeur de l'ensemble de la production pour une culture/chaîne de valeur. Il a été calculé sur la base de la production moyenne par culture et du prix moyen pour chaque produit.
	IP1.2.1 (Produit). Nombre d'OCB ayant créée ou développé une d'activité économique	460 Dont 50% d'OCB de femmes et 25% d'OCB de jeunes.	69	L'indicateur de référence est tiré des résultats du PASARC I
	IP1.2.2 (Produit). Nombre de foires régionales organisées.	4	0	L'indicateur de référence est de 0 en raison de l'inexistence de foire organisée avant cette phase



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.
	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
Objectif spécifique 2. La gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits est améliorée	IOS2.1 (Résultat supérieur) Nombre d'accords formels de conciliation conclus entre acteurs dans le cadre du règlement des conflits de GIRE/GRN	60	4	L'indicateur de référence est tiré des résultats du PASARC I
	IOS2.2 (Résultat supérieur). Pourcentage de citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance, s'est amélioré.	60% dans les anciennes communes cibles. 50% dans les nouvelles communes cibles.	40% dans les anciennes communes	Ce pourcentage résulte de la mise à jour des résultats du PASARC I à travers l'utilisation d'un coefficient de correction qui traduit une augmentation probable des conflits en l'absence d'un mécanisme soutenu de prévention et gestion de conflits pendant la période de flottement (entre les deux projets)
Résultat 2.1. Les capacités de gouvernance des ressources naturelles sont améliorées.	IR2.1.1 (Résultat intermédiaire). Nombre d'instance de gestion qui ont accès, utilisent et diffusent les informations sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau	Au moins 90 instances de gestion qui ont accès, utilisent et diffusent les informations sur la quantité, qualité et la disponibilité des ressources en l'eau	10 Instances de gestion ont accès à l'information dont 9 instances diffusent les informations sur la disponibilité et la qualité de l'eau et 8 Instances de gestion diffusent les informations sur la bonne gestion de l'eau en 2018	Résultat de l'enquête complémentaire menée en septembre 2020-PASARCII



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.
	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
	IR2.1.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de membres d'instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles dont les capacités sont renforcées	+2300 membres dont 40% des femmes et 30% des jeunes	3 430 personnes formées dont 39% de femmes (1338 femmes) et 40% de jeunes (1372)	L'indicateur de référence est tiré du rapport d'évaluation finale du PASARC I
	IR2.1.3 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier.	+15%	46%	Cette information provient des données collectées auprès de l'échantillon de producteurs.
IR2.1.4 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles.	Femmes : +5% Jeunes : +8%	Femme : 25% (30/116) Jeune : 32% (38/116)	Informations provenant des focus groups au niveau de 08 instances de gouvernance de ressources naturelles	



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.
	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
	IR2.1.5 (Résultat intermédiaire). Pourcentage de bénéficiaires directs qui estiment avoir un meilleur accès à la ressource en eau et aux autres ressources naturelles grâce à l'intervention du projet.	25%	93%	La situation de référence concerne les bénéficiaires du PASARC I au niveau des 23 communes d'intervention
	IP2.1.2 (Produit). Nombre de nouveaux plans collaboratifs de gestion et d'utilisation des ressources.	+27	52	La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I
	IP2.1.3 (Produit). Nombre de nouvelles conventions locales de GRN partagées ou d'accords fonciers.	+16	81	La situation de référence de cet indicateur est tirée des résultats du PASARC I
	IP2.1.4 (Produit). Nombre de plans de développement locaux révisés.	+19	21	La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.
	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
	IP2.1.5 (Produit). Nombre d'accords fonciers établis.	85	76	La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I
	IP2.1.7 (Produit). Le nombre d'acteurs (élus, services techniques, Producteurs) dont les capacités en GRN sont améliorées	500	2250	La situation de référence de cet indicateur est tirée des résultats du PASARC I
Résultat 2.2. Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorées.	IR2.2.1 (Résultat intermédiaire). Pourcentage de conflits liés à la gestion de ressources naturelles géré par les instances de prévention et de gestion des conflits.	+20%	68,75% dans les nouvelles communes 71,4% dans les anciennes communes	Source enquête complémentaire septembre PASARCII année de référence 2018
	IR2.2.2 (Résultat intermédiaire). Pourcentage de réduction du nombre de nouveaux conflits grâce aux actions de prévention menées par les instances de prévention et de gestion des conflits.	30%	25% de réduction de nouveaux conflits	Source enquête complémentaire septembre PASARCII : Année de référence 2018



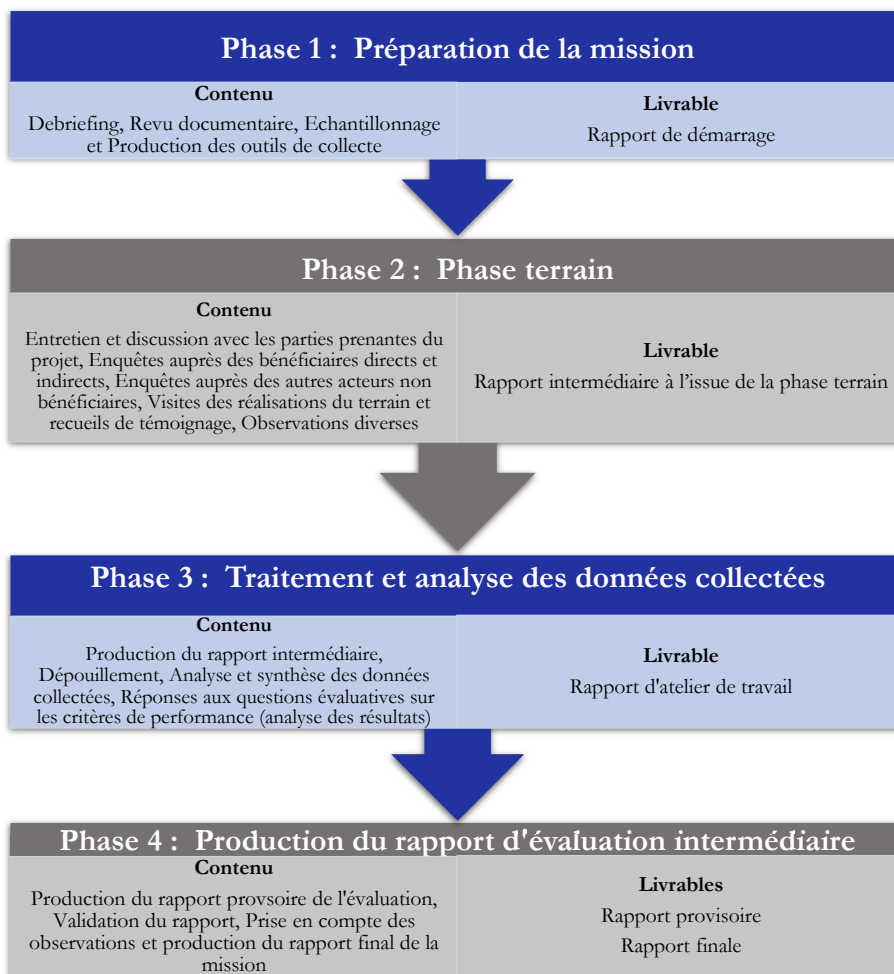
Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.
	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
	IR2.2.2 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de prévention et de gestion des conflits liés à la gestion de ressources naturelles.	Femmes : +5% Jeunes : +10%	Femme : 9% (25/258) Jeune : 12% (31/258)	Les jeunes et les femmes sont moins impliqués à la gestion et la prévention des conflits en raison de considérations culturelles.
	IP2.2.3 (Produit). Nombre de groupes d'apprentissage créés ou renforcés pour la prévention et la gestion des conflits (et fonctionnels).	42 (dont 19 nouveaux)	23	23 Groupes d'apprentissage ont été créés et/ou renforcés par le par le PASARC I.
	IP2.2.4 (Produit). Nombre de commissions foncières communales (COFO) dynamisées et fonctionnelles par le projet.	42	0	La situation de cet indicateur est zéro puisque le projet n'est encore pas en œuvre



3. METHODOLOGIE

Pour s'assurer de collecter des données de qualités, l'équipe a adopté une approche **participative, consultative et contributive** qui a permis de recueillir les observations du commanditaire à tous les niveaux et de les prendre en compte. Au cours de cette phase, des méthodes d'enquêtes quantitatives et qualitatives ont été combinées.

Il s'est agi de faire des interviews de groupe (focus group) et individuels et des visites de réalisations sur le terrain et auprès des bénéficiaires de l'initiative. La stratégie adoptée pour cette évaluation intermédiaire s'articule autour des points suivants :





3.1. Préparation de la mission

Elle a essentiellement portée à l'exploitation approfondie des documents mis à la disposition de l'équipe par le commanditaire. L'exploitation de ces documents a permis à l'équipe d'évaluation de mieux comprendre le projet, lui permettant ainsi de proposer des outils de collecte à même de renseigner de façon précise les valeurs des indicateurs et d'apporter des réponses aux questions évaluatives ne se trouvant pas dans les documents. Ainsi, en fonction des données à collecter et des acteurs à rencontrer, différents outils ont été conçus. Ce sont :

- Un questionnaire administré aux ménages via Kobocollect
- Un questionnaire administré aux jeunes entrepreneurs
- Un guide d'entretien avec des élus locaux, les représentants des services techniques, des ONG locales
- Un guide d'entretien pour animer des focus groupes avec des OCB
- Un guide d'entretien pour animer des focus groupes avec des comités locaux de gestion des conflits et des ressources naturelles

3.2. Phase terrain

Cette phase a démarré avec le recrutement et la formation des agents de collecte. Compte tenu de la situation sécuritaire de la région, et pour assurer que des données de qualités soient collectées, la sélection des enquêteurs s'est faite sur la base de leurs expériences et aptitudes mais aussi en tenant compte de leur appartenance ethnique. Cela a permis de recruter essentiellement des ressortissants des communes où les données devaient être collectées. Les agents ainsi recrutés ont été réunis dans la salle de réunion de la NEF sis à Sévaré où ils ont été formés sur les outils de collecte. Il s'agissait au cours de cette formation d'expliquer chaque question posée aux agents de collectes et au besoin de les reformuler de sorte que toutes les questions soient bien comprises de tous et ce, de la même manière. Durant la formation, l'outil Kobo a été installé sur leur téléphone portable. À la fin de la formation des jeux de rôles ont été organisés pour s'assurer que toutes les questions avaient été bien comprises et que l'outil Kobo étaient bien manipulables par tous. La collecte de données sur le terrain tourne autour des entretiens avec les ménages, les focus groupes, des entretiens semi-structurés et un atelier SEPO.

Entretiens ménages avec Kobocollect

Au total, 448 ménages ont été visités en tenant compte du nombre de communes ciblées par cercle (voir Tableau 2 ci-dessous conformément à l'échantillon de la Baseline).

Tableau 2: Echantillon de l'enquête ménage par région et par cercle

Cercle	Commune	Village	Enquêtes individuels	
			Nombre total de Ménages	Nombre de Jeunes entrepreneurs
BANDIAGARA	Segué-iré	Segué-iré	13	1
	Kendié	Kendié/Kentaba	13	1
BANKASS	Dimbal-Habé	Dimbal	72	2
BANKASS	Kani-Bonzon	Yasso	37	2
DJENNE	Ouro Ali	Ouro Ali	35	3
DOUMENTZA	Koubewel-Koundia	Timba	10	
		Madina		
KORO	Youdiou	Youdiou	40	2
KORO	Pel-Maoudé	Pel-Maoudé	40	2
MOPTI	Socoura	Socoura	94	4
MOPTI	Sio	Sio	47	0



TENENKOU	Tenenkou	Tenenkou	24	2
YOUWAROU	Youwarou	Youwarou	23	2
Total			448	21

Ainsi, le nombre de communes par cercle prend en compte l'importance relative des cercles (nombre de total de commune ciblée par le projet). De façon similaire, usage a été fait de la base de données des ménages ciblés par le projet pour répartir l'échantillon de ménage entre les différents cercles. L'idéal était de procéder à la répartition des ménages par commune en suivant le même principe d'échantillonnage avec probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Cependant, pour se conformer à la réalité du terrain notamment en matière d'accès, de sécurité et de disponibilité des bénéficiaires, l'équipe NEF a été sollicitée pour faire un choix raisonné des communes par cercle.

Focus groups

Afin de collecter des informations qualitatives, des focus group ont été également organisés dans l'ensemble des communes sélectionnées. Un total de 33 focus groupes de discussion a été organisé dans les huit (08) cercles conformément à l'échantillon de l'enquête de référence (voir Tableau 3).

Tableau 3: Echantillon de focus groupe par catégorie et par cercle

Cercle	Commune	Village	Nbre d'OC B	Nbre de COF O	Nbre de CSA_GIR E	Nbr e de GAC	Nbre de CLE
BANDIAGAR A	Segué-iré	Segué-iré	1				
	Kendié	Kendié/Kentaba	1	1			
BANKASS	Dimbal-Habé	Dimbal	2				1
BANKASS	Kani-Bonzon	Yasso	1			1	
DJENNE	Ouro Ali	Ouro Ali	2				
DOUENTZA	Koubewel-Koundia	Timba	1				
		Madina	1				
KORO	Youdiou	Youdiou	2			1	2
KORO	Pel-Maoudé	Pel-Maoudé	1			1	
MOPTI	Socoura	Socoura	1		1		
MOPTI	Sio	Sio	1			1	
MOPTI	Sofouroulaye	Sofouroulaye	2		1	1	
TENENKOU	Tenenkou	Tenenkou	2		1		1
YOUWAROU	Youwarou	Youwarou	1			1	
Total			19	1	3	6	4

Le nombre de participants par focus group était de 5 à 6 ou un maximum de 10 selon que les participants étaient disponibles. Cela a permis aux agents de collecte d'avoir des échanges bien nourris avec les différents acteurs.

Interviews semi-structurées

La ventilation de l'échantillon des informateurs clés par zones pour la conduite des interviews semi-structurées est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: Echantillon d'interviews semi-structuré avec informateurs clés

Lieu	Informateurs Clés	Effectif
Bamako or USA	Staff NEF	3
	Responsables partenaires de mise en œuvre (JEGE NI JABA, AKVO)	2
	Responsable du Projet à l'Ambassade Royale des Pays Bas	1



	Sous-total	7
	Autorités régionales (CAEF) et services techniques (DRPIA, DRGR, CRA, DRA, DREF, DRH et DRPFEF)	7
	Staff NEF	6
	Centre régional de recherche Agronomique/IER	1
	Institution de microfinance (Nayral)	2
	Fédération des producteurs de riz et semences	1
	Groupe thématique Cohésion sociale	2
	Représentant de groupement de jeunes (APEJ)	2
	Sous-total	21
Mopti	Commissions foncière locales	2
	Comité intercommunal de gestion de forêts	2
	Représentant de conseils locaux de jeunes (CLJ)	4
	Représentant des comités locaux de l'Eau (Clés)	3
	Représentant de groupement de jeunes (CLJ)	2
	Sous-total	13
	Groupe d'apprentissage et de concertation	10
	Comité de gestion de ressources naturelles (CSA-GIRE, Comité inter villageois de gestion de forêts)	8
	Organisations de Jeunes	2
	Sous-total	20
EFFECTIF TOTAL		61

Un total de 48 interviews semi-structurées a été organisé avec les différentes catégories de parties prenantes du projet y compris le donateur, la NEF, les partenaires de mise en œuvre, les autorités étatiques et coutumières, et les organisations de la société civile. Ces interviews ont été organisées par l'équipe de consultants, notamment à Bamako/USA, à Sévaré pour la plupart et en ligne pour les interviewés des autres localités.

Atelier SEPO

Cet atelier a réuni toutes les catégories d'acteurs pendant une journée de travail. Au total, 53 acteurs dont 13 femmes étaient présentes à cet atelier, y compris le personnel de la NEF à Mopti, les représentants des cabinets et ONG qui accompagnent la NEF. Au cours de cet atelier, les participants ont pu donner leurs perceptions des activités du projet à travers une analyse SEPO et faire des recommandations qui à terme vise à aider les PASARC II à atteindre ces résultats.

3.3. Traitement et analyse des données collectées

Les données collectées sur le terrain ont été soigneusement dépouillées analysées de façon à apporter des réponses claires aux questions évaluatives posées dans les termes de référence. Les logiciels SPSS, Stata and Excel ont été utilisés pour analyser les données quantitatives au moment où le système forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) combiné avec les analyses comparatives sont utilisées pour interpréter les données qualitatives.

Les résultats de ces analyses ont permis de comprendre et de répondre aux questions relatives aux critères d'évaluation : la pertinence, la couverture, la cohérence, l'efficacité, de l'efficacité, des effets, de la durabilité et de la reproductibilité. L'atelier de discussion offre aussi à ces outils une opportunité de triangulation et de jugement des données collectées auprès des ménages, des entrepreneurs des OCB, des partenaires et du staff de la NEF.



3.4. Production du rapport d'évaluation

En résumé, cette phase de rapportage inclue :

- La production du rapport du démarrage ;
- Le rapport d'atelier des acteurs ;
- La production du rapport final de l'évaluation.

3.5. Limitation de l'évaluation

Les contraintes et limites identifiées lors de la réalisation de cette évaluation sont liées aux enjeux logistiques à savoir l'accès difficile aux communautés dû aux défis sécuritaires et à la couverture téléphonique limitée de certaines localités. Ces problèmes ont été résolus ou atténués avec le soutien de l'équipe NEF Mopti.

Cependant, des informations suffisantes ont été collectées à partir des revues de documents notamment des rapports d'évaluation précédents et de la collecte de données primaires pour apprécier l'impact du projet sur les bénéficiaires. En triangulant ces données recueillies auprès de plusieurs sources (partenaires de NEF, personnel et bénéficiaires de PASARC II), l'équipe d'évaluation s'est assurée que des résultats de l'évaluation soient fondés sur des preuves tirées de l'implémentation du projet.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight



4. RESULTATS

L'évaluation intermédiaire du projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Résilience des Populations aux Crises Climatiques et Sociales dans la Région de Mopti (PASARC II-M) et de son volet complémentaire CCC (Changement Climatique, Conflit) s'est faite sur la base des critères d'évaluation préétablis (Pertinence, Couverture, Efficacité, Efficience, Effets/Impact, Durabilité) en tenant compte des composantes et du contexte du projet.

Outre l'utilisation intensive des données de suivi et d'évaluation disponibles collectées par le personnel du ME, l'équipe d'évaluation a également collecté des données quantitatives et qualitatives auprès des parties prenantes du projet à travers des questionnaires avec 448 ménages, des discussions de groupe (33 focus groupes), des entretiens avec des informateurs clés (61 KII) et des discussions avec le personnel (5 interviews) et partenaires (5 interviews).

Tableau 5: Synthèse des caractéristiques des ménages enquêtés

Variables	Modalités	Echantillon	Proportion (%)
Cercle	BANDIAGARA	27	6%
	BANKASS	108	24%
	DJENNE	35	8%
	DOUENTZA	10	2%
	KORO	80	18%
	MOPTI	141	31%
	TENENKOU	24	5%
YOUWAROU	23	5%	
Commune	Dimbal-Habé	71	16%
	Kani-Bonzon	37	8%
	Kendié	13	3%
	Koubewel-Koundia	10	2%
	Ouro Ali	35	8%
	Pel-Maoudé	40	9%
	SeguéIré	14	3%
	Sio	47	10%
	Socoura	94	21%
	Tenenkou	24	5%
	Youdiou	40	9%
Youwarou	23	5%	
Genre	Femme	226	50%
	Homme	222	50%
Tranche d'âge	Moins de 35	160	36%
	Entre 35 et 50 ans	161	36%
	Entre 50 et 60 ans	84	19%
	Plus de 60 ans	43	10%
Type du répondant	Chef de ménage	216	48%
	Conjoint(e) du chef de ménage	186	42%
	Fils/fille du chef de ménage	41	9%
	Frère/sœur du chef de ménage	5	1%
Profil du répondant	Producteur	264	59%
	Transformateur	5	1%
	Commerçants	7	2%
	Embouches	94	21%
	Collecteur/trice de Balanites	40	9%



Type d'exploitation	Conservateur/trice	35	8%
	Autres	3	1%
	Familiale	188	42%
	Individuelle	260	58%

4.1. Pertinence

La pertinence du projet est évaluée à travers l'analyse documentaire des documents de projet, les entretiens avec les groupes cibles (OCB, jeunes entrepreneurs, femmes), l'appréciation des entreprises créées grâce aux actions du projet, l'appréciation de la cohérence avec les stratégies et politiques sectorielles, et l'appréciation de l'adéquation des choix stratégiques en rapport avec les besoins des bénéficiaires et des objectifs du projet.

L'Activité PASARC II/CCC a pour but de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la zone d'intervention du projet face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales. **Toutes les Organisations Communautaires de Base (OCB) enquêtées et 90.48% des jeunes entrepreneurs rencontrés affirment que les actions du projet vis - à - vis de leurs organisations et entreprises sont en adéquation avec leurs besoins prioritaires.** Aussi, les entretiens avec **les élus, les acteurs communaux, les groupes d'apprentissage (GdA) et les commissions foncières qui ont pris part aux travaux du terrain, ont révélé que ces acteurs ont une très bonne appréciation de la pertinence** des actions du projet face aux besoins réels des populations dans leurs communes. Malgré cette appréciation, la plupart des acteurs **ont jugé opportun la révision des chaînes des valeurs pour que les nouvelles choisies puissent accélérer les résultats du projet dans le contexte de la région de Mopti qui est de plus en plus menacée par l'insécurité capable de changer les données économiques.**

Aussi 100% des **jeunes entrepreneurs** reconnaissent que les actions du projet vis - à - vis de leurs entreprises ont été discutées ou planifiées avec eux. **43% et 29% qualifient les actions de "satisfaisantes" et "très satisfaisantes"** respectivement. Les témoignages des jeunes entrepreneurs sont très positifs. Par exemple, dans la commune de Socoura, deux jeunes entrepreneurs (l'un transformateur de produits locaux et l'autre vendeur d'intrants affirment que "...grâce à la NEF nous sommes des entrepreneurs dignes du nom et nous recrutons des employés aussi ce qui contribue à réduire le taux de chômage...Nos sincères remerciements à la NEF et nous sollicitons qu'elle aide plus de jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat..." Par ailleurs, les discussions au cours de l'atelier de travail avec les différents acteurs du projet ont révélé que la pertinence des actions du projet est d'autant plus importante aujourd'hui à cause de l'augmentation du nombre de jeunes qui s'intéressent de plus en plus à l'entrepreneuriat agricole. Ce regain d'intérêt a pour avantage de contribuer à la réduction de l'exode rural et la réduction du nombre de jeunes qui se font enrôler par les groupes armés. Au regard de ces résultats, **l'évaluation intermédiaire conclut que le projet a apporté par rapport à ses objectifs et résultats attendus une réponse appropriée aux priorités de ses bénéficiaires.** De surcroît, les interventions ciblant les jeunes **ont permis de créer des opportunités économiques** pour des jeunes maliens dans les localités d'intervention du projet.

Selon le PASARC-II, le développement des chaînes de valeur a pour but d'offrir aux bénéficiaires un moyen durable d'amélioration de la sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté à travers des revenus diversifiés et plus stables et la résilience aux chocs climatiques. A cet effet, outre l'amélioration des conditions de production et de commercialisation, le projet vise à créer une bonne collaboration entre acteurs de chaînes de valeurs. La Figure 2 présente la répartition des répondants dans les chaînes de valeur dans le cadre du projet. L'analyse de l'amélioration des capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs révèle que les bénéficiaires ont connaissance de l'existence du Fonds d'Investissement Communautaire, du Fond de crédit renouvelable de développement des chaînes

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

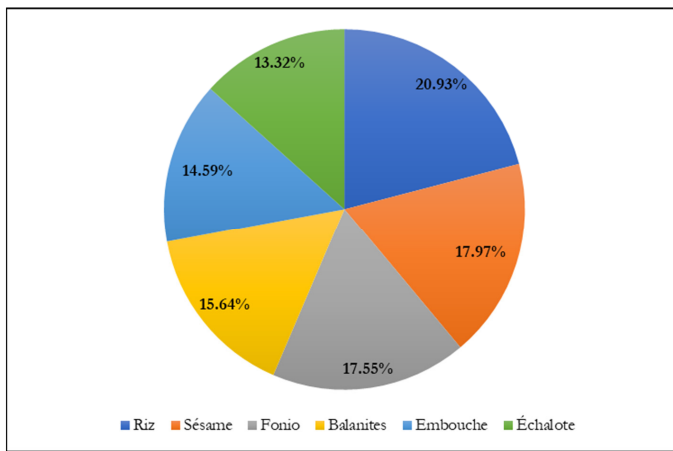
Formatted: Highlight

Formatted: Highlight



de valeurs, et du crédit Nayral / NEF. Ainsi la majorité des ménages enquêtés reconnaissent les Fonds d'Investissement Communautaire comme un don qui permet à la communauté de se maintenir à travers des projets d'infrastructures indispensables pour la vie et dans la majorité des cas le développement des chaînes de valeurs et une stratégie d'inclusion économique. Même les interviewés, qui n'ont pas forcément bénéficié de l'un de ces financements, reconnaissent que les conditions à remplir pour bénéficier de ces fonds sont clairs, transparents et précis. Néanmoins, certains répondants déplorent **le retard dans la sélection des sous-projets et le décaissement des fonds, les taux d'intérêts élevés, et les délais de remboursement jugés très courts.**

Figure 2: Appartenance des répondants aux chaînes de valeur du projet



Toutefois, les stratégies de développement des 6 chaînes de valeurs ciblées sont appréciées au regard des contraintes, besoins et opportunités existantes pour la population cible. S'inscrivant dans l'objectif spécifique 1 du projet, le développement des chaînes de valeur vise l'amélioration de la sécurité alimentaire de 34,7% à 60% de la population ayant 3 repas par jour. La figure 3 présente une synthèse de la situation alimentaire avant (2017) et pendant (2020) le projet. L'analyse des résultats relève que la proportion des bénéficiaires ayant au moins 3 repas par jour est de 71%, soit une augmentation de plus de 102% comparativement à la situation de référence. **Cette nette augmentation observée à mi-parcours sous-entend que la programmation et les résultats attendus des stratégies de développement des 6 chaînes de valeurs sont clairement faisables dans le temps imparti du projet. Par ailleurs, ces stratégies ont effectivement le potentiel de contribuer au cadre de performance global du projet.**

Cependant, ce résultat positif et prometteur cache toujours des contraintes sur lesquelles le projet devra continuer de travailler avant la fin de son cycle. Il ressort des résultats que pour 72,73% de ménages enquêtés, **le stocks de provisions issus de leurs productions ne couvrent pas les besoins alimentaires. De plus,** 54,49% des ménages ne couvrent leurs besoins que pour 1 à 3 mois (voir Figure 4). **Au-delà de cette période ils sont obligés de s'approvisionner sur les marchés locaux. N'ayant souvent plus de liquidité, ils adoptent** comme stratégies d'adaptation, **ils adoptent** les mesures suivantes :

- Entreprendre d'autres activités génératrices de revenu (mentionnés par 47.78% des ménages)
- Recours à l'aide venant des parents (34.46%)
- Recours aux Dons (ONG) (22.41%)

Formatted: Font color: Red

Commented [BF7]: Ceci nécessite une revue des cas de retard et une analyse des sources de retard. Un planning clair et discuté avec tous les acteurs impliqués dans ce processus peut aider

Formatted: Font color: Red

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Commented [DM8]: NEF comment interpréter ce indicateur ?

Les 71% qui sont en sécurité alimentaire avec 3 repas /jour le sont grâce aux actions de PASARC tout azimut.

Paradoxalement 72,73% des enquêtés se trouvent avec des productions ne couvrant pas leurs besoins alimentaires. Difficile à comprendre... (leurs stratégies d'adaptations citées ne relevant proprement parler des actions du projet - avec une nuance pour les activités génératrices de revenus)

Commented [BF9R8]: Ceci s'explique par la fin des stocks agricoles après un certain temps et la nécessité d'utiliser des revenus des ménages pour s'approvisionner sur les marchés locaux. Ceci est important pour le support des activités agricoles rentrant dans la consommation mais aussi autres activités (diversification) pouvant créer des revenus pour les ménages



- Travail contre nourriture (12.90%)
- Réduction de la quantité de nourriture (8.46%)
- Réduction du nombre de repas par jour (8.03%)

Figure 3: Nombre de repas par jour avant et pendant le projet

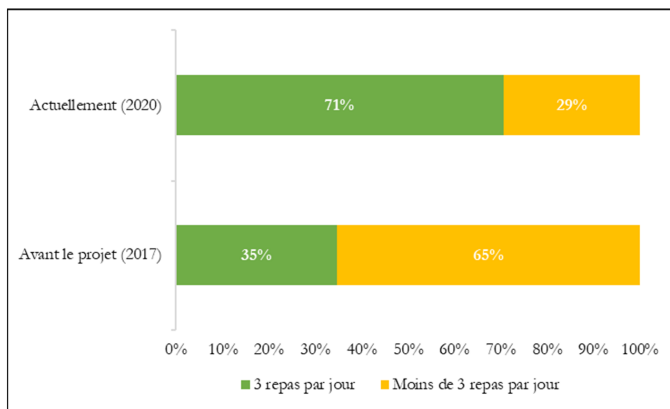
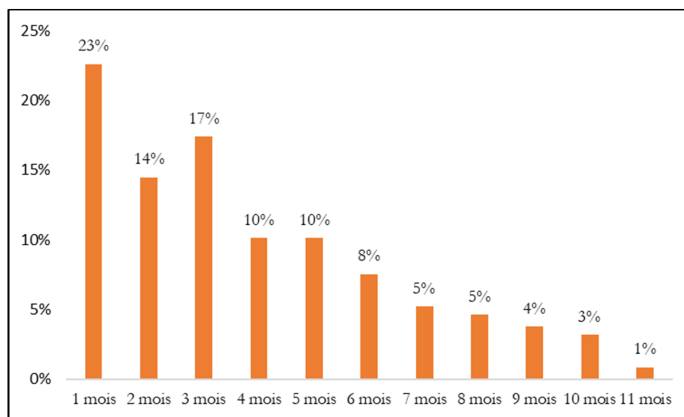


Figure 4: Nombre de mois pendant lesquels la production couvre les besoins alimentaires des ménages



Le volet Conflit et Changement Climatique (CCC) s'intègre dans l'objectif spécifique 2 du PASARC II-M et vise à soutenir les investissements locaux dans la gestion durable des ressources naturelles (GRN), des changements climatiques, ainsi que la prévention et l'atténuation des conflits afin de réduire les conflits violents et d'assurer la stabilité dans les communautés locales. Des entretiens conduits sur le terrain, **il ressort que la vision, les objectifs, et les résultats attendus du volet CCC sont pertinents au regard du contexte de la région et des besoins des communautés.** L'implication des jeunes et des femmes dans les discussions pour une large représentation des intérêts est également très appréciée dans les zones d'interventions. Par exemple dans la commune de Sio, les propos suivants sont recueillis au cours d'un focus groupe "... les jeunes et les femmes n'ont pas été oubliés ainsi que toutes les autres couches. Nous avons reçu des formations sur la prévention et la gestion des conflits d'où la création de notre CSA-GIRE (Cadre Communal de coordination,

Formatted: Highlight



de Suivi et d'Action pour la gestion des Ressources en Eau) pour faire face aux différends liés à l'eau... On n'a pu résoudre définitivement beaucoup de différends liés à l'eau de façon informelle...". Autres stratégies développées par le PASARC II/CCC mentionnés au cours des échanges comme effets positifs sont en autres :

- La sensibilisation sur la déforestation
- La plantation des arbres
- Les techniques d'adaptation face au changement climatique
- Les formations sur les bonnes pratiques agricoles
- La clôture des sites maraîchers
- La protection de l'environnement.

Par ailleurs la pertinence du volet CCC et son intégration au PASARC II-M se justifient par la diminution des conflits liés à la GRN et la GIRE enregistrée dans les zones d'intervention du projet (voir Figures 5 et 6). Les conflits liés à la GRN sont jugés rares par 39% des répondants, soit une augmentation de 69.56% du nombre de personnes ayant fait cette remarque en 2017. Cette augmentation est de plus de 122% pour la réduction des conflits liés à la GIRE entre 2017 et 2020. Cependant même si les conflits ont diminué, elles existent toujours. A cet effet, le volet CCC étant dans sa première année de mise en œuvre, certaines actions favorables à une orientation plus intégrative et complémentaire avec PASARC II-M sont nécessaires et exprimées par les bénéficiaires. Il s'agit notamment de la mise à disposition d'un fonds de fonctionnalité auprès des CSA-GIRE, la nécessité d'apport d'appui technique à ces organes, l'augmentation des formations, et le renforcement du tissu social.

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red

Commented [DM10]: Commentaires de NEF ???

Formatted: Font color: Red

Figure 5: Situation des conflits liés à la GRN

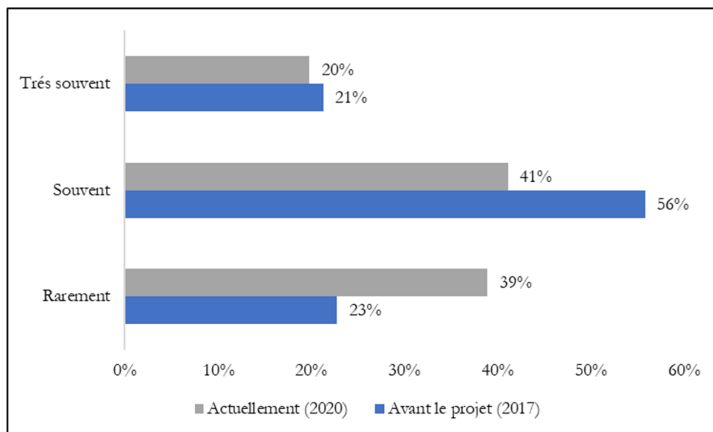
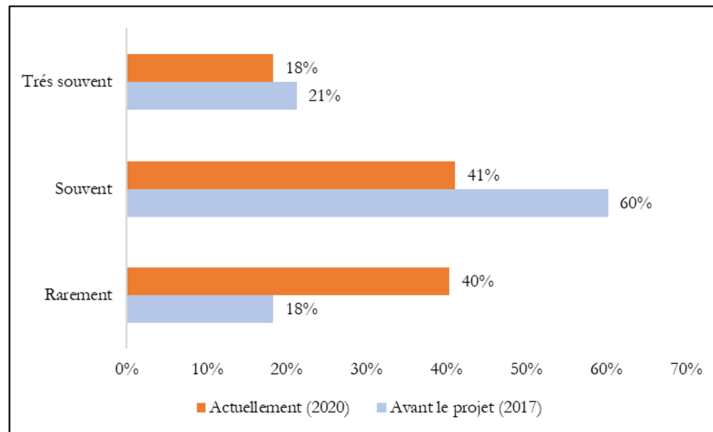


Figure 6: Situation des conflits liés à la GRE



4.2. Couverture

Le projet PASARC II couvre 50 collectivités territoriales notamment huit cercles et 42 communes des régions de Mopti, Bandiagara et Douentza. C'est une région riche connue pour sa diversité ethnique, religieuse et culturelle. Elle est largement dominée par les peuples dogons (majoritairement musulmans) et les peuhls (majoritairement musulmans). Même si aujourd'hui la région est en proie à des conflits intercommunautaires et religieux/ideologiques, il existe toujours une certaine cohésion entre les différentes communautés malgré les crises provoquées par des événements douloureux. Cela étant, dans certaines localités, dans les OCB appuyées par le PASARC II coexistent les hommes et des femmes de différentes communautés exemple (dogon et peuhls). De plus, parmi les bénéficiaires des sous-projets, tous les groupes ethniques et religieux sont représentés. En effet, les stratégies développées par le projet visaient essentiellement les jeunes et les femmes. Pour cela des interventions directes ont été apportées aux femmes organisées en OCB d'une part et d'autre part, des appels à sous-projet ont été lancés sur la base de critères bien définis ouvrant la voie aux hommes et aux femmes de tout bord sans exception. Ces critères d'accès au fonds individuel étaient entre autres :

- Résider dans la région,
- Être une collectivité territoriale, une organisation paysanne (production, conservation, transformation), ou une communauté de la zone d'intervention du programme
- Mener une activité relative aux 6 chaînes de valeurs prises en compte par le projet,
- Avoir au moins 18 ans et au plus 35 ans pour les soumissions individuelles
- Justifier l'existence de femmes au sein de l'OCB ou bien
- Être une OCB de femmes.
- Accepter de recourir au crédit accessible
- Proposer des activités qui n'ont pas d'impacts négatifs sur l'environnement ou la cohésion sociale



Ces critères sont faits pour donner l'accès aux OCB ayant des projets dans les chaînes suscitées et ayant suivi les formations avec un plan d'affaires conséquent.

Pour s'assurer de toucher le maximum de personnes possibles, et que personne ne soit laissée pour compte, les appels à sous projet ont été diffusés en langues locales à travers la radio et les communes dans toute la région selon les acteurs.

En outre, la NEF à travers le PASARC II a mis en place un fonds d'appui au développement des CVA qui ciblait essentiellement les jeunes et les femmes. En effet, ce crédit se compose de trois produits que sont : le produit Crédit chaîne de valeur, le produit Entrepreneuriat Jeunes et le produit Crédit Agricole féminin. Ainsi grâce au PASARC II, Nayral a octroyé un crédit d'un montant total de 217 742 150 F répartis entre les trois produits à raison de 40 901 000 FCFA pour les projets de 125 entrepreneurs jeunes dont 07 jeunes femmes et 118 jeunes hommes et 176 841 150 FCFA pour le Crédit Chaînes de Valeur Agricoles pour 2154 femmes, 1 210 hommes dont 2 264 jeunes. Pour un objectif de 1500 bénéficiaires, le financement a déjà touché 3 489 bénéficiaires soit plus de 230 % dont 62 % sont des femmes et 38 % sont des hommes. Parmi ces femmes et hommes, 68 % sont des jeunes. Grâce à ces différentes stratégies, tous les groupes socioprofessionnels de la région ont pu être pris en compte dans la mise en œuvre des actions du projet.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Le volet CCC du projet comprend deux sous composantes : la gestion des ressources naturelles et la gestion des conflits. Au niveau de la gestion des ressources naturelles, le projet a renforcé les capacités des collectivités à travers la mise en place des CSA GIRE (Cadre Communal de Coordination, de Suivi et d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau) et des CLE (Comité Local de l'Eau), et la mise en place des commissions foncières (COFO) et des Groupes d'Apprentissage et de gestion des Conflits (GAC). En effet, dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles des collectivités territoriales partenaires dans la gestion durable des ressources naturelles et la prévention des conflits y afférents, la NEF a apporté en collaboration avec la Direction régionale des Eaux et Forêts de Mopti son soutien à l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion simplifié des massifs forestiers d'une part et l'élaboration de conventions de Gestion des Ressources Naturelles (GRN) desdits massifs d'autre part. Au total, dix-huit (18) forêts situées dans les communes de Sio, Kounari, Konna, Fatoma, Socoura, Bassiro, (cercle de Mopti), Pondori, Nema BadenyaKafo, Ouro Ali et Niansanarie (cercle de Djenné), Kendié, Kendé, Borko, DoganiBerè, Diamnaty, Bara Sara (cercle de Bandiagara) ont été concernées par ce processus d'inventaire, de plan d'aménagement et/ou de mise en place de conventions.

Commented [DM11]: Renforcement au lieu de mise en place/création de COFO ???

Par ailleurs, la NEF a également entrepris en collaboration avec la Direction régionale de l'Hydraulique de Mopti (DRH), la dynamisation des CLE de Sindjéré de Bankass, Amassagou et Tomobomo de Koro, de Sofara/Djenné et Tenenkou suite à la demande officielle des présidents desdits CLE à travers l'approche de dynamisation adaptée. Cette dernière consiste en des assemblées générales des différents collèges constitutifs (Administration et services techniques, usagers de l'eau, les collectivités territoriales) pour faire le bilan des activités du bureau sortant, procéder au renouvellement des organes. A l'issue de ces travaux un nouveau bureau a été mis en place et des actions de facilitation sont en cours pour la définition d'un plan d'action.

Formatted: Highlight

De même, pour répondre efficacement aux problèmes et préoccupations des communautés en matière de gestion de l'eau au niveau communal, le projet a appuyé l'élaboration de conventions assorties de plans de gestion des ressources en eaux de surface dans 24 communes situées sur les rives du fleuve Niger et du Sourou, et il a facilité la mise en place de cadre communal coordination, de suivi et d'action pour la gestion intégrée des ressources en eaux (CSA/GIRE). Ces structures sont chargées de veiller à l'application des conventions de gestion de l'eau par les usagers dans les communautés notamment le respect des règles de protection et de conservation de la qualité de l'eau contre les diverses formes de pollution, le gaspillage dans

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight



les aménagements, l'exploitation conjointe de la ressource partagée. Elles sont composées des gestionnaires coutumiers, des producteurs, des pêcheurs, des éleveurs, des femmes et des jeunes. A ce niveau, l'appui du projet a consisté à échanger avec les membres sur les modalités de fonctionnement, les problèmes rencontrés et identifier les stratégies pour la tenue périodique des réunions et le suivi des activités des brigades de surveillance dans les différents villages.

Par ailleurs le projet a organisé des ateliers de formation respectivement à Sevaré, Djenné, et Bankass pour renforcer la capacité de 142 membres dont 22 femmes des CLE et des Cadres Communaux de Coordination, de Suivi et d'Action pour la gestion de l'Eau (CSA GIRE) des cercles de Tenenkou, Djenné, Youwarou, Bankass et Koro ainsi que des agents des services de l'agriculture, de l'élevage et des Eaux et Forêts des dites localités.

Les différents modules ont porté sur les textes de la GIRE, les mandats, les procédures de création, l'organisation et le fonctionnement des CLE, les collèges constitutifs, les rôles et responsabilités des membres et des organes, les critères et normes de sélection des membres du comité de gestion, etc. L'analyse de la composition et du fonctionnement des CLE a révélé beaucoup de lacunes et d'insuffisances et justifié la nécessité de dynamiser les CLE de Sindjéré de Bankass, Amassagou et Tomobomo de Koro, les CLE de Sofara/Djenné et Tenenkou qui ont été soutenus dans l'élaboration de plans d'aménagement et de gestion de l'Eau (PAGE) Les stratégies pour dynamiser ces CLE ainsi que les relations potentielles de partenariat avec les CSA GIRE ont été identifiées.

Au niveau de la gestion des conflits, le projet a renforcé les capacités des Groupes d'apprentissages et de Concertation pour la gestion des conflits sur les méthodologies de mise en œuvre des actions prioritaires pour le renforcement de la cohésion sociale identifiées et du vivre ensemble dans les communes d'intervention du programme. De plus, le projet a facilité la mise en œuvre de 18 actions prioritaires dans 18 communes portant entre autres sur l'organisation de dialogues intercommunautaires, la rencontres de sensibilisation, de concertation intercommunautaire de tous les acteurs clés pour gérer et prévenir les conflits, de rencontre entre agriculteurs et éleveurs sur la gestion de l'espace etc. par ailleurs, des recommandations ont été faites pour l'implication des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des activités de cohésion sociale retenues, la restitution et l'implication de tous les membres du GAC dans la mise œuvre des activités programmées et l'identification d'un facilitateur dans la commune pour organiser les discussions dans les rencontres.

Les investigations menées sur le terrain ont permis de constater l'existence d'un comité régional de réflexion et de suivi des actions de la NEF. Ce comité se compose de toutes les structures techniques, des ONG et des services déconcentrés de l'Etat. En dehors de ce comité, il existe un cadre de concertation qui réunit tous les acteurs humanitaires de la région. Grâce à l'existence de ces deux dispositifs les mêmes appuis ne sont pas apportés aux mêmes bénéficiaires, et donc aucun des bénéficiaires du PASARC II ne bénéficient de l'appui d'un autre bailleur sur les mêmes aspects.

En somme, dans toutes ces composantes, le projet a une large couverture de la région de Mopti. Il a également développé toutes les stratégies nécessaires pour prendre en compte toutes les caractéristiques d'acteurs notamment les plus vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Cependant l'évaluation intermédiaire encourage l'équipe du projet à analyser la nature d'engagement des acteurs vulnérables dans les communes à grands risques pour préserver la sécurité de ces acteurs pour qu'ils ne deviennent pas la cible de leur milieu à cause de leur engagement local. Aussi est-il important de souligner la nécessité de mettre les indicateurs en place pour traquer les données relatives aux acteurs les plus vulnérables, les jeunes et les femmes.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Commented [DM12]: Bon point de coordination

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Commented [BF13]: Ceci devra faire partie de la stratégie issue de l'analyse sécuritaire



4.3. Efficacité

Ce critère essaie de répondre à la question du degré de réalisation des activités et d'atteinte des cibles des indicateurs de performance du PASARC II pour la période novembre 2018 - novembre 2021 d'une part et de CCC pour l'année 2021 d'autre part au regard des valeurs de référence établies.

L'une des raisons ayant motivé la mise en œuvre du PASARC II est la gravité de l'insécurité alimentaire des populations dans la région. L'étude de référence réalisée au démarrage du projet estimait qu'environ 64,6% de la population vivait avec moins de 175 000 francs par an, 34,7% de cette population bénéficiaient de moins de 3 repas jour, et que grâce aux actions du PASARC I les conflits liés à la gestion des ressources naturelles avaient pu être réduits de 40%.

Face à cette situation pour le moins alarmante, le PASARC II s'est fixé comme objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des populations de la région à travers le développement des chaînes de valeurs et l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes de sorte qu'au moins 55% de ses bénéficiaires directs puisse avoir suffisamment d'argent pour vivre avec plus de 175 000 francs par ans, et qu'au moins 60% de ses bénéficiaires bénéficient de 3 repas par jour. Aujourd'hui, cette situation semble avoir évoluée. En effet, l'analyse des données collectées révèle que 71% des bénéficiaires enquêtés déclarent manger au moins 3 fois par jour et que 13% déclarent manger plus de 3 fois par jour. **Ce résultat est largement au-dessus des 60% visé par le projet, soit une augmentation de 18% de cet indicateur visé.**

Formatted: Highlight

Cela s'explique essentiellement par l'amélioration du revenu annuel des bénéficiaires. Car l'analyse de la marge brute des bénéficiaires montre une diminution de -74% des bénéficiaires ayant une marge brute annuelle comprise entre 10 000 et 20 000 FCFA et une augmentation de 87% des bénéficiaires ayant une marge brute comprise entre 100 000 et 200 000 FCFA.

Tableau 6: Marges brutes avant et durant le projet

Marges brutes en 2020 (FCFA/an)	Avant le projet (2017)	Actuellement (2020)	Evaluation (%)
Moins 10 000 FCFA	17%	8%	-55%
De 10 000 à 20 000 FCFA	23%	6%	-74%
De 20 000 à 30 000 FCFA	15%	12%	-19%
De 30 000 à 50 000 FCFA	17%	14%	-18%
De 50 000 à 100 000 FCFA	16%	29%	87%
De 100 000 à 200 000 FCFA	7%	17%	131%
De 200 000 à 300 000 FCFA	2%	6%	212%
De 300 000 à 400 000 FCFA	1%	3%	225%
De 400 000 à 500 000 FCFA	1%	2%	80%
De 500 000 à 1 000 000 FCFA	0%	2%	250%
Plus de 1 000 000 FCFA	1%	2%	175%

De même l'analyse révèle une réduction des conflits liés à la gestion des ressources naturelles. En effet, les données liées à la gestion des conflits auprès du tribunal n'ont pas pu être collectées compte tenu des difficultés administratives liées à la bureaucratie. Cependant l'analyse de la fréquence des conflits liés à la GIRE avant le début du projet et à mi-parcours révèle une diminution d'au moins 19% de la survenance des conflits liés à la GIRE, et qu'ils se font rare d'environ 22%. Pour ce qui est de la fréquence de survenance des conflits liée à la gestion des autres ressources naturelles, on constate aussi une diminution d'au moins 15% de la survenance des conflits et une augmentation de 16% de leur rareté (voir Figure 5).

Commented [DM14]: Un indicateur de synergie avec la thématique Sécurité état de droit via le programme chaîne pénale.

L'objectif général du PASARC II est de Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la région de Mopti face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles, en accroissant durablement la



productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural. Puisque, le développement de ces chaînes de valeurs passe essentiellement par l'utilité économique et nutritionnelle des produits et services fournis, les stratégies utilisées pour les développer consistent essentiellement à renforcer les capacités de ces acteurs en améliorant leurs techniques de productions à tous les niveaux de la chaîne en favorisant l'interconnexion des différents maillons.

L'évaluation a constaté que les stratégies mise en œuvre par le projet pour développer ces différentes chaînes de valeurs intègrent suffisamment ces différents aspects. En effet, les six chaînes de valeurs développées par le projet concernent des produits qui entre dans l'alimentation quotidienne des communautés. L'analyse économique réalisée avant la mise en œuvre de ces chaînes de valeurs montre clairement que celles-ci avaient la potentialité de créer des valeurs ajoutées et par surcroît des richesses et des opportunités économiques.

Pour y arriver, le projet compte améliorer les perspectives socio-économiques de tous les ménages de la région, soit 42 857 ménages à travers le développement des chaînes de valeur et l'entrepreneuriat d'une part, et d'autre part améliorer la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.

Au cours des investigations menées auprès des communautés et des structures d'appui, l'équipe a pu constater que des actions de renforcement de capacités pertinentes ont été réalisées au profit de tous les acteurs impliqués dans les chaînes de valeurs. Ainsi le renforcement des capacités des producteurs duriz, fonio et sésame ont porté sur les bonnes pratiques culturelles et écoefficientes dans les cercles de Mopti, Koro et Bankassà travers les parcelles de démonstration grâce à l'appui de l'IER et du BEACC. De telles initiatives ont également été menées à l'endroit des OCB d'échalote grâce à l'appui de l'ONG Jèguè ni Jaba qui a formé ces acteurs sur les techniques de production, de séchage et de conservation de l'échalote. Aussi les acteurs de la chaîne de valeur Balanités ont-ils quant à eux été formés sur la collecte et les techniques de transformation du Balanités. De même, les emboucheurs aussi ont pu bénéficier des formations sur les bonnes pratiques d'embouche, notamment en ce qui concerne la fabrication de l'aliment bétail, l'hygiène et l'entretien du bétail. L'un des points forts de ces actions de renforcement de capacité est la mise à disposition des bénéficiaires du manuel de l'apprenant imagé et traduit dans les langues locales.

Au-delà de tout ce qui précède, tous les bénéficiaires des chaînes de valeurs enquêtés reconnaissent avoir bénéficié de formation sur les aspects de gestion administrative et financière, sur la bonne gouvernance et sur l'importance d'entretenir des relations contractuelles formelles entre eux.

Par ailleurs, les stratégies de développement des 6 chaînes de valeurs ont également intégré la réalisation d'infrastructures. De façon spécifique à ce niveau, l'évaluation a relevé :

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight



Au profit des acteurs de la filière riz

- L'aménagement Hydro-agricole d'un périmètre irrigué villageois (PIV) de 5ha à Togonrongo au profit des producteurs de riz,
- L'aménagement Hydro - Agricole d'une plaine de 17 ha à Endé
- La réhabilitation d'un périmètre irrigué de 40 ha à Djiguiné

Au profit des acteurs des filières sésame et le fonio

- La construction d'un magasin de stockage et de commercialisation du sésame et du fonio à Endé-Guinekanda avec les équipements nécessaires
- La construction d'un magasin de stockage et de commercialisation du fonio à Segué avec les équipements nécessaires
- La construction d'un magasin de conservation et commercialisation du sésame à Djimdema avec les équipements nécessaires
- La construction d'un magasin de conservation et commercialisation du sésame à Torou avec les équipements nécessaires
- La construction d'un magasin de conservation et commercialisation du sésame à Omo
- La construction d'un magasin de conservation et commercialisation du sésame à Ogodourouna
- La construction d'un magasin de stockage et commercialisation du fonio à Ogodengou avec les équipements nécessaires
- La construction d'un magasin de stockage du fonio à Tourou avec les équipements nécessaires

Au profit des acteurs de la filière d'embouche

- La construction d'une ferme d'embouche ovine à Dimbal avec les équipements nécessaires
- La construction et équipement d'une ferme d'embouche bovine à Konio avec les équipements nécessaires
- La construction d'une ferme d'embouche ovine à Bondo avec les équipements nécessaires
- La construction d'une ferme d'embouche ovine à Ogodengou avec les équipements nécessaires
- La réalisation d'un parc de regroupement et d'embarquement des animaux d'embouche à Ogodengou
- La réalisation de 49 725 m de cordon pierreux et la régénération naturelle assistée dans sept villages

Au profit des acteurs de la filière échalote

- La construction et équipement d'un magasin de conservation pour la commercialisation de l'échalote à SoulaKanda

Au profit des acteurs de la filière Balanités

- La construction d'une unité de collecte, de traitement et de commercialisation des fruits de Balanites Aegyptiaca à Pel-Maoudé avec les équipements nécessaires
- La restauration du massif forestier de Barsomé /Samataka
- La construction d'une unité de transformation des produits à Socoura avec les équipements nécessaires.

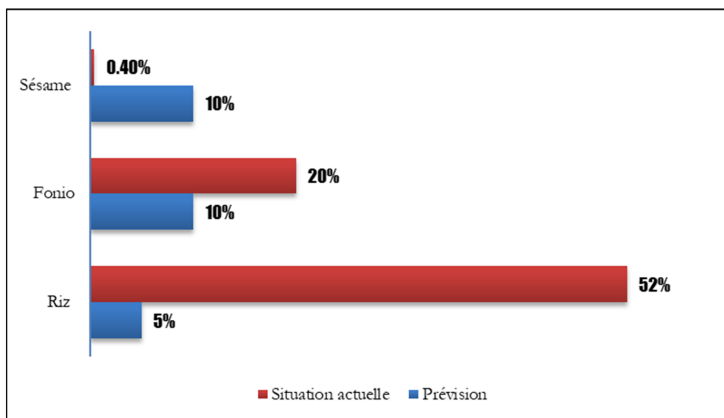
A cause de ces réalisations non moins importantes, l'analyse des données collectées a permis de constater les résultats détaillés ci-après.



En effet, les bénéficiaires enquêtés, les rendements agricoles ont augmenté de 52% pour le riz, 20% pour le fonio et de -0,4% pour le sésame. Ces résultats sont largement au-dessus des résultats attendus en fin de projet pour le riz et le fonio, qui étaient respectivement d'une augmentation des rendements de 5% pour le riz intensif et de 10% pour le fonio. Par contre, en ce qui concerne le sésame, plutôt que d'évoluer par rapport à la situation de référence, les enquêtés estiment que leur rendement a baissé. Ce résultat s'explique essentiellement par les difficultés d'accessibilité de ces zones, et le faible niveau de maîtrise de la culture par les auxiliaires de relais présents dans cette zone. En effet, la production de sésame dans la région se fait essentiellement à Bankass et à Koro, deux cercles particulièrement difficiles d'accès à cause de la présence des groupes armés. Aussi, est-il possible que cela soit lié aux aléas climatiques durant la campagne de 2020 (les données collectées concernent uniquement la campagne de 2020).

Formatted: Highlight

Figure 7: Pourcentage d'augmentation des rendements en fonction des prévisions



Qu'il s'agisse d'une baisse effective des rendements ou de la particularité de la campagne de 2020, le projet devra renforcer les capacités techniques des auxiliaires des villages concernées pour espérer un changement positif et de ce fait continuer l'atteinte des résultats fixés dans le cadre logique, soit une augmentation de 10% du rendement par rapport à la situation de départ.

Cependant des investigations menées auprès des OCB des filières concernées ont permis de constater une amélioration de la production d'échalote, de la collecte de Balanites et du nombre de têtes d'animaux en embouche. En effet grâce aux actions du projet, les OCB d'embouche rencontrées ont affirmés que leur production avait augmenté d'en moyenne 39,03% pour celles qui étaient déjà dans l'activité. Les OCB de Balanites aussi ont reconnu que le projet leur a permis d'améliorer leur capacité de collecte de plus de 300% par rapport à l'avant de projet. C'est le cas par exemple de l'OCB Nandigué de PelMaoudé qui affirme que sa production est passée de 100 sacs avant le projet à 600 sacs à ce jour.

Formatted: Highlight

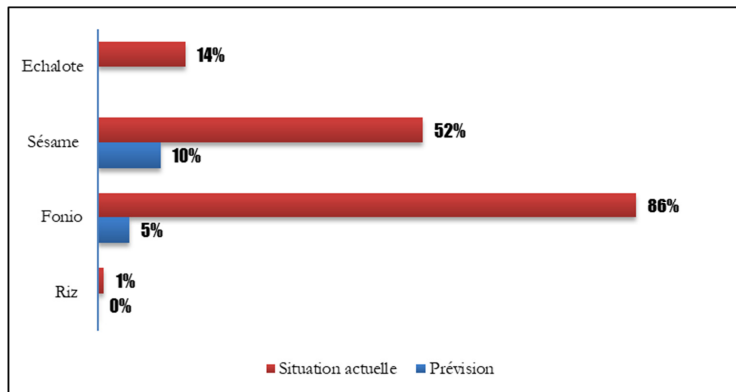
Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

▪ *Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels)*

A terme, selon le cadre logique du projet, il est attendu une augmentation des superficies emblavées pour la production de fonio et de sésame de +5% et +10% respectivement. Les données collectées au cours de cette évaluation à mi – parcours révèlent une augmentation des 86% des superficies emblavées pour la production du fonio et de 52% pour la production de sésame. Ces données sont largement au-dessus des estimations faites.

Figure 8: Pourcentage d'augmentation des superficies en fonction des prévisions



En effet, grâce aux actions du projet, on assiste à un essor de la filière fonio qui autrefois était mourante et presque abandonnée. Beaucoup de participants ont affirmé qu'ils pratiquaient cette culture uniquement sur les parcelles marginales et pour l'autoconsommation avant le projet. Le projet ayant délivré des formations sur les techniques culturales et ayant par ailleurs appuyé des petites et moyennes entreprises dans le maillon transformation de leur filière, les agriculteurs ont dû accorder plus d'importance à la culture, car désormais considérée comme rentables et faciles à écouler sur le marché régional.

En ce qui concerne le sésame, quoique les rendements ont connu une évolution de - 0,04% par rapport à la situation de référence, l'analyse de la Figure 8 montre que les superficies emblavées ont tout de même connu une augmentation remarquable par rapport aux prévisions du cadre logique. Ce paradoxe peut s'expliquer en partie par l'effort de sensibilisation fait par le projet en ce qui concerne la très grande rentabilité de cette filière à l'instar des autres filières agro-alimentaires due à une demande de marché plus attrayante. Ainsi, les producteurs ont dû consacrer des surfaces importantes à la culture sans pour autant que leur maîtrise des pratiques culturales ne soit à la même hauteur. D'où la nécessité pour le projet de continuer les efforts d'accompagnement de cette filière, notamment en matière de conduite culturale et la maîtrise des différentes composantes du rendement.

Par ailleurs, dans le cadre logique, aucune prévision de l'augmentation des superficies n'est faite pour le riz et l'échalote. Néanmoins les actions du projet ont permis une augmentation des superficies emblavées pour la production du riz et celle de l'échalote du 1% et de 14% respectivement. Le projet, dans sa stratégie, a surtout travaillé sur les maillons conservation et commercialisation. La culture d'échalote hivernale vulgarisée par le projet a réduit les difficultés de conservation des semences. L'augmentation de la superficie d'échalote bien que relativement limitée est une conséquence de cet apport important du projet PASARC II/CCC.

Pour ce qui est de l'embouche, le projet a construit un grand marché à bétail, facilité la construction et l'équipement de quatre fermes d'embouche, de même qu'un parc de regroupement et d'embarquement à travers le FIC. Cet effort est apprécié par les acteurs interviewés de ce secteur qui pensent que par ce geste, le projet PASARC II/CCC a créé une opportunité sans précédent pour leur secteur.

Les activités / techniques de développement des chaînes de valeurs agricoles et non agricoles promues par le PASARC II-M, découlent d'une stratégie basée sur l'analyse diagnostic des chaînes de valeurs dans la région de Mopti qui a conduit à l'élaboration de la stratégie de développement de ces 6 chaînes de valeurs.



Ce sont donc les chaînes de valeurs qui contribuent le plus aux besoins alimentaires des populations et à la création de richesses qui ont été choisies pour être développées. Ainsi donc dans des conditions normales de production, autrement dit si la situation sécuritaire ne se dégrade pas et si la région n'est pas frappée par des catastrophes naturelles, le développement de ces activités devrait être au minimum rentable pour les bénéficiaires, s'ils appliquent correctement les bonnes pratiques et respectent bien les itinéraires techniques de production.

Pour s'en assurer, le PASARC II-M a développé une approche basée sur le renforcement des capacités des producteurs par l'approche champs-école à partir des leads formateurs et des pairs formés à cet effet. Cette approche qui est également une approche de faire-faire garantit une bonne appropriation des techniques vulgarisées et incite plus facilement à la réplication. Elle a été développée au profit des acteurs de la collecte de Balanités à travers la mise en place d'un site de démonstration de bonne pratique dans la forêt de Touperé sur la collecte et le pré traitement du Balanités. Quant aux transformateurs, les actions de renforcement de leur capacité ont porté sur les techniques de transformation du fruit de Balanités pour la production d'huile, de savon et sirop d'une part et sur l'appui à la mise en place d'une unité de transformation de fonio, sésame, riz, balanites etc. à Socoura (Mopti) ont également été menées.

En plus de ces actions de renforcement de capacité technique, tous les bénéficiaires ont également bénéficié d'un crédit de semences certifiées remboursables en nature, pour non seulement les aider à obtenir de meilleurs rendements, mais surtout pour les sensibiliser sur l'importance d'utiliser de telles semences même en l'absence du projet. Enfin, des facilités ont également été faites à leur profit par le projet auprès de Nayral micro finance, pour leur permettre de bénéficier d'un crédit avec de meilleures conditions de remboursement. Toutes ces actions visaient à garantir aux producteurs la rentabilité de leurs activités et de ce fait une amélioration de leurs revenus.

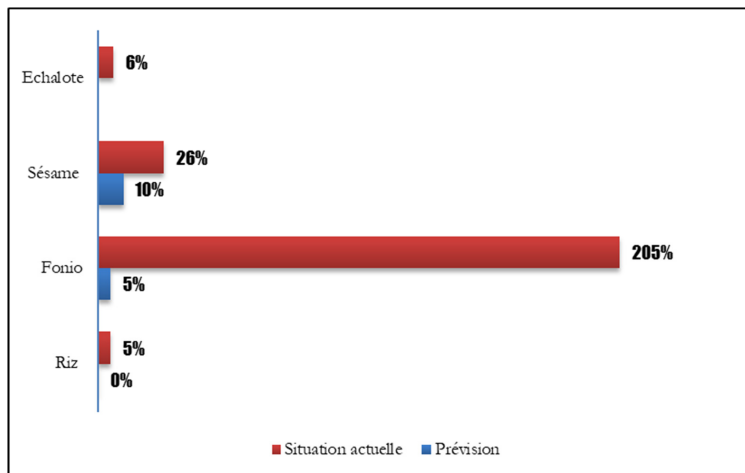
Les résultats observés au cours de cette évaluation à mi-parcours témoignent de ce que cet objectif a été atteint. En effet, l'analyse des données collectées révèle que 75% des bénéficiaires estiment que l'amélioration de leurs revenus est dû au PASARC II-M.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Figure 9: Pourcentage d'augmentation des superficies avec pratiques éco-efficientes



L'augmentation des superficies avec pratiques écoefficientes dépassent aussi largement les objectifs du projet, avec une augmentation de 205% pour le fonio, 26% pour le sésame, 5% pour le riz et 6% pour

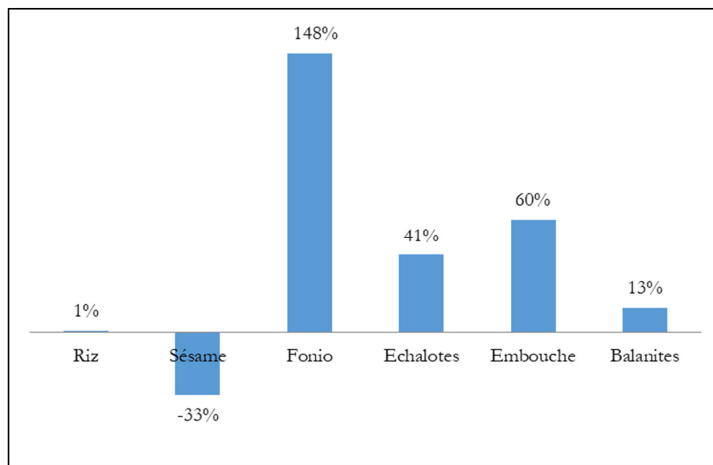


l'échalote. En effet, la formation des formateurs en matière de bonnes pratiques culturales, l'apprentissage continu des sites de démonstration, la formation des pairs et l'approvisionnement en semences de qualité ont contribué au changement constaté au niveau des exploitations agricoles assistées. En d'autres termes, les agriculteurs de fonio par exemple ont augmenté de deux unités la superficie emblavée avec pratique éco-efficiente. Ce constat assez remarquable pour le fonio est explicable par le fait qu'avant le projet, les producteurs ne faisaient presque aucun effort particulier pour la culture car destiné uniquement à la consommation familiale et pratiquée sur des terres marginales. Or, à travers nos entretiens avec les OCB intervenant dans cette filière, ils s'avèrent que des acheteurs viennent leur négocier avant même la récolte. Aussi, ont-ils des accords de partenariat avec des commerçants et des entreprises de transformation qu'ils peinent à honorer. Des efforts restent à faire pour promouvoir davantage le recours aux techniques innovantes.

- *Amélioration de la commercialisation des produits agricoles*

Les actions du projet en ce qui concerne la commercialisation ont essentiellement consisté à renforcer les capacités des acteurs sur la vente groupée, et le développement de relations contractuelles formelles. Les investigations menées sur le terrain ont permis de constater que grâce à ces actions de contractualisations formelles, plusieurs bénéficiaires, soit 81% des bénéficiaires ayant noué des contrats formels avec d'autres acteurs ont pu vendre leur produit ils ont été payés au comptant. Ainsi, l'augmentation du volume de produits vendus est de 148% pour le fonio, 41% pour l'échalote, 13% pour le Balanites, et d'1% pour le riz.

Figure 10: Augmentation du volume de produits vendus



Le pourcentage élevé du volume des produits vendus en ce qui concerne le fonio, l'embouche et l'échalote, s'explique essentiellement par l'affluence des acheteurs suite à l'obtention des rendements plus élevés qu'à l'accoutumé. Ces acheteurs ayant établi des relations contractuelles formelles avec les OCB, les ayant respectées et ayant payé au comptant, ont motivé les producteurs de ces OCB à produire davantage, et incité d'autres producteurs à s'intéresser au fonio. En effet, l'augmentation à la fois du nombre de producteurs s'intéressant désormais à cette culture est due à l'application des bonnes pratiques de production ayant entraîné l'obtention de rendement jamais obtenu jusque-là, et à la rapidité



d'écoulement des produits. C'est ce qui ressort des entretiens menés avec les différents acteurs, que ce soit les producteurs, les OCB, et même les animateurs de terrain.

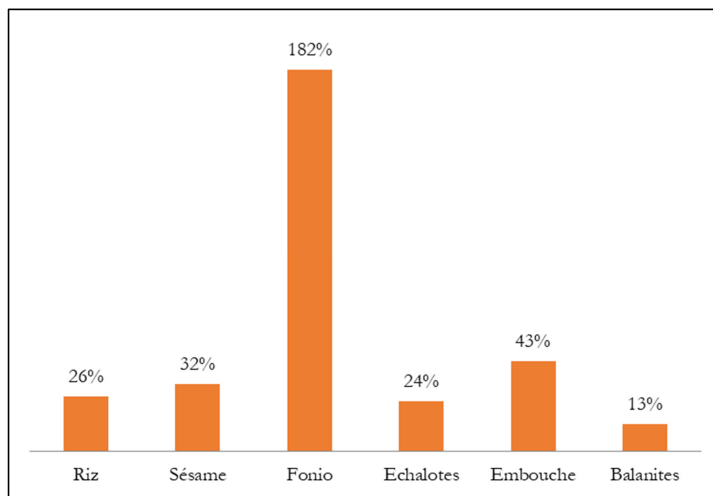
Par ailleurs, en ce qui concerne l'échalote, les résultats observés sont non seulement dus aux actions de renforcement des capacités techniques de ces OCB sur la production, le séchage et la conservation, mais surtout au renforcement de leur capacité de stockage et de conservation. Car, cela leur a permis de produire bien plus que d'habitude, de réduire les pertes post-récolte et de mieux conserver leur produit.

Ce sont ces mêmes actions de renforcement de capacité technique qui ont conduit à l'augmentation du pourcentage de Balanites vendus. En effet, les OCB de Balanités affirment tous avoir bénéficié d'actions de renforcement de capacité sur le ramassage et la collecte du Balanités.

Cependant les résultats obtenus au niveau des ménages pour la chaîne de valeur sésame montrent une réduction de -33% du volume vendus au niveau des ménages, contre une augmentation de 100% du volume vendu au niveau des OCB.

Proportionnellement au volume de produits vendus, le chiffre d'affaires des OCB a aussi connu une forte augmentation. En effet, l'analyse des données collectées révèle une augmentation de 182% du chiffre d'affaires des OCB de fonio, de 43% pour l'embouche, de 32% pour le sésame, de 26% pour le riz, 24% pour l'échalote, et de 13% pour le Balanites.

Figure 11-4: Augmentation du chiffre d'affaires des OCB



- *Amélioration des capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs*

Grâce aux actions du projet relatif à la mise en relation des acteurs pour une meilleure facilité d'écoulement de leur produit, **616 accords ont pu être signés entre 2018 et 2021** répartis comme ci-dessous.

Formatted: Font color: Red

Commented [BF15]: Ceci peut être dû au travail du projet qui a beaucoup sensibilisé au niveau des OCB. Le prix du sésame a chuté de 10.9% globalement ce qui a certainement entraîné le prix au niveau du Mali et un manque à gagner pour les ménages alors que les OCB avec les connaissances en marché de niche continuent de produire utilisant les conseils du projet

Formatted: Font color: Red

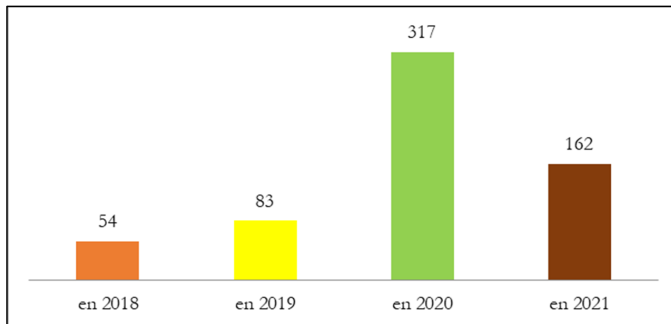
Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

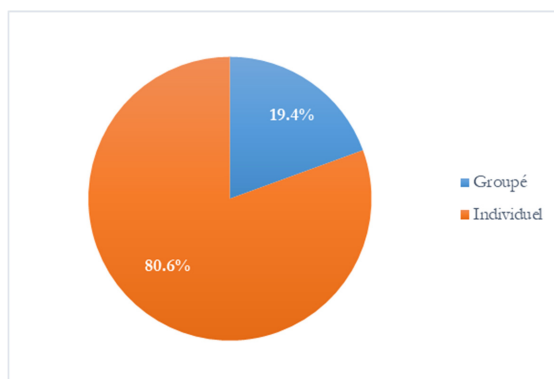
Figure 12: Nombre d'accords signés



On constate à la lecture de la Figure 12 que le pic a été atteint en 2020 avec 317 accords signés cette année-là, pour chuter à 162 en 2021. Cette régression s'explique par le non-respect des termes de contrats entre certains acteurs. En effet, plusieurs acteurs rencontrés se sont plaints du non-respect des contrats de livraisons. Cela s'explique par le fait que la vente des produits au niveau de certaines OCB ne se fait pas encore de façon groupée comme l'indique la Figure 13.

L'analyse de la Figure 13 montre clairement **que beaucoup d'efforts doivent encore être faits pour amener les producteurs à adopter la vente groupée**. Cette non-adhésion à la vente groupée est due à la situation de précarité des producteurs qui très souvent sont pressés d'écouler leur marchandise pour avoir de l'argent liquide afin de répondre à des besoins ponctuels. L'une des solutions pouvant pallier cette difficulté est l'accès au crédit. Cependant malgré les efforts de facilitations d'accès au crédit, certains producteurs connaissent toujours **des difficultés pour y accéder, notamment en raison de la distance à parcourir pour se rendre à Nayral, de la lenteur des procédures et pour certains du taux d'intérêt jugé élevé**.

Figure 13: Types de vente



Face à cette situation, des actions de lobbying et plaidoyers auprès d'institutions de microfinances plus proches des producteurs pour raccourcir la distance à parcourir pour accéder aux crédits d'une part, et d'autre part pour réduire les taux de d'intérêts pourraient aider les producteurs à souscrire à des crédits et de ce fait augmenter leur résilience face au bradage de leur récolte, et participer davantage à la vente groupée avec leur OCB.

Formatted: Font color: Red

Commented [BF16]: Ceci doit être une priorité pour augmenter les opportunités aux acteurs de tirer le maximum de valeurs des chaînes.

Formatted: Font color: Red

Commented [BF17]: D'où la nécessité de rapprocher des acteurs des ONGs et institutions locales capables de les supporter.

Commented [DM18]: Point d'attention pour NEF
Quelle option ???



Par ailleurs l'accent sur la sensibilisation des producteurs sur l'importance de la vente groupée devra se poursuivre pour espérer le changement systémique.

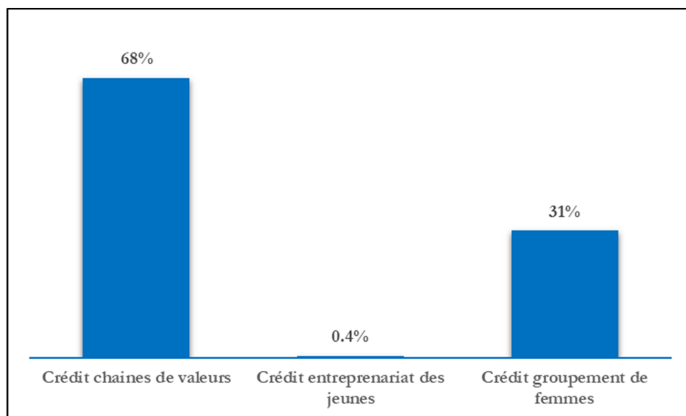
Formatted: Font color: Red

- Nombre de bénéficiaires ayant un accord de crédit avec Nayral/NEF

Des investigations menées sur le terrain, il ressort que de façon générale, 62% des ménages, et 86% des jeunes entrepreneurs enquêtés estiment avoir un accord de crédit avec Nayral/NEF. En effet, grâce au PASARC II, Nayral a octroyé un crédit d'un montant total de 226 442 150 F répartis entre les trois produits à raison de 8 7 00 000 FCFA pour le Crédit Agricole Groupement de Femmes CAGF, pour les projets de 125 entrepreneurs jeunes dont 07 jeunes femmes et 118 jeunes hommes et 176 841 150 FCFA pour le Crédit Chaînes de Valeurs Agricoles pour 2 154 femmes, 1 210 hommes et 2 264 jeunes. Pour un objectif de 1500 bénéficiaires, le financement a déjà touché 3 489 bénéficiaires soit plus de 230 % dont 62 % sont des femmes. Parmi ces femmes et hommes, 68 % sont des jeunes.

Par ailleurs, l'analyse de l'accès aux crédits en fonction des différents produits proposés, révèle que le crédit chaînes de valeurs a été le plus sollicité parmi les personnes enquêtées, soit 68% des personnes enquêtées. Ensuite vient le crédit groupement de femmes avec 34%, et le crédit entrepreneuriat des jeunes 0,4%.

Figure 14: Pourcentage des ménages en fonction du type de crédits qu'ils ont bénéficié



- Taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF

Comme l'indique la Figure 15, de toutes les personnes enquêtées, 70% estiment qu'ils ont pu rembourser leur crédit contre 30%. Cependant, l'institution de microfinance commence à s'inquiéter, ce qui a entraîné l'arrêt temporaire de l'octroi des crédits aux bénéficiaires du PASARC II. En effet, Nayral estime que le taux de recouvrement des crédits est assez faible, car certains bénéficiaires ne respectent pas tous leur échéance de paiement, ce qui met à mal le système. Sur un total encours de 71,658,520 FCFA de capital de produit PASARC au niveau du portfolio NAYRAL, les impayés sont estimés à 33,921,040 FCFA. Ceci montre les difficultés qu'il faut essayer de résoudre en renforçant le système de garantie (exigence de collatéral) ou en revoyant si d'autres organisations plus proches des bénéficiaires peuvent être associées à la discussion.

Formatted: Font color: Red

Figure 15: Pourcentage des personnes estimant qu'ils ont pu rembourser leur crédit

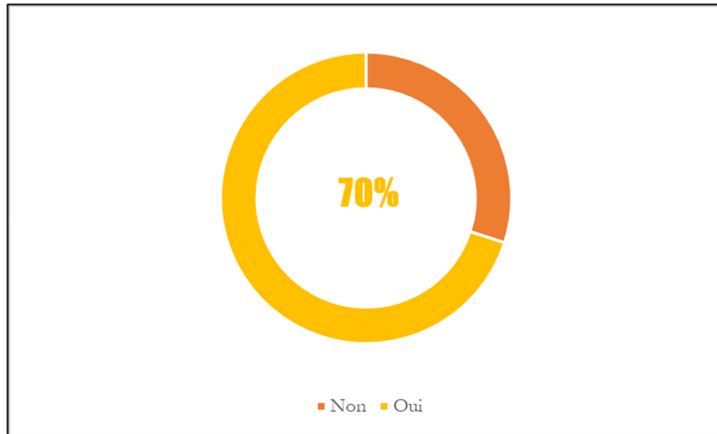
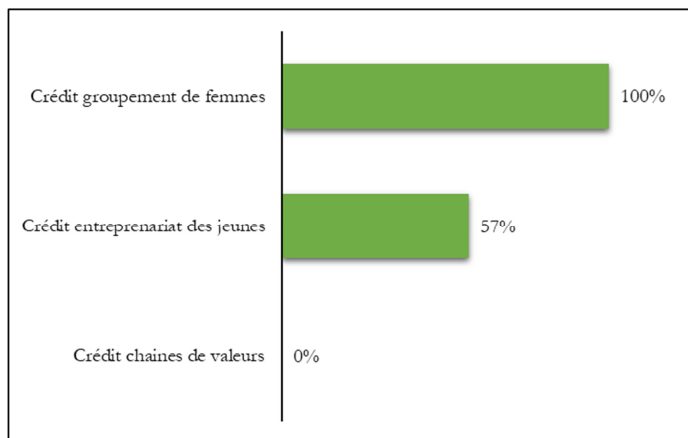


Figure 16: Pourcentage des ménages estimant qu'ils ont remboursé par type de crédit



En effet, de l'analyse des données collectées, aucun des bénéficiaires du crédit chaîne des valeurs interviewés du crédit chaîne de valeurs n'ont encore pu rembourser contrairement au groupement de femmes qui affirment tous avoir payé les crédits dont ils ont bénéficié. En effet certains crédits ont été octroyés récemment, et étaient essentiellement destinées à la construction d'infrastructure, à l'achat des équipements et au fonds de roulement. Cela dit, certains bénéficiaires n'ont pas encore commencé à exploiter ces infrastructures à leur plein potentiel, ce qui ne leur permet pas encore de couvrir les charges d'exploitation et de dégager suffisamment de marges pour respecter les échéanciers de paiement. C'est le cas par exemple d'un jeune entrepreneur de Soucouira qui déclare qu'il ne dispose pas encore des équipements nécessaires, et que cela l'empêche de faire fonctionner l'unité de transformation à son plein potentiel. Aussi, certains bénéficiaires considèrent que la durée de remboursement est assez courte, ce qui les empêche de respecter leurs échéanciers de paiement. D'autres par contre affirment avoir des difficultés dues à l'insécurité locale et la perte d'une partie d'actifs de leur entreprise.



Même si cette insolvabilité ne traduit pas forcément une mauvaise foi, il est d'une **importance capitale que le projet redouble davantage d'effort sur les actions de sensibilisation des bénéficiaires sur l'importance de rembourser les crédits, pour permettre au projet de poursuivre ses actions et d'atteindre ces résultats. Il serait important au projet revoir les montants octroyés aux bénéficiaires proportionnellement à leur capacité de gestion financière d'une part, et d'autre part, il serait tout l'étude de la possibilité de rallonger les délais de remboursement des crédits**

Formatted: Font color: Red

Enfin, il faudra aussi leur expliquer que **Nayral est une institution de microfinance n'appartenant pas à la NEF. En effet, la cohabitation des bureaux de Nayral et de la NEF pourrait amener certains bénéficiaires à penser que l'institution de microfinance est une branche du projet, ce qui n'est pas forcément favorable au recouvrement des crédits.**

Formatted: Font color: Red

- *Amélioration de la capacité entrepreneuriale des jeunes*

Face au défi permanent du chômage des jeunes et dans le souci de réduire considérablement l'exode rural, le PASARC met en œuvre des actions de soutien aux jeunes pour démarrer ou développer leur propre entreprise. Ces actions de soutien ont démarré dans un premier temps par des appels à sous-projet qui ont été diffusés à travers divers canaux de communications tels que les radios communautaires et la mairie, dans une seconde étape par des ateliers consultatifs et d'identification des jeunes entrepreneurs. Cela a abouti à la sélection de 149 jeunes, dont les projets ont été jugés innovants. Ces derniers ont été ensuite accompagnés à l'élaboration de leur plan d'affaire, et formés par le projet sur les modules de la création et gestion d'entreprise, l'accès et la gestion du crédit et l'élaboration de plan d'affaire de sorte de les outiller sur la création d'entreprise dans l'analyse des opportunités et risques, l'étude de faisabilité, l'établissement de leur plan d'affaire. Compte tenu des difficultés liées à l'insécurité dans les communes de Soye, Gandamie, Kounari, Sokoura, Ouenkoro, certains jeunes n'ont pas pu être touchés par les coaches. Cependant, à la fin du processus, seulement 61 jeunes promoteurs dont 20 femmes ont été sélectionnées dans les domaines de l'embouche bovine et ovine, de la transformation du sésame, du riz et de l'échalote.

Les besoins de financement des initiatives s'élevaient à 104 960 570 FCFA pour une moyenne d'environ 1 720 665 FCFA par projet. L'ensemble des dossiers ont été transmis à Nayral qui a déjà mis accorder des crédits à certains conformément aux procédures et aux conditions du produit crédit « Entrepreneuriat des Jeunes ».

- *Augmentation du nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques*

Le PASARC II appuie le développement de chaînes de valeurs agricoles et non agricoles pour améliorer les perspectives socioéconomiques des ménages vulnérables et en particulier créer des opportunités d'entrepreneuriat et d'emplois au profit des jeunes. A cet effet il a réalisé des diagnostics et consultations dans les cercles et identifié les problèmes et besoins des jeunes. Afin d'accompagner ces derniers dans l'analyse et le développement de leurs initiatives, la NEF a commis GRIDAC une ONG locale qui a pour mandat de :

1. **Renforcer les capacités de 149 jeunes en matière entrepreneuriale** (orientation, appui conseil, analyse des besoins, étude de faisabilité, élaboration de plan d'affaires...)
2. **Sélectionner et coacher au moins 100 jeunes entrepreneurs sélectionnés pour la mise en place de leurs initiatives**
3. **Accompagner les jeunes entrepreneurs soutenus dans la gestion de leurs entreprises**

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

La mise en œuvre du programme de travail adopté a permis d'établir une cartographie digitale des jeunes, de renforcer les capacités d'analyse et d'élaboration de plan d'affaires. Les étapes suivantes seront la mise



en relation des porteurs des meilleurs plans d'affaires avec Nayral dans le cadre du montage du dossier du crédit et la mise en œuvre du plan d'installation suivi de l'exécution des formations en gestion.

- *Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits*

Sur 35 accords de conciliation conclus, 24 ont été sanctionnés par des PV et seulement 2 ont pu être homologués par la justice. En effet, la plupart de ces conflits ayant déjà été résolus, les concernées ne jugent plus nécessaires de se rendre à la justice pour qu'importe ce soit. De plus, la distance pour se rendre au tribunal est assez longue parfois, et l'insécurité règne dans la région. Par ailleurs, les investigations menées sur le terrain ont permis de se rendre compte que les populations ont un peu plus confiance aux instances de gestion des conflits comme l'indique Tableau 8.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Tableau 7: Niveau de confiance des bénéficiaires aux instances de gestion des conflits.

Acteurs	Pas du tout confiant	Peu confiant	Beaucoup confiant
La gendarmerie	23%	43%	34%
La justice	20%	45%	36%
Le CLE	6%	49%	44%
La CSA GIRE	4%	39%	58%
Le RECOTRAD	3%	33%	63%
GAC	5%	28%	67%
COFO	5%	30%	65%
Les leaders communautaires	1%	5%	93%
Les leaders religieux	2%	7%	91%

L'analyse de la Figure 17 révèle que les personnes enquêtées ont beaucoup plus confiance aux CSA-GIRE, aux GAC, mais surtout aux leaders communautaires et aux leaders religieux.

Figure 17: Pourcentage de personne ayant signalé la présence des structures de gestion des conflits dans leur zone

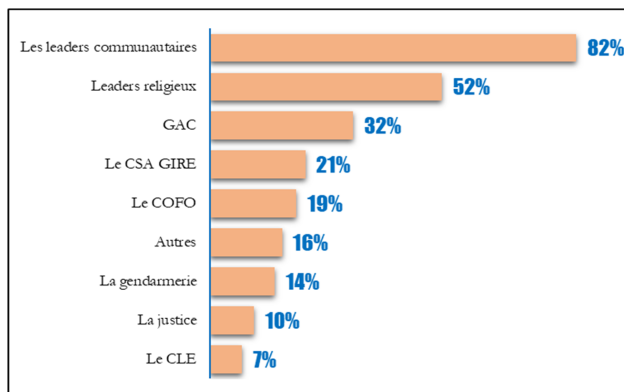
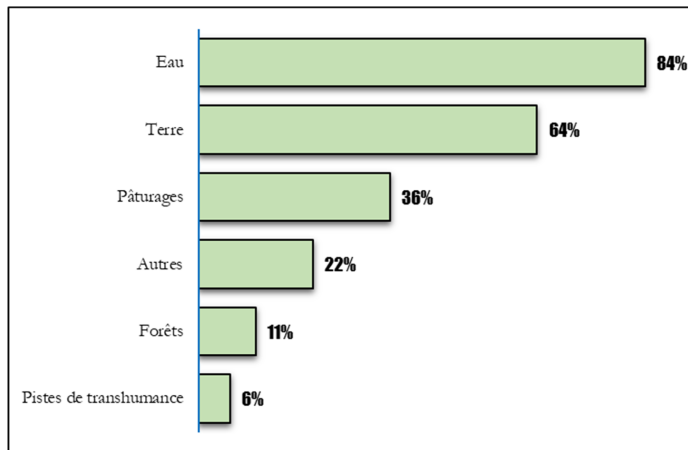


Figure 18: Pourcentage de personnes en fonction des ressources qu'ils considèrent comme objet de conflits dans leur zone



Par ailleurs, à la lumière de la Figure 18, il est important de renforcer les actions relatives à une meilleure gestion des ressources en eau et à la terre, car ces deux ressources continuent d'être les plus grandes sources de conflits liés aux ressources naturelles dans les communautés des bénéficiaires.

- Nombre de membres d'instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles dont les capacités sont renforcées

Dans le cadre du renforcement des capacités institutionnelles des collectivités territoriales partenaires dans la gestion durable des ressources naturelles et la prévention des conflits y afférents, la NEF a apporté en collaboration avec la Direction régionale des Eaux et Forêts de Mopti, et l'implication des services techniques, les communautés villageoises riveraines et/ou utilisatrices des ressources, les élus, les enquêteurs ou agents d'inventaire villageois son soutien à l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion simplifié des massifs forestiers d'une part et l'élaboration de conventions de Gestion des Ressources Naturelles (GRN) desdits massifs d'autre part. Au total, dix-huit (18) forêts situées dans les communes de Sio, Kounari, Konna, Fatoma, Socoura, Bassiro, (cercle de Mopti), Pondori, Nema BadenyaKafo, Ouro Ali et Niansanarie (cercle de Djenné), Kendié, Kendé, Borko, DoganiBerè, Diamnaty, Bara Sara (cercle de Bandiagara) ont été concernées par ce processus d'inventaire, de plan d'aménagement et/ou de mise en place de conventions.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

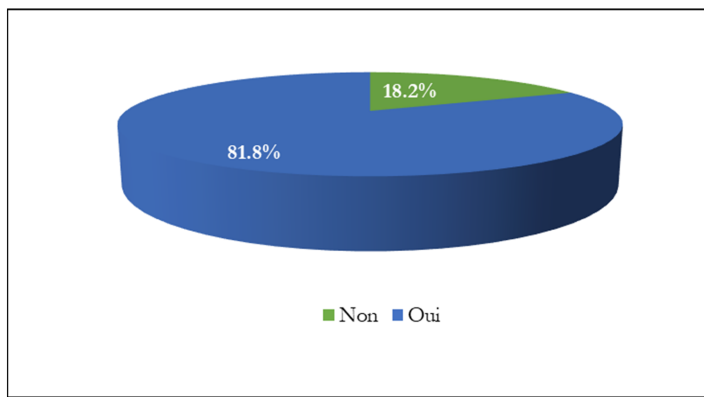
Par ailleurs, à la date d'aujourd'hui, le projet a également pu renforcer les capacités des membres des CLE et CSA GIRE ainsi que des agents des services de l'agriculture, de l'élevage et des Eaux et Forêts des dites localités sur les textes de la GIRE, les mandats, les procédures de création, l'organisation et le fonctionnement des CLE, les collèges constitutifs, les rôles et responsabilités des membres et des organes, les critères et normes de sélection des membres du comité de gestion. Les CLE de Sindjéré de Bankass, Amassagou et Tomobomo de Koro, les CLE de Sofara/Djenné et Tenenkou ont également été dynamisés par le projet. Par ailleurs, les problèmes de GIRE de ces localités ont été identifiés et analysés, et des plans d'actions ont été élaborés sur la base des besoins prioritaires. Au total 313 participants dont 92 femmes, soit un taux de participation de 26% de femmes ont bénéficié de renforcement de capacités sur les politiques nationales de l'eau, la GIRE et les textes de base de CLE. Cependant, certains CLE affirment que leur plan d'action n'a pas été financé à l'image des CLE de Tenenkou et de Youwarou.



- Augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier.

Les données collectées au cours de la collecte de données ne permettent pas d'apprécier convenablement le pourcentage d'augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier. Cependant, comme l'indique la Figure 19, 81,8% des personnes enquêtées affirment qu'il existe des institutions et organes locaux de gouvernance dans leur localité.

Figure 19: Existence d'institutions et organes locaux de gouvernance dans votre localité



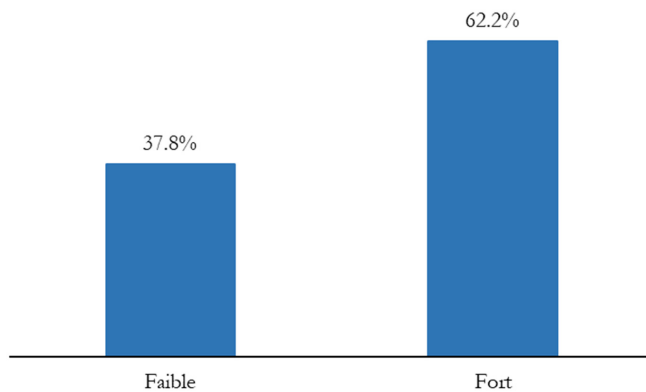
En réalité, il existe dans toutes les localités au moins un organe local de gouvernance. Cependant, les difficultés d'accès dans certaines localités à cause de l'insécurité qui y règne influence négativement les appuis du projet dans ces localités. En conséquence, les organes locaux qui y sont ne bénéficient pas pleinement des actions du projet. C'est ce qui explique en partie le manque de dynamisme des organes locaux de gouvernance dans ces localités qui amène certains enquêtés à penser qu'il n'y existe pas de tels organes dans leur localité.

- Bénéficiaires directs estiment avoir un meilleur accès à la ressource en eau et aux autres ressources naturelles grâce à l'intervention du projet.

Pour améliorer l'accès à l'eau et à la terre, le PASARC II a redynamisé les CLE et les CSA-GIRE en les dotant d'outils de planification et de gestion, mais aussi en finançant certains plans d'actions. La mise en œuvre de ces plans d'actions semblent avoir eu un impact positif sur les bénéficiaires.



Figure 20: Niveau d'accès à l'eau et à la terre grâce à l'intervention de PASARC II



En effet, 62.2 % des bénéficiaires estiment avoir un meilleur accès à l'eau et à la terre grâce aux interventions du projet.

Formatted: Highlight

- *Citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance.*

Par ailleurs, les investigations menées sur le terrain ont permis de se rendre compte que les populations ont un peu plus confiance aux instances de gestion des conflits comme l'indique le tableau 7.

- *Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorées.*

Le renforcement des capacités de prévention et de gestion des conflits se concrétise à travers le renforcement des capacités des Groupe d'Apprentissage et de Concertation des 42 communes couvertes par le projet. En effet, dans cette optique, les GAC ont été renforcées sur la prévention et la résolution des conflits, sur la médiation. Au total 173 participants ont pu être formés dont 41 femmes ; soit un taux de participation de 23,69% de femmes.

Des investigations menées sur le terrain et à la lecture des différents rapports d'avancement, il ressort que l'insécurité est le seul facteur externe qui influence considérablement les performances du projet. En effet, certaines zones sont carrément inaccessibles, ce qui empêche le projet d'intervenir efficacement dans les localités concernées. C'est le cas par exemple à Youwarou et Ténenkou. Pour y remédier, le projet a développé des stratégies qui lui ont permis de pouvoir malgré tout mener des actions au profit des bénéficiaires provenant de ces localités. Entre autres, il s'agit :

- Du recrutement et de la mise en place des auxiliaires dans tous les villages pour assurer le suivi appui conseil au bénéficiaire,
- De la contractualisation avec des ONG et des cabinets locaux pour la mise à disposition des leads formateurs

Formatted: Highlight

Au regard des performances actuelles du projet, on peut conclure que ses stratégies se sont avérées efficaces. Avec la performance actuelle, le projet pourrait changer de façon significative les données de sécurité alimentaire et de résilience au niveau de la région de Mopti dans les trois années à venir.



Cependant, il sera très difficile d'espérer que le projet pourra opérer une transformation agro-industrielle importante dans l'une des chaînes de valeurs choisies compte tenu du fait que la plupart des efforts s'articulent autour de la sécurité alimentaire et la résilience.

En effet, les stratégies de développement des 6 chaînes de valeurs n'ont pas pris encore la mise en place de clusters agricoles. Ors la mise en place de clusters agricole favorise non seulement le développement inclusif de tous les maillons des chaînes à travers une répartition équitable des richesses et est un gage de garantie de la durabilité des actions surtout dans le contexte d'instabilité actuelle de la région. Cependant, l'une des stratégies de développement des chaînes de valeurs préconise le développement des modèles d'affaires entre différents acteurs de chaînes de valeurs à partir de 2021 sans plus de précision. **L'évaluation estime que cette stratégie devrait être en amont des actions de développement des chaînes de valeurs, et donc recommande que ces modèles d'affaires se développent tout en intégrant les modèles d'affaires dans un système groupé appelé cluster et capable de favoriser la création d'autres maillons des chaînes qui jusqu'à présent ne se développent qu'autour de la production.**

Formatted: Font color: Red

Aussi, le caractère contractuel des auxiliaires ne garantit pas la pérennité du dispositif et ne le sécurise pas. La contractualisation avec des ONG ou des cabinets locaux, même si elle peut s'avérer plus coûteuse mais plus disponible.

4.4. Efficience

L'efficience analyse les rendements - qualitatifs et quantitatifs du projet par rapport à l'utilisation des ressources afin d'apprécier si les efforts mis en œuvre sont à la hauteur des résultats obtenus. La première étape de ce processus est de faire l'état des lieux des ressources disponibles pour le projet.

De la sélection des bénéficiaires jusqu'à l'implémentation et l'évaluation des activités du projet, l'efficience est examinée en évaluant les ressources disponibles, la stratégie et le processus mis en place par l'équipe du projet pour l'utilisation de ces ressources. L'implication des locaux dans la contractualisation des services a été aussi examinée, c'est-à-dire la mesure dans laquelle l'inclusion de vendeurs et de grossistes locaux a influencé l'efficience et l'économie locale

Pour un coût total de 2,019,283,295 FCFA en 2020, le projet PASARC II/CCC dispose des ressources financières adéquates pour un projet multisectoriel de six chaînes de valeurs, de gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits. Par exemple, plus de 55.85% des ressources financières sont consacrées à l'objectif spécifique 1 du projet qui a mobilisé 49257 bénéficiaires directs dont 16237 femmes et 907060 bénéficiaires indirects dont 403549 femmes en 2020. Par contre, 14.50% des ressources du projet sont utilisées pour l'objectif 2 (La gestion intégrée des ressources naturelles, gestion de l'eau et des conflits) bénéficiant directement 2138029 personnes dont 1085940 femmes dont la majeure partie de ces individus profitent des formations communautaires, des émissions radio et d'appui aux systèmes communaux et locaux de gestion intégrée des ressources naturelles et de l'eau³.

Bien que l'objectif 1 semble être plus coûteux en matière d'investissement, il faut remarquer qu'une partie de cet objectif est dédié à l'investissement communautaire dont l'impact se verra dans les années à venir. Aussi, l'importance et le nombre des activités de cet objectif montrent-ils la rationalité et la justesse des dépenses. La plupart des acteurs rencontrés à travers les discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs ont apprécié positivement la bonne gestion des ressources du projet dans un contexte

³Les données sont obtenues auprès du département suivi –évaluation du projet PASARC II/ CCC



sécuritaire difficile. En outre, certains prestataires du projet interviewés ont qualifié le projet d'important pour l'économie locale étant donné que plus de 80% des marchés de services octroyés favorisent la croissance économique locale par l'achat de biens locaux et la passation de marchés avec des prestataires de services locaux.

Les différentes analyses issues des documents et la discussion avec les acteurs ont montré que le projet est efficace vu les activités, le nombre et la nature des bénéficiaires de même que le contexte de son implémentation.

Formatted: Highlight

Cependant, pour renforcer le système de passation des marchés, beaucoup de partenaires ont souhaité la participation des acteurs locaux et techniciens durant la sélection et l'analyse des projets d'investissement communautaire et de prioriser des solutions locales moins chères et adaptées. Aussi une plus large diffusion des appels d'offre renforcerait-elle la compétitivité des prestataires de services ce qui pourrait aider avec la réduction des coûts. Constituer d'avance une banque de données des prestataires de services selon leurs catégories pourrait également aider à la réduction des coûts.

Formatted: Font color: Red

Commented [DM19]: Point d'attention pour NEF

Formatted: Font color: Red

4.5. Effet/Impact

Cette section présente les effets du PASARC II/CCC perçus par les bénéficiaires. L'évaluation intermédiaire apprécie les impacts du projet à travers l'exploitation des rapports d'activités et d'exécution du projet, l'analyse des perceptions des bénéficiaires collectées au cours d'entretiens individuels et focus groupes, et la synthèse des discussions au cours de l'atelier SEPO.

Il ressort des données collectées et analysées que les chiffres d'affaires des 6 filières ont nettement augmenté entre 2017 et 2020. Les filières du Fonio et du Riz ont enregistré les plus grandes augmentations à hauteur de 182% et 26% en moyenne respectivement. De façon globale, les marges brutes sont aussi à la hausse toutes filières confondues. **D'une part, les proportions des répondants ayant rapporté avoir une marge brute entre 50 000 FCFA et moins de 10 000 FCFA a diminué de 18% à 55% entre 2017 et 2020. D'autre part, les tranches de marge brute comprise entre plus de 50 000 FCFA et plus de 1 million FCFA ont enregistré des augmentations entre 80% et 250% au cours de la même période.**

Formatted: Highlight

Figure 21: Marges brutes entre la période 2017 et 2020

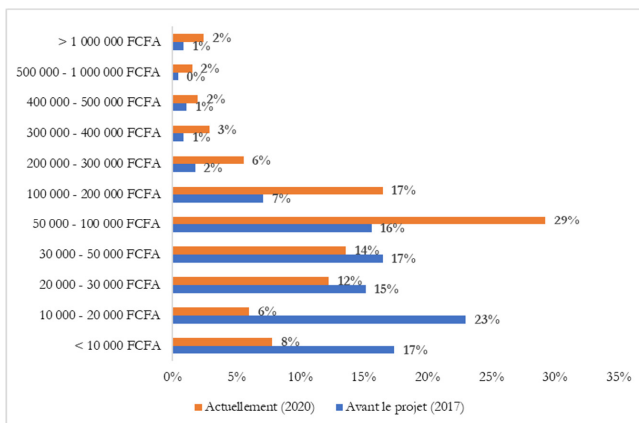
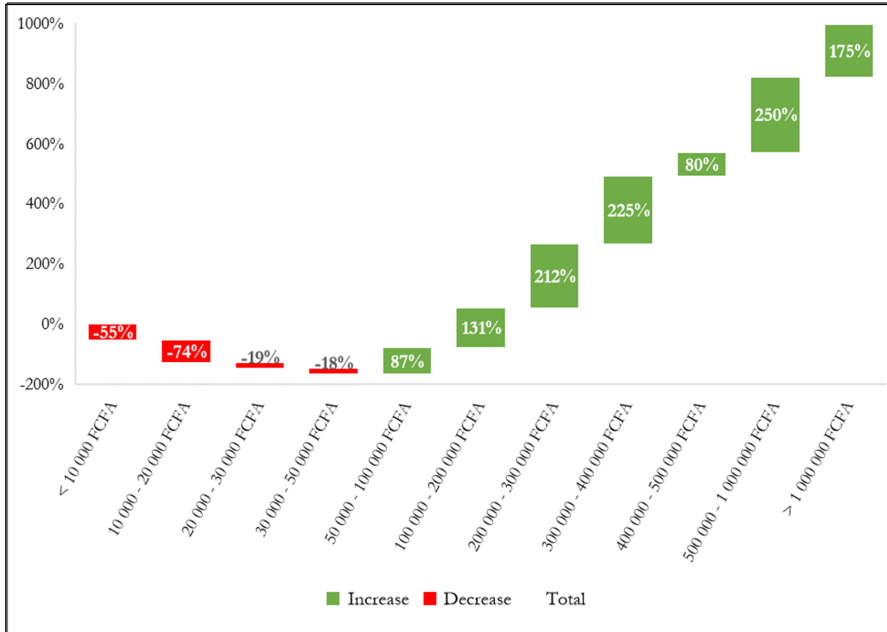


Figure 22: Changement observé dans les marges brutes entre 2017 et 2020



Pour mieux évaluer la part de ces effets positifs qui incombent au projet, l'évaluation intermédiaire a posé la question "Pensez-vous que ces différences observées sont dues aux actions du projet ?" aux bénéficiaires pour analyser leurs perceptions de l'amélioration de leurs revenus. Au total, 48% des ménages reconnaissent que les différences en revenus observées sont entièrement dues aux actions du projet. 27% attribuent partiellement ces changements positifs au projet et 25% pensent que ces effets positifs ne sont pas attribuables au PASARC II/CCC. Le tableau 8 présente la synthèse des réponses par cercle, communes, genre, tranches d'âge et activités. Ceux qui ne s'attribuent pas les effets positifs au projet sont majoritairement dans le cercle de Tenenkou et les communes de Tenenkou, Sio, et Socoura. Ils sont en général sexagénaires (plus de 60 ans d'âge) et sont transformateurs et/ou commerçants. Néanmoins, la majorité des femmes (56%) et des jeunes (54%) attribuent entièrement les changements en revenus observés aux actions du projet. La figure 24 montre l'impact du projet sur des aspects tels que la superficie, le système de travail, le revenu, la prise en compte de l'opinion des femmes, l'activité et la vie des répondants. Selon 55-65% des bénéficiaires, le projet a amélioré tous ces aspects. Selon 30-35% des participants, l'impact est jugé inchangé. Seulement 5-10% des répondants ont une appréciation négative de l'impact du projet sur leur vie, activité, revenu, superficie, et système de travail. Aussi la prise en compte de l'opinion des femmes dans les décisions du ménage est-elle devenue une réalité pour certains ménages selon 55 % des participants. Ces statistiques attestent des effets positifs et négatifs perçus par les bénéficiaires directs du PASARC/CCC. Les tendances se dessinent de manière claire et sous-entendent que si les actions du projet continuent, les impacts pourront induire un changement transformationnel aussi bien économique que social.

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Figure 23: Perceptions des ménages sur l'amélioration des revenus attribuables au projet

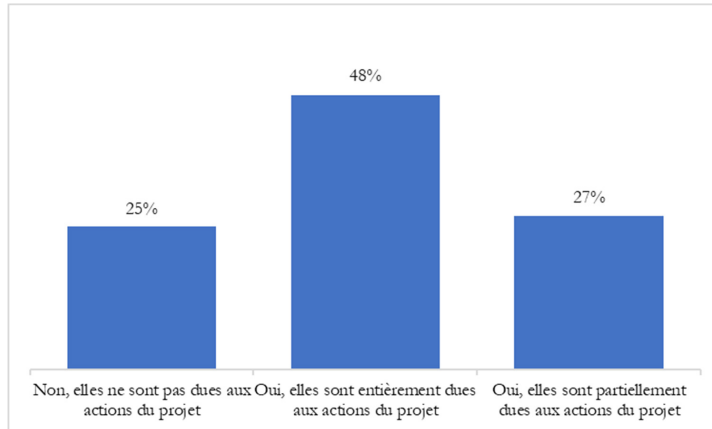


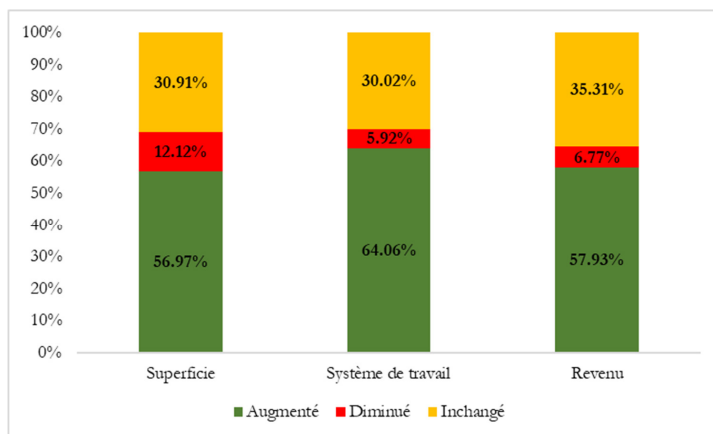
Tableau 8: Synthèse des perceptions des ménages sur l'amélioration des revenus attribuables au projet

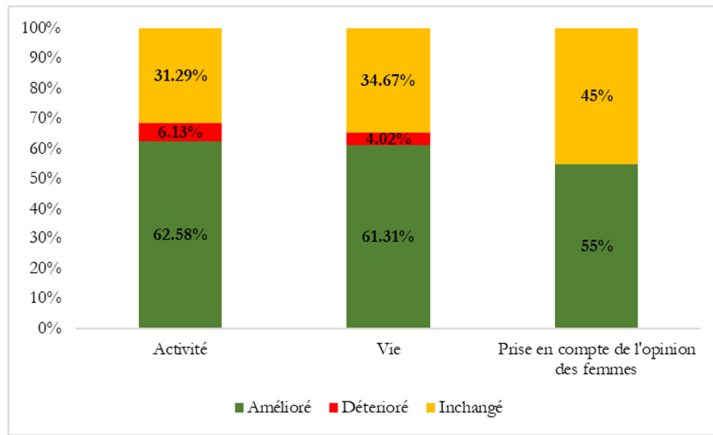
Variables	Modalité	Les améliorations ne sont pas dues aux actions du projet	Les améliorations sont partiellement dues aux actions du projet	Les améliorations sont entièrement dues aux actions du projet
Cercle	BANDIAGARA	0%	85%	15%
	BANKASS	18%	8%	74%
	DJENNE	0%	3%	97%
	DOUMENTZA	0%	0%	100%
	KORO	4%	55%	41%
	MOPTI	52%	13%	35%
	TENENKOU	83%	13%	4%
	YOUWAROU	0%	91%	9%
Commune	Dimbal-Habé	14%	0%	86%
	Kani-Bonzon	24%	24%	51%
	Kendié	0%	100%	0%
	Koubewel-Koundia	0%	0%	100%
	Ouro Ali	0%	3%	97%
	Pel-Maoudé	0%	25%	75%
	SeguéIré	0%	71%	29%
	Sio	57%	40%	2%
	Socoura	49%	0%	51%
	Tenenkou	83%	13%	4%
	Youdiou	8%	85%	8%
	Youwarou	0%	91%	9%
Genre	Femme	19%	25%	56%
	Homme	32%	29%	39%



Tranche d'âge	Moins de 35	22%	24%	54%
	Entre 35 et 50 ans	26%	29%	45%
	Entre 50 et 60 ans	26%	31%	43%
	Plus de 60 ans	37%	19%	44%
Profil du répondant	Producteur	35%	34%	30%
	Transformateur	80%	20%	0%
	Commerçants	57%	43%	0%
	Embouches	12%	14%	74%
	Collecteur/trice de Balanites	0%	25%	75%
	Conservateur/trice	0%	6%	94%
	Autres	100%	0%	0%
Type d'exploitation	Familiale	14%	24%	62%
	Individuelle	34%	28%	37%

Figure 24: Appréciation de l'impact de projet





Par ailleurs, 39.29% des répondants affirment avoir conclu des accords avec d'autres acteurs de leurs chaînes de valeurs grâce au projet. De ces accords conclus, 84.09% sont formels. De plus, depuis le début du projet, le nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre par les acteurs des chaînes de valeur ont augmenté (Tableau 9). Comparativement à l'avant-projet, 77% des jeunes aussi qualifient leurs capacités à faire face aux besoins de leurs ménages de "beaucoup mieux qu'avant" et de "totalement différentes". Combinées avec l'amélioration de la sécurité alimentaire notée dans les zones d'intervention (et discutée au niveau de la Pertinence), ces observations sont des changements tangibles et des éléments de plus-value de PASARC II/CCC. Par ailleurs, à travers ces accords signés entre différentes catégories d'acteurs, l'approche de la chaîne de valeur du projet contribue à créer un changement durable et systémique et permet aux acteurs de la chaîne de valeur à créer des liens durables intra et inter maillons d'une part et avec les marchés d'autre part.

Formatted: Highlight

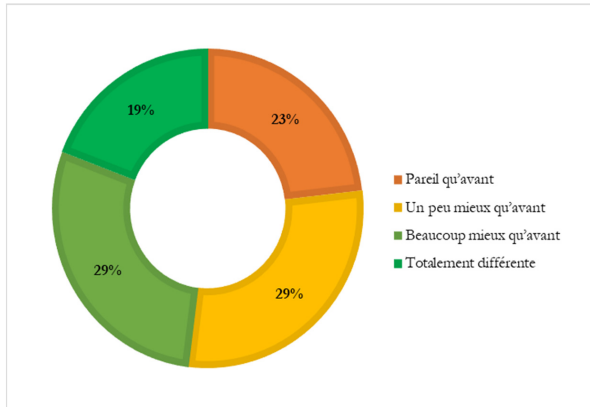
Formatted: Highlight

Tableau 9: Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre par les acteurs des chaînes de valeur

Année	Nombre d'accords conclus	Nombre d'accords mis en œuvre	Pourcentage de réalisation
2018	54	54	100%
2019	97	83	86%
2020	458	317	69%
2021	521	162	31%



Figure 25: Capacité des jeunes à faire face aux besoins de leurs ménages grâce au projet



En ce qui concerne le volet CCC, 82% des répondants reconnaissent l'existence des institutions et organes locaux de gouvernance des ressources naturelles dans leurs localités. 77% affirment avoir confiance en ces institutions et organes et 78% admettent que leur confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance s'est améliorée grâce au projet. Ceux qui mentionnent le manque de confiance en ces organes locaux avancent comme raisons : le manque de transparence dans la gestion des fonds, l'absence de compte rendu aux communautés locales sur les dépenses annuelles, et l'inexistence d'actions concrètes dans la gestion durable des ressources naturelles (GRN). Par ailleurs, selon 63% des enquêtés, le niveau d'accès à l'eau et à la terre s'est amélioré grâce à l'intervention du projet. 84% des bénéficiaires (dont 55% de femmes) affirment avoir accès aux ressources en eau et à la terre dans leurs localités. Le pourcentage de femmes ayant répondu par l'affirmative à cette question témoigne de l'impact positif du projet en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles.

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Commented [BF20]: Une discussion avec les acteurs locaux pour des solutions alternatives ou de renforcement du système existant est nécessaire

Formatted: Font color: Red

Formatted: Highlight

Par ordre d'importance, les ressources faisant objet de conflits mentionnées par les répondants sont l'eau (mentionnée par 84% des répondants), la terre (64%), les pâturages (36%), les forêts (11%) et les pistes de transhumance (6%). Les organes qui s'occupent de l'accès à la ressource à la terre et à l'eau sont principalement le comité villageois, l'organe coutumier, et la mairie. 30% des bénéficiaires affirment que des conflits liés à la gestion de l'eau et/ou des ressources naturelles existent dans leurs localités au moment de la collecte des données contre 70% ayant répondu par la négation. Les structures de gestion des conflits reportées sont les leaders communautaires (par 82% des répondants), les leaders religieux (52%), GAC (32%), CSA GIRE (21%), COFO (19%), la gendarmerie (14%), la justice (10%), et le CLE (7%). Il ressort de l'analyse des données que les participants ont une plus grande confiance vis-à-vis des leaders communautaires et religieux. Par ailleurs, ils ont moins confiance en la gendarmerie et la justice (Figure 26). De façon générale, les bénéficiaires ont une appréciation très positive de la gestion des conflits dans leurs localités (Figure 27). Toutefois, les participants ayant été peu ou pas satisfaits de la gestion des conflits sont majoritairement dans les cercles Koro et Tenenkou, et les communes de Sio, Tenenkou, et Youdiou.

Figure 26: Niveau de confiance des bénéficiaires des structures de gestion des conflits

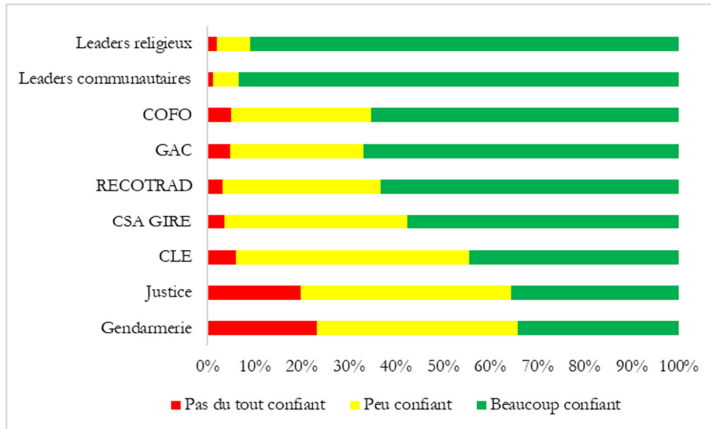
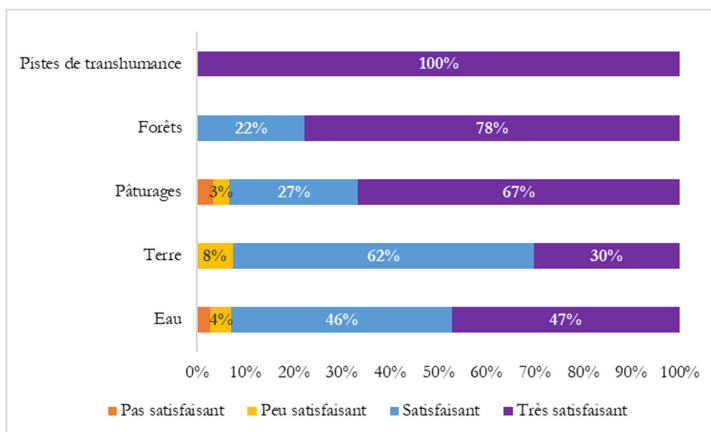


Figure 27: Appréciation de la gestion des conflits causés par chaque ressource



En somme, les perceptions des bénéficiaires du CCC sont positives car il y a plus de conciliation à l'amiable dans la communauté. Toutefois, les conséquences involontaires résultant des interventions du volet CCC sont encore inexistantes en raison de la durée relativement courte (1 an) de sa mise en œuvre.

Formatted: Highlight

4.6. Durabilité

La particularité de PASARC II/CCC est sa large composante d'activités de renforcement des capacités et de partenariat entre les différents acteurs de développement à différents niveaux de la région. Cette stratégie est un choix délibéré du projet de préparation des différents acteurs à continuer certaines activités après PASARC II/CCC. L'implication de la majorité des institutions techniques de l'Etat est un exemple illustratif de la stratégie. En effet, tous les services techniques de l'état interviewés ont non seulement la connaissance

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight



du projet maison aussi dit avoir participé à des séances de formation initiées par PASARC II/CCC les préparant à être à même de prendre le relevé. Ce sentiment est aussi partagé par les bénéficiaires ou la majorité des participants à l'atelier SEPO qui reconnaissent le renforcement de la capacité des acteurs comme la force majeure du projet (Tableau 11).

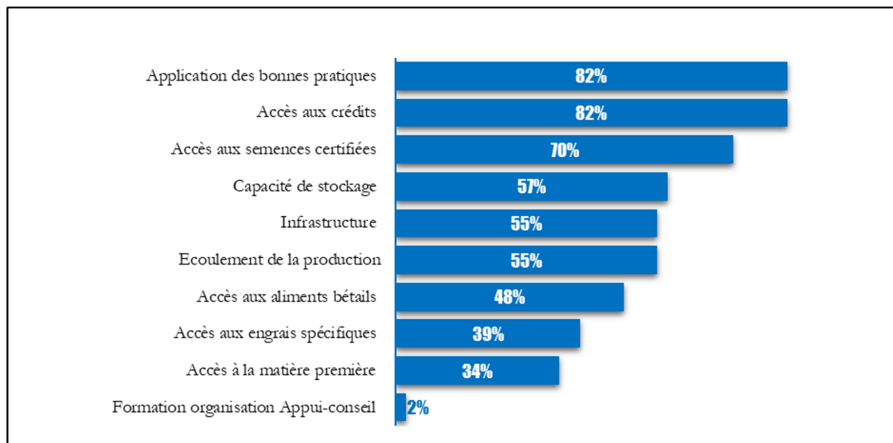
Tableau 10: Actions considérées comme un succès par les participants de l'atelier et celles qu'ils recommandent de renforcer

Actions du projet	Considérées comme succès	Devant être renforcées
Renforcement de capacités des acteurs	100%	9%
Implication des services techniques	68%	7%
Appuis spécifiques aux femmes	66%	16%
Facilité d'accès semences certifiées	64%	7%
Appels à sous projets	61%	7%
Construction d'infrastructures	61%	7%
Financement des projets des jeunes	57%	14%
Mise en place des CSA-GIRE	52%	11%
Mise en place de GAC	52%	5%
Redynamisation des CLE	50%	9%
Facilité d'accès au crédit	50%	11%
Réhabilitation d'infrastructure	43%	2%
Facilité d'accès aux intrants	43%	11%
Synergies d'actions avec les autres ONG	34%	9%
Mise en place des COFO	27%	7%

L'application des bonnes pratiques qui est la base de la durabilité de projet a été aussi reconnue par les différents acteurs durant le même atelier.

Formatted: Highlight

Figure 28: Niveaux les plus affectés par les actions mises en œuvre avec succès par PASARC II / CCC



Cette reconnaissance du renforcement des capacités des acteurs, l'effort du projet à encourager l'application des bonnes pratiques et le partenariat avec les structures techniques de l'Etat donnent l'assurance d'une stratégie de durabilité mise en place qu'il faut encourager. Aussi la mise en place des auxiliaires, des lead-formateurs et des pair-formateurs explique-t-elle cette stratégie au niveau local.

En somme, bien qu'il soit difficile de dire qu'il existe aujourd'hui un système durable au PASARC II/CCC, l'évaluation intermédiaire permet de dire qu'une stratégie conçue à cet effet est mise en place et évolue selon le contexte de Mopti.

Formatted: Highlight



Cependant, cette stratégie peut bénéficier d'une relation plus accrue avec les institutions de l'état où certaines activités techniques peuvent leur être confiées avec des cahiers de charge clairs et transparents selon l'expérience et la nature de la collaboration passée. Ceci peut permettre à ces structures de vendre prestations de services comme les entités privées. Un exemple serait de demander à l'Office Riz Mopti de présenter des projets relatifs au riz dans leur zone ou simplement de prêter en tant qu'entité pour la réalisation des infrastructures communautaires comme toute structure du secteur privé.

Aussi le support aux auxiliaires, aux ONG locales, et des paire-formateurs en structures organisées (ONG locales, coopératives, GIE etc...) pourrait-il augmenter la durabilité des activités du projet vu de plus en plus les difficultés des structures venant de l'extérieure à travailler dans les communautés où sévit désormais un environnement sécuritaire précaire.

Commented [DM21]: Avis de NEF ? voir aussi mes commentaires sur recommandations globales... / Cas services représentés au comité de sélection... Ce qui pourrait faire entorse au principe de transparence/conflict d'intérêts...

Formatted: Font color: Red



Tableau 1144: Situation à mi-parcours des indicateurs d'impact

Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mi-parcours	Sources et triangulation des données
Objectif général. Contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des populations rurales dans la zone d'intervention du projet face aux chocs liés aux changements climatiques et crises sociales en renforçant la gestion intégrée des ressources naturelles, en accroissant durablement la productivité d'un focus de chaînes de valeur du secteur rural.	IOG1 (Impact). Le pourcentage de la population ciblée vivant avec moins de 175 000 FCFA/an	55% en fin de projet au niveau des bénéficiaires directs du projet.	64,6% en 2017-2018 au niveau de l'ensemble de la région de Mopti.	42% des ménages vivent avec un revenu annuel de moins de 175 000 FCFA.	Données provenant du rapport de l'Enquête Modulaire auprès des Ménages (EMOP) 2017 de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). Il est important de vérifier que ces données n'ont pas évolué à la hausse.
	IOG2 (Impact). Pourcentage de la population bénéficiant de 3 repas par jour.	60% en fin de projet au niveau des bénéficiaires directs du projet.	34,7% en 2017-2018 au niveau de l'ensemble de la région de Mopti.	71% des participants à l'enquête ménages ont déclaré mangé 3 fois par jours.	Données provenant du rapport de l'Enquête Modulaire auprès des Ménages (EMOP) 2017 de l'Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). Il est important de vérifier que ces données n'ont pas évolué à la hausse.
	IOG3 (Impact). Pourcentage de réduction des conflits liés à la gestion de l'Eau et la GRN	20% pour les anciennes communes ciblées. 65% pour les nouvelles communes ciblées.	-40% en 2017 au niveau des communes cibles de PASARC 1 -37.5% de réduction en 2018 au niveau des nouvelles communes	64% des conflits identifiés dans les anciennes communes ont été résolus 36% des conflits identifiés dans les nouvelles communes ont été résolus	Données issues des résultats de mise en œuvre du PASARC I dépréciée de 10% en raison de l'interruption des interventions durant environ un an. Données d'enquête complémentaire menée en septembre 2020

- Formatted: Highlight
- Formatted: Highlight
- Formatted: Highlight
- Formatted: Highlight
- Formatted: Highlight



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mis parcours	Observations et Commentaires
Objectif spécifique 1. Les perspectives socio-économiques de 42 857 ménages sont améliorées à travers le développement des chaînes de valeur et de l'entrepreneuriat.	IOS1.1 (Résultat supérieur). Pourcentage d'augmentation de la production des ménages par chaîne de valeur	Bénéficiaires directs des ménages : 300 000 personnes dont 151 669 femmes et 148 331 hommes Riz : + 5% pour intensif Riz extensif +5% Fonio : + 10% Sésame : + 10% Balanites : +10% (cueilleur/ramasseur) Balanites +10% collecteur) Embouche : +10%	Riz : =5049kg/Exploitation (<i>cette production est calculée sur la base du rendement moyen fourni dans le rapport diagnostic chaîne de valeur</i>) Riz :1780/Exploitant Fonio : 475kg/ Exploitation Sésame : 240kg/ Exploitation Balanites (cueilleur/ramasseur):1226kg/Exploitation Balanites (collecteur):2856kg/Exploitation Embouche : 7têtes/ménage source BAECC/par an	Riz 7 994 kg/ par exploitation (+ 6%) Sésame 264 kg/ par exploitation (+ 10%) Fonio 450 kg/ par exploitation (- 5%) Echalotes 10560 kg/ par exploitation (67%) Balanites 337 kg/ par exploitation (12%) Embouche +39,03%	Ces données (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019) ont été calculées sur la base des superficies moyennes et des rendements moyens par exploitation et par culture. Pour le riz, cette moyenne cache une large diversité liée aux systèmes de production. Il n'y a pas ici une évolution de l'augmentation. Par contre à partir de l'année 2 du projet ces données permettent d'apprécier l'augmentation à partir de la 2 ^{ème} année de mise en œuvre du projet
	IOS1.2 (Résultat supérieur). Pourcentage d'augmentation des revenus agricoles des ménages par chaîne de valeur	Riz : + 5% pour intensif Riz+5% pour extensif Fonio : + 10% Sésame : + 10% Échalote : +0.5%(conservateur) Embouche : +5% Balanites : +10% (cueilleur/ramasseur) Balanites : +10% collecteur) :	Riz : 291 200 FCFA Riz extensif : 176 000 Fcfa/ha source BEACC Fonio : 196 656 FCFA Sésame : 80 650 FCFA Échalote : 382 500 FCFA (pour 1 tonne) Embouche : 1 064 940 FCFA Balanites (cueilleur/ramasseur) : 51319 fcfa Balanites (collecteur) : 166875 fcfa	Riz : 403 370 fcfa (39%) Sésame : 126 529 fcfa (57%) Fonio : 84 012 fcfa (- 57%) Echalotes :331 308 fcfa (59%) Balanites : 108 000 fcfa (13%)	Il s'agit des revenus actuels évalués (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Il est considéré comme la valeur de l'ensemble de la production pour une culture/chaîne de valeur. Il a été calculé sur la base de la production moyenne par culture et du prix moyen pour chaque produit. Source : Rapport d'étude chaîne de valeur Bureau d'étude Source : Base de données enquêtes BAECC/par an
Résultat 1.1. La production et la productivité des produits Agricoles des ménages sont améliorées.	IR1.1.1 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation des rendements agricole (Quantité/Ha).	Riz : + 5% pour intensif Riz : +5% pour extensif Fonio : + 10% Sésame : + 10%	Riz intensif : 3 760kg Riz extensif : 1621.14kg Fonio : 352kg/ha Sésame : 245kg/ha	Riz global : 2 217kg/ha (52%) Fonio: 421 kg/ha (20%) Sésame: 244kg/ha (-0,4%)	Ces rendements sont issus de Données collectées auprès de l'échantillon de 447 producteurs qui pratiquent au moins deux culture (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Les données collectées ont été évaluées avec les producteurs. Il est important d'être réservé et d'approfondir les recherches pour les mettre à jour au besoin mais sur la base d'informations pratiques.



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mis parcours	Observations et Commentaires
	IR1.1.2 (Résultat intermédiaire). Augmentation des surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels).	Riz : +0%/exp Fonio : +5%/Exp Sésame : +10% /Exp	1.98ha/exp (Source BEACC rapport diagnostic chaîne de valeur) Riz : 1.01 ha Fonio : 1.35ha/Exp Sésame : 0.98ha/Exp	Riz 1% Sésame 52% Fonio 86% Echalotes 14% Balanites 0%	Données issues des informations collectées auprès des producteurs (enquêtes situation de référence PASARC II, Avril 2019). Pour la chaîne de valeur riz, la moyenne est relativement assez élevée parce qu'il existe des producteurs qui ont de très grandes superficies. Ce qui cache la très grande diversité en termes de disponibilité de foncier par paysan producteurs. Il s'agit des superficies moyennes par exploitation qui servira au calcul de l'augmentation
	IR1.1.3 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre d'Ha exploités avec des pratiques éco-efficaces améliorées.	Riz : + 5% pour intensif Riz : +5% pour extensif Fonio : +5%/Exp Sésame : +10% /Exp	Riz (intensif) :1,98ha Riz (extensif) : 1,01ha/exp Fonio : 0% Sésame :0%	Riz 5% Sésame 26% Fonio 205% Echalotes 6%	0% pour nos cibles (fonio et sésame) comme référence
	IR1.1.4 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation des marges brutes par Ha.	Riz :+ 10% pour intensif Riz : + 10% Sésame :+ 10% Fonio : 10%	Riz : 241 020fcfa/ha Riz extensif 41 000fcfa/harapportdiagnosticchaîne de valeur BEACC Sésame : 58 260fcfa/ha Fonio : 161 626fcfa/ha		Les marges brutes sont la différence entre les revenus par culture diminués des charges de ladite culture. Le revenu et les charges par culture ont été évalués de façon sommaire parce qu'il n'y avait aucun moyen de trouver les informations exactes. Il serait important d'initier au cours de la mise en œuvre, l'établissement de compte d'exploitation pour au moins fournir à partir du suivi des données plus acceptables.
	IR1.1.5 (Résultat intermédiaire). Nombre de visiteurs de sites de démonstration qui adoptent au moins une technique améliorée.	300	0		Il n'y a encore pas de sites de démonstration organisés par le projet donc la situation de référence pour cet indicateur en zéro. La NEF développera au moins trois sites de démonstration par cercle qui servira à éduquer les communautés sur les avantages potentiels associés à des pratiques ou technologies particulières.
	IP1.1.1 (Produit). Nombre de producteurs uniques soutenus ayant adopté des pratiques culturales améliorées, éco efficaces.	60 000 (12000/an) soit 8571 ménages (1714/an) Dont 30% de femmes et 40% de jeunes.	0	Sur 264 producteurs enquêtés, 273 ont affirmés avoir été formé sur des pratiques culturales améliorées, éco efficaces (soit 66%). 45% parmi eux sont des femmes et 36% des jeunes.	L'indicateur de référence est zéro



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mis parcours	Observations et Commentaires
	IP1.1.2 (Produit). Superficies exploitées avec les pratiques culturales améliorées, éco efficientes	24685 Ha (4937 Ha par an) exploités avec des pratiques culturales améliorées, éco efficientes contre 16602 Ha (PASARC I)	14942 Ha	En moyenne, 1,7 ha/Exploitation sont exploités avec des pratiques culturales améliorées, éco efficientes. En extrapolant cette moyenne pour les 66% des 42 000 ménages (= 27 720 ménages), on trouve $1,7 * 27\ 720 = 47\ 124$ ha par an.	Données provenant des résultats de la première phase du PASARC I. Entre la fin de cette première phase du projet et le démarrage de la phase II, les superficies avec pratiques éco efficientes diminuent à cause de l'absence de suivi (qui motive les pratiques). Ainsi, le résultat de la phase I est déprécié de 10% pour servir de référence pour la phase II.
	IP1.1.3 (Produit). Nombre de sites de démonstration pour encourager l'adoption de pratiques améliorées.	24	0	Selon le rapport de décembre 2020, deux sites ont fait l'objet de visite (1. le site du village de Wono a été retenu pour la production de l'échalote d'hivernage et 2. La forêt de Touperé pour la démonstration de bonne pratique en matière protection de forêt et de collecte de Balanités	Il n'y a encore pas de sites de démonstration organisés par le projet donc la situation de référence pour cet indicateur en zéro. La NEF développera au moins trois sites de démonstration par cercle qui servira à éduquer les communautés sur les avantages potentiels associés à des pratiques ou technologies particulières.
Résultat 1.2. La commercialisation des produits agricoles est améliorée.	IR1.2.1 (Résultat intermédiaire). Augmentation du volume de produits vendus par les organisations de production, de conservation, transformation et commercialisation	Production de riz(intensif):2% Production de riz (extensif): 2% Production de fonio : 10% Production de sésame : 10% Transformation de riz : 2% Transformation de sésame : 10% Transformation de fonio : 10% Transformation de Balanites : 10%	Production de riz(intensif) : 35117kg Production de riz (extensif) : 40 300 kg Production de fonio : 1 333 kg Production de sésame : 635 kg Transformation de riz : 26 829 kg Transformation de sésame : 0kg Transformation de fonio : 50 kg Transformation de Balanites : 665 kg Commercialisation de fonio : 1 304 kg Commercialisation de riz : 16 778 Kg Commercialisation de sésame : 0 kg Organisation de conservation d'échalote : 3 767 kg Organisation de commercialisation d'échalote : 1 417 kg	Riz 1% Sésame -33% Fonio 148% Echalotes 41% Balanites 13% Embouche 60%	Pour cet indicateur, on fera un cumul continu des situations de référence des volumes de produits vendu par les organisations au fur et à mesure qu'on les inclut dans l'accompagnement du projet. Ainsi la situation de référence pour cet indicateur est mise à jour chaque année. Sources (enquête complémentaire septembre 2020) -PASARCH



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mis parcours	Observations et Commentaires
		Commercialisation de fonio : 10% Commercialisation de riz : 2% Commercialisation de sésame Organisation de conservation d'échalote : 5% Organisation de commercialisation d'échalote : 5% Organisation d'embouche : 10% Organisation de ramassage de balanites : 10% Organisation de collecte de balanites : 10%	Organisation d'embouche : 62 têtes Organisation de ramassage de balanites : 4 000 kg Organisation de collecte de balanites : 300 kg		
	IR1.2.2 (Résultat intermédiaire). Augmentation du chiffre d'affaires des organisations de production, de conservation, transformation et commercialisation	Production de riz : 2% Production de riz : 2% Production de fonio : 10% Production de sésame : 10% Transformation de riz : 2% Transformation de sésame : 10% Transformation de fonio : 10% Transformation échalote : 5% Transformation de Balanites : 10% Commercialisation de fonio : 10% Commercialisation de riz : 2%	Production de riz intensif : 10 076 643 FCFA Production de riz extensif : 8 060 000 FCFA Production de fonio : 243 750 FCFA Production de sésame : 304 500 FCFA Transformation de riz : 8 752 857 FCFA Transformation de sésame : 0 FCFA Transformation de fonio : 50 000 FCFA Transformation échalote : 516 156 FCFA Transformation de Balanites : 475 000 CFA Commercialisation de fonio : 251 400 FCFA Commercialisation de riz : 5 153 068 FCFA Commercialisation de sésame : 0 FCFA Organisation de conservation d'échalote : 3 122 582 FCFA Organisation de commercialisation d'échalote : 741 667 FCFA Organisation d'embouche : 15 450 000 FCFA Organisation de ramassage/cueillette de balanites : 300 000 FCFA Organisation de collecte de Balanites : 30 000 FCFA	Riz 26% Sésame 32% Fonio 182% Echalotes 24% Balanites 13% Embouche 43%	Pour cet indicateur, on fera un cumul continu des situations de référence des chiffres d'affaires des organisations au fur et à mesure qu'on les inclut dans l'accompagnement du projet. Ainsi la situation de référence pour cet indicateur est mise à jour chaque année. Source enquêtes complémentaires septembre 2020-PASARCII



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à amis parcours	Observations et Commentaires
		Commercialisation de sésame :10% Organisation de conservation d'échalote : 5% Organisation de commercialisation d'échalote : 5% Organisation d'emboche : + 10% Organisation de ramassage/cueillette de balanites : 10% Organisation de collecte de balanites : 10%			
	IR1.2.3 (Résultat intermédiaire). Augmentation du chiffre d'affaires des producteurs	Riz: + 5% pour intensif Riz : + 5% pour extensif Fonio: + 15% Sésame: + 10% Balanites : +10% (Ramasseur/cueilleur) Balanites +10% collecteur) Embouche : +10%	Riz: 291 200 FCFA Riz : extensif :176000 FCFA Fonio: 196 656 FCFA Sésame: 80 650 FCFA Balanites (Ramasseur/cueilleur) :51 319 FCFA Balanites (collecteur) : 166 875FCFA Embouche : 1 204 139 FCFA /an en moyenne (source base de données enquête BEACC)	Riz 26% Sésame 32% Fonio 182% Echalotes 24% Balanites 13%	Il s'agit de la valeur de l'ensemble de la production pour une culture/ chaîne de valeur. Il a été calculé sur la base de la production moyenne par culture et du prix moyen pour chaque produit.
	IP1.2.1 (Produit). Nombre d'OCB ayant créée ou développé une d'activité économique	460 Dont 50% d'OCB de femmes et 25% d'OCB de jeunes.	69	Sur les 161 OCB répertoriées dans la base de données NEF, 16% sont des OCB de femmes.	L'indicateur de référence est tiré des résultats du PASARC I
	IP1.2.2 (Produit). Nombre de foires régionales organisées.	4	0		L'indicateur de référence est de 0 en raison de l'inexistence de foire organisée avant cette phase



Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Situation de Référence	Situation à mi parcours	Observations et Commentaires
Résultat 1.3. Les capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs sont améliorées.	IR1.3.1 (Résultat intermédiaire). Nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur.	100	0	2018 : 54 accords 2019 : 83 accords 2020 : 317 accords 2021 : 162 accords Soit un total de 616 accords mis en œuvre entre 2018 et 2021 (selon les données de l'enquête ménage)	Le nombre de nouveaux accords est zéro.
	IR1.3.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de bénéficiaires qui ont un accord de crédit avec Nayral/NEF.	1500 (50% de femme et 50% d'homme, avec 25% de jeune)	0	62% des ménages participant à l'enquête estime avoir un accord de crédit avec Nayral/NEF. 86% des jeunes entrepreneurs ont fait la même affirmation	Le projet PASARC II n'a encore pas accompagné de bénéficiaire.
	IP1.3.1 (Produit). Nombre d'organisations gérées avec des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	460 dont 45% d'organisations de femmes	0	79% des ménages appartenant à une organisation ont déclaré que leur organisation dispose des outils organisationnels, comptables et financiers améliorés	Aucune organisation n'est encore soutenue par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.2 (Produit). Nombre de jeunes formés à la création ou au développement d'activités économiques.	900 Dont 40% de jeunes femmes.	0	90% des jeunes entrepreneurs enquêtés ont affirmé avoir été formés à la création ou au développement d'activités économiques	Aucune formation n'est encore organisée par le projet. Donc la situation de référence est zéro.
	IP1.3.3. (Produit). Nombre d'entreprises opérationnelles développées par des jeunes formés et coachés	630 dont 35% par des femmes	0	100% des 21 jeunes entrepreneurs enquêtés ont affirmé avoir bénéficié d'action de renforcement de capacité de la part du projet. Parmi eux (18/21 = 86%) ont affirmé que ces actions de renforcement de capacité ont contribué à améliorer la vie de leur entreprise	Il n'y a encore pas de jeunes soutenus dans le cadre du projet.



	IP1.3.4 (Produit). Le taux de récupération des crédits octroyés Nayral/NEF	Au moins 95%	0	Crédit chaînes de valeurs (57%) Crédit entrepreneuriat des jeunes (82%) Crédit groupement de femmes (100%)	Données provenant de NAYRAL/NEF. Il s'agit du taux de récupération actuel de crédits accordés par cette structure.
Objectif spécifique 2. La gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits est améliorée	IOS2.1 (Résultat supérieur) Nombre d'accords formels de conciliation conclus entre acteurs dans le cadre du règlement des conflits de GIRE/GRN	60	4	Sur un total de 36 conflits résolus par les GACs, 35 (soit 97%) l'ont été avec accords de conciliations conclus entre les acteurs.	L'indicateur de référence est tiré des résultats du PASARC I
	IOS2.2 (Résultat supérieur). Pourcentage de citoyens dont la confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance, s'est amélioré.	60% dans les anciennes communes cibles. 50% dans les nouvelles communes cibles.	40% dans les anciennes communes	94% des personnes enquêtées ont affirmé avoir confiance aux organes locaux de gouvernance de prévention et de gestion des conflits	Ce pourcentage résulte de la mise à jour des résultats du PASARC I à travers l'utilisation d'un coefficient de correction qui traduit une augmentation probable des conflits en l'absence d'un mécanisme soutenu de prévention et gestion de conflits pendant la période de flottement (entre les deux projets)
Résultat 2.1. Les capacités de gouvernance des ressources naturelles sont améliorées.	IR2.1.1 (Résultat intermédiaire). Nombre d'instance de gestion qui ont accès, utilisent et diffusent les informations sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau	Au moins 90 instances de gestion qui ont accès, utilisent et diffusent les informations sur la quantité, qualité et la disponibilité des ressources en l'eau	10 Instances de gestion ont accès à l'information dont 9 instances diffusent les informations sur la disponibilité et la qualité de l'eau et 8 Instances de gestion diffusent les informations sur la bonne gestion de l'eau en 2018	16/24 (67%) des CSA-GIRE ont affirmé avoir accès à l'information sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau. Parmi eux 14/16 (86%) ont affirmé avoir utilisé ces informations	Résultat de l'enquête complémentaire menée en septembre 2020-PASARCII
	IR2.1.2 (Résultat intermédiaire). Nombre de membres d'instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles dont les capacités sont renforcées	+2300 membres dont 40% des femmes et 30% des jeunes	3 430 personnes formées dont 39% de femmes (1338 femmes) et 40% de jeunes (1372)		L'indicateur de référence est tiré du rapport d'évaluation finale du PASARC I



IR2.1.3 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier.	15%	46%		Cette information provient des données collectées auprès de l'échantillon de producteurs.
IR2.1.4 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles.	Femmes : +5% Jeunes : +8%	Femme : 25% (30/116) Jeune : 32% (38/116)		Informations provenant des focus groups au niveau de 08 instances de gouvernance de ressources naturelles
IP2.1.2 (Produit). Nombre de nouveaux plans collaboratifs de gestion et d'utilisation des ressources.	27	52		La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I
IP2.1.3 (Produit). Nombre de nouvelles conventions locales de GRN partagées ou d'accords fonciers.	16	81		La situation de référence de cet indicateur est tirée des résultats du PASARC I
IP2.1.4 (Produit). Nombre de plans de développement locaux révisés.	19	21		La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I
IP2.1.5 (Produit). Nombre d'accords fonciers établis.	85	76	21 accords fonciers établis	La situation de référence de cet indicateur est tirée du rapport d'évaluation finale du PASARC I
IP2.1.6 (Produit). Nombre de comités au niveau des cercles et communes créés et/ou dynamisés en GIRE/GRN.	46	30	10/24 (42%) CSA-GIRE ont déclaré avoir bénéficié de la formation donnée par la NEF	La situation de référence de cet indicateur est tirée des résultats du PASARC I
IP2.1.7 (Produit). Le nombre d'acteurs (élus, services techniques, Producteurs) dont les capacités en GRN sont améliorées	500	2250	315 acteurs dont GAC : 173 acteurs dont 41 femmes CLE et CSA-GIRE : 142 membres dont 22 femmes.	La situation de référence de cet indicateur est tirée des résultats du PASARC I



Résultat 2.2. Les capacités de prévention et de gestion des conflits sont améliorées.	IR2.2.1 (Résultat intermédiaire). Pourcentage de conflits liés à la gestion de ressources naturelles géré par les instances de prévention et de gestion des conflits.	20%	68,75% dans les nouvelles communes 71,4% dans les anciennes communes	Selon les données de septembre 2020, les GAC ont géré (traité) 21% des conflits identifiés.	Source enquête complémentaire septembre PASARCII année de référence 2018
	IR2.2.2 (Résultat intermédiaire). Pourcentage de réduction du nombre de nouveaux conflits grâce aux actions de prévention menées par les instances de prévention et de gestion des conflits.	30%	25% de réduction de nouveaux conflits		Source enquête complémentaire septembre PASARCII : Année de référence 2018
	IR2.2.2 (Résultat intermédiaire). Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de prévention et de gestion des conflits liés à la gestion de ressources naturelles.	Femmes : +5% Jeunes : +10% 42 (dont 19 nouveaux)	Femme : 9% (25/258) Jeune : 12% (31/258)	Femme (103/327 = 31%) soit une évolution de 225% par rapport à la Baseline. Jeune 61/327 = 19%) soit une évolution de 55% par rapport à la Baseline.	Les jeunes et les femmes sont moins impliqués à la gestion et la prévention des conflits en raison de considérations culturelles.
	IP2.2.3 (Produit). Nombre de groupes d'apprentissage créés ou renforcés pour la prévention et la gestion des conflits (et fonctionnels).		23	41 (dont 18 nouveaux)	23 Groupes d'apprentissage ont été créés et/ou renforcés par le PASARC I.
	IP2.2.4 (Produit). Nombre de commissions foncières communales (COFO) dynamisées et fonctionnelles par le projet.	42	0		La situation de cet indicateur est zéro puisque le projet n'est encore pas en œuvre



5. CONCLUSION

Cette évaluation intermédiaire a consisté à déterminer la pertinence, couverture, efficacité, efficience, impact et viabilité/durabilité du projet afin d'apprécier les progrès observés tout en suggérant de nouvelles pistes capables d'améliorer les activités futures.

Adéquation et pertinence : La conception du projet était appropriée et pertinente pour atteindre les résultats escomptés. Les résultats suggèrent que les activités du projet sont alignées avec les besoins des différents et avec les objectifs attendus. Les activités étaient pertinentes et utiles pour les bénéficiaires. De plus, les bénéficiaires, le personnel et les partenaires, y compris les agences gouvernementales locales, perçoivent positivement la pertinence des composantes du programme. De même, des entretiens conduits sur le terrain, il ressort que la vision, les objectifs, et les résultats attendus du volet CCC sont pertinents au regard du contexte de la région et des besoins des communautés

Cependant, durant l'atelier de SEPO, certains participants ont suggéré **le renforcement des activités de l'objectif spécifique 2 surtout les activités liées à la gestion des conflits et à la cohésion sociale. Aussi, est-il la revue et la faisabilité d'ajout de nouvelles chaînes de valeurs capables de créer des opportunités aux femmes.**

Formatted: Font color: Red

Couverture : La plupart des communautés et parties prenantes interrogées ont trouvé la couverture du programme très satisfaisante. Ils étaient très satisfaits des efforts du PASARC II/CCC pour atteindre les communautés les plus éloignées, les moins sécurisées et les moins desservies. Cependant, **l'évaluation intermédiaire encourage l'équipe du projet à analyser la nature d'engagement des acteurs vulnérables dans les communes à grands risques pour préserver la sécurité de ces acteurs pour qu'ils ne deviennent pas la cible de leur milieu à cause de leur engagement local.**

Formatted: Font color: Red

Efficacité : Bien que le projet ait connu un certain retard avec l'étude référentielle finalisée en octobre 2019, les stratégies et les efforts d'implémentation du projet ont été jugés efficaces quant aux objectifs et activités assignés au projet et contenus dans le cadre logique. Les statistiques et la perception des acteurs sont positives quant à l'atteinte des objectifs en dehors des difficultés relatives au paiement des crédits. Aussi les résultats révèlent-ils que le projet a été efficace dans son approche de sélection des outils de gestion, du suivi et d'évaluation. Les données quantitatives, les groupes de discussion et les entretiens avec des informateurs clés ont révélé un effort considérable envers l'autonomisation des femmes, une augmentation des revenus des acteurs, une diminution sensible des conflits liés à la gestion intégrée des ressources naturelles et de l'eau.

Tous ces efforts ne pourront être durables sans la sécurité des biens et des personnes **et un système de suivi de terrain basé sur des locaux disponibles et connaissant leur milieu.**

Commented [DM22]: Hors champs NEF !

Formatted: Font color: Red

Efficience : Les différentes analyses issues des documents et de la discussion avec les acteurs ont montré que le projet est efficient vu les activités, le nombre et la nature des bénéficiaires de même que le contexte de son implémentation.

Cependant, pour renforcer le système de passation des marchés, beaucoup de partenaires ont souhaité la participation des acteurs locaux et techniciens relatifs aux projets sélectionnés à la sélection des solutions locales alternatives moins chères et adaptées.

Formatted: Font color: Red

Impact /Effet : Cette section présente les effets du PASARC/CCC perçus par les bénéficiaires. L'évaluation intermédiaire apprécie les impacts du projet à travers l'exploitation des rapports d'activités et d'exécution du projet, l'analyse des perceptions des bénéficiaires collectées au cours d'entretiens individuels et focus groupes, et la synthèse des discussions au cours de l'atelier SEPO.



Les statistiques et les discussions attestent des effets positifs perçus par les bénéficiaires directs du PASARC/CCC. Les tendances se dessinent de manière claire et sous-entendent que si les actions du projet continuent, les impacts pourront induire un changement transformationnel aussi bien économique que social.

En ce qui concerne le volet CCC, 82% des répondants reconnaissent l'existence des institutions et organes locaux de gouvernance des ressources naturelles dans leurs localités. 77% affirment avoir confiance en ces institutions et organes et 78% admettent que leur confiance envers les institutions et organes locaux de gouvernance s'est améliorée grâce au projet. Par ailleurs, 39.29% des répondants affirment avoir conclu des accords avec d'autres acteurs de votre chaîne de valeurs grâce au projet. De ces accords conclus, 84.09% sont formels. De plus, depuis le début du projet, le nombre de nouveaux accords de collaboration conclus et mis en œuvre par les acteurs des chaînes de valeur ont augmenté

Ces statistiques sont des changements tangibles et des éléments de plus-value de PASARC II/CCC. Par ailleurs, à travers ces accords signés entre différentes catégories d'acteurs, l'approche de la chaîne de valeur du projet contribue à créer un changement durable et systémique et permet aux acteurs de la chaîne de valeur à créer des liens durables intra et inter maillons d'une part et avec les marchés d'autre part.

Viabilité/durabilité : Bien qu'il soit difficile de dire qu'il existe aujourd'hui un système viable au PASARC II/CCC, l'évaluation intermédiaire permet de dire qu'une stratégie conçue à cet effet est mise en place et évolue selon le contexte de Mopti. Si la même stratégie continue, la viabilité /la durabilité du projet sera assurée.

Cependant, cette stratégie peut bénéficier d'une relation plus accrue avec les institutions de l'État où certaines activités techniques peuvent leur être confiées avec des cahiers de charge clairs et transparents selon l'expérience et la nature de la collaboration passée. Ceci peut permettre à ces structures de compétir à des prestations de services comme les entités privées. Un exemple serait de demander à l'Office Riz Mopti de présenter des projets relatifs au riz dans leur zone ou simplement de compétir en tant qu'entité pour la réalisation des infrastructures communautaires comme toute structure du secteur privé.

Aussi le support aux auxiliaires, aux ONG locales, et des paire-formateurs en structures organisées (ONG locales, coopératives, GIE etc...) pourrait-il augmenter la durabilité des activités du projet vu de plus en plus les difficultés du des structures venant de l'extérieur à travailler dans les communautés où sévit désormais un environnement sécuritaire précaire

A partir de tous les éléments issus des critères d'évaluation, il ressort que le projet PASARC II/CCC est en droite ligne pour l'atteinte de la plupart des objectifs dans le moyen et long terme. Cependant, l'équipe de consultants estime qu'il est nécessaire qu'une discussion soit faite autour de la priorisation des chaînes des valeurs, de l'entrepreneuriat des jeunes, de la gestion intégrée des ressources naturelles, de l'eau et des conflits. L'équipe d'évaluation estime nécessaire :

- La révision des chaînes de valeurs et indicateurs y afférant tout en priorisant les chaînes les plus importantes en matière d'opportunités et de résilience surtout pour les femmes et les jeunes. Cette révision pourra s'accompagner d'une analyse plus approfondie pourra prendre en compte les autres maillons des chaînes existantes (vente des intrants, transformation et commercialisation). Tout ceci se fera avec les acteurs après une analyse comparative de ces chaînes avec la possibilité d'analyser de nouvelles (arachides / zaban / aviculture / moringa).
- Pour ce qui concerne les crédits, l'équipe de consultants recommande la suspension des crédits dans les cercles où résident les promoteurs ayant un taux de non-paiement élevé pour une revue de la situation. Elle suggère aussi une rencontre avec les acteurs du projet dans ces cercles pour mieux

Formatted: Highlight

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red

Formatted: Highlight

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red



comprendre la situation. Ces discussions devront permettre aux responsables de Nayral et de PASARC II/CCC de gérer les problèmes inhérents à cette composante du projet. L'ouverture de la possibilité de travailler avec d'autres organisations devra être analysée compte du fait que Nayral n'intervient pas dans tous les cercles.

Formatted: Font color: Red

- Un renforcement du système de travail avec les auxiliaires les aidant à se mettre en structures organisées et capitalisant leurs connaissances du milieu pour une intervention et un suivi plus rigoureux. Ceci sera fait avec un cahier de charge annuel qui sera renouvelé à partir des performances du terrain. Ce modèle peut être piloté dans certains cercles avant une adoption plus générale.
- Le suivi au niveau local de l'application en milieu réel des formations reçues durant la formation des formateurs.
- La possibilité pour les consultants locaux de supporter un peu plus le système de suivi-évaluation en réduisant les responsabilités de AKVO à la formation et à un suivi trimestriel.
- Un renforcement de collaboration avec les institutions de l'État après une étude au cas par cas.
- La revue de la sélection des projets d'investissement communautaire en utilisant des techniciens avec la possibilité pour les services techniques de soumissionner pour des prestations de services comme le secteur privé.

Commented [DM23]: Certains sont déjà représentés au comité de sélection... Ce qui pourrait faire entorse au principe de transparence/conflict d'intérêts...

Formatted: Font color: Red

Formatted: Font color: Red



6. ANNEXES

V.1. Questionnaire auprès des ménages

Questions	Réponses
Identification	
Localité	_____
Géo localisation du ménage	_____
Nom et Prénom du répondant	_____
Sexe	1. Homme 2. Femme
Age	_____
Type du répondant	1. Chef de ménage 2. Conjoint(e) du chef de ménage 3. Fils/fille du chef de ménage 4. Frère/sœur du chef de ménage 5. Autres (à préciser) _____
Contact	_____
Combien de personnes composent votre ménage au total?	_____
Nombre de femmes adultes dans le ménage	_____
Nombre d'enfants dans le ménage ?	_____
Votre ménage était-il bénéficiaire du projet PASARC NEF ?	1. Oui 2. Non
Quelle est votre profil ?	1. Producteur/trice 2. Transformateur/trice 3. Commerçant (e) 4. Fournisseurs d'intrants 5. Embouches 6. Ramasseur /euse de Balanites 7. Collecteur/trice de Balanites 8. Conservateur /trice



	9. Autres (à préciser) _____
<i>Pour les producteurs/trices</i>	
Quel est le type de votre exploitation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Individuelle 2. Familiale
Que produisez – vous ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Riz 2. Fonio 3. Sésames 4. Echalotes 5. Balanites 6. Embouche 7. Autres (à préciser) _____
Si oui comment fonctionne t-il ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 2. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 3. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement en espèce en détail 4. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en nature à la livraison 5. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce à la livraison 6. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce en détail après livraison 7. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 8. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 9. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce en détail 10. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 11. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 12. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail 13. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 14. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 15. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail
Notes explicatives	



<i>Pour les transformateurs/trices</i>																	
Quel est le type de votre unité de transformation ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Unité de transformation artisanale 2. Unité de transformation semi artisanale 3. Unité de transformation moderne 																
Que transformez – vous ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Matière première</th> <th>Produits dérivés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Riz</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Fonio</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Sésame</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Balanites</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Echalotes</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Viande</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Autres à préciser</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Matière première	Produits dérivés	Riz		Fonio		Sésame		Balanites		Echalotes		Viande		Autres à préciser	
	Matière première	Produits dérivés															
	Riz																
	Fonio																
	Sésame																
	Balanites																
	Echalotes																
	Viande																
Autres à préciser																	
Si oui comment fonctionne t-il ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 2. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 3. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement en espèce en détail 4. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en nature à la livraison 5. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce à la livraison 6. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce en détail après livraison 7. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 8. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 9. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce en détail 10. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 11. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 12. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail 13. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison 14. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison 15. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail 																



Notes explicatives	
<i>Pour les commerçant(e)s / négociants / intermédiaires</i>	
Quel est le type de votre unité de commerce ?	<ol style="list-style-type: none">1. vente de produits en détail2. vente de produits en gros
Que vendez – vous ?	<ol style="list-style-type: none">1. Riz2. Fonio3. Sésames4. Echalotes5. Balanites6. Embouche7. Autres (à préciser) _____
Si oui comment fonctionne t-il ?	<ol style="list-style-type: none">1. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison2. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison3. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement en espèce en détail4. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en nature à la livraison5. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce à la livraison6. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce en détail après livraison7. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison8. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison9. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce en détail10. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison11. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison12. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail13. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison



	<p>14. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison</p> <p>15. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail</p>
Notes explicatives	
<i>Pour les fournisseurs d'intrants</i>	
Quels intrants vendez – vous ?	<p>1. Engrais (à préciser) _____</p> <p>2. Semences</p> <p>3. Pesticides</p> <p>4. Équipements</p> <p>5. Aliment bétail</p> <p>6. Autres (à préciser) _____</p>
Appartenez-vous à une organisation ?	<p>1. Oui</p> <p>2. Non</p>
Si oui, laquelle ?	<p>1. GIE</p> <p>2. OCB</p> <p>3. Autres à préciser</p>
Appartenez-vous à un cluster ?	<p>1. Oui</p> <p>2. Non</p>
Si oui comment fonctionne t-il ?	<p>1. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison</p> <p>2. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison</p> <p>3. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement en espèce en détail</p> <p>4. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en nature à la livraison</p> <p>5. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce à la livraison</p> <p>6. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce en détail après livraison</p> <p>7. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison</p> <p>8. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison</p>



	<ol style="list-style-type: none">9. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce en détail10. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison11. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison12. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail13. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison14. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison15. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail
Notes explicatives	
<i>Pour les embouches</i>	
Quel est le type de votre unité d'embouche ?	<ol style="list-style-type: none">1. Individuelle2. Familiale
Si oui comment fonctionne t-il ?	<ol style="list-style-type: none">1. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison2. Achat sous contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison3. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement en espèce en détail4. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en nature à la livraison5. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce à la livraison6. Achat sous contrat en précommande avec avance et paiement au comptant en espèce en détail après livraison7. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en nature à la livraison8. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison9. Achat sans contrat en précommande sans avance avec paiement au comptant en espèce en détail10. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison11. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison



	<p>12. Achat sans contrat en précommande avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail</p> <p>13. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en nature à la livraison</p> <p>14. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce à la livraison</p> <p>15. Achat sans contrat après production avec avance avec paiement au comptant en espèce en détail</p>															
Notes explicatives																
Généralités : Amélioration des revenus, de l'alimentation et de la réduction des conflits GIRE /GRN																
Quelle était votre revenu annuel avant le projet ? (2017)																
Quelle est votre revenu annuel actuel ? (2020)																
Combien de fois mangiez-vous par jour généralement en 2017 ? (Cochez la bonne réponse)	<p>1. 1 fois</p> <p>2. 2 fois</p> <p>3. 3 fois</p> <p>4. Plus de 3 fois</p>															
Combien de fois mangez-vous par jour généralement actuellement ? (Cochez la bonne réponse)	<p>1. 1 fois</p> <p>2. 2 fois</p> <p>3. 3 fois</p> <p>4. Plus de 3 fois</p>															
<p>Il y a-t-il des conflits liés à la gestion de l'eau dans votre localité ?</p> <p>Si oui remplissez le tableau suivant</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Rarement</th> <th>Souvent</th> <th>Très souvent</th> <th>Causes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ressources en eau en 2017</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Ressources en eau en 2020</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Rarement	Souvent	Très souvent	Causes	Ressources en eau en 2017					Ressources en eau en 2020				
	Rarement	Souvent	Très souvent	Causes												
Ressources en eau en 2017																
Ressources en eau en 2020																
Il y a-t-il des conflits liés à la gestion des ressources	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Rarement</th> <th>Souvent</th> <th>Très souvent</th> <th>Causes</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Rarement	Souvent	Très souvent	Causes										
	Rarement	Souvent	Très souvent	Causes												



naturelles dans votre localité ? Si oui remplissez le tableau suivant	Ressources Naturelles en 2017				
	Ressources Naturelles en 2020				

Analyse de l'amélioration de la production et la productivité des produits Agricoles des ménages

De combien ont augmenté votre rendement agricole de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	CVA	Rendement en 2017	Rendement en 2020	Différence / Augmentation
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			

De combien ont augmenté votre surface cultivée de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	CVA	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels) en 2017	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha additionnels) en 2020	Différence / Augmentation
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			
	Balanites			
	Embouche			

De combien a augmenté votre production agricole, quantité balanites ramassée/collectée et de nombre de tête embouché de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ? (Veuillez adapter la question à chaque chaîne de valeur)	CVA	Production en 2017	Production en 2020	Pourcentage d'augmentation de la production
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			
	Balanites			
	Embouche			

De combien ont augmenté vos revenus agricoles de 2017 à	CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation
	Riz			
	Fonio			



aujourd'hui par chaîne de valeur ?	Sésames				
	Echalotes				
	Balanites				
	Embouche				
Avez-vous été formés sur les pratiques éco-efficientes améliorées ?	3. Oui 4. Non				
Si oui, de combien ont augmenté vos superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées en 2017	Superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées en 2020	Différence / Augmentation	
	Riz				
	Fonio				
	Sésames				
De combien ont augmenté vos marges brutes de 2017 à aujourd'hui ? (L'établissement du compte d'exploitation ici par CVA est nécessaire)	CVA	Marges brutes à l'hectare en 2017	Marges brutes en l'hectare 2020	Différence / Augmentation	
	Riz				
	Fonio				
	Sésames				
Pensez-vous que ces différences observées sont dues aux actions du projet ? Justifier	1. Oui 2. non				
Analyse de l'amélioration de la commercialisation des produits agricoles					
Quelle est le volume de produits vendus de production, de conservation, transformation et commercialisation ?		Volume Produits en 2017	Volume Produits en 2020	Différence / Augmentation	
	Production				
	Conservation				
	Transformation				
	Commercialisation				



De combien a augmenté le chiffre d'affaires de votre organisation de 2017 à aujourd'hui ?		Chiffre d'affaires en 2017	Chiffre d'affaires en 2020	Différence / Augmentation
	Production			
	Conservation			
	Transformation			
	Commercialisation			
Avez-vous conclu des accords avec d'autres acteurs de votre chaîne de valeurs grâce au projet ?	<ol style="list-style-type: none"> Oui Non 			
Si oui lesquelles ?	<ol style="list-style-type: none"> Fournisseurs Producteurs Commerçant Transformateurs Autres (à préciser) _____ 			
Ces accords sont-ils formels ?	<ol style="list-style-type: none"> Oui Non (Pourquoi ?) _____ 			
Combien de nouveaux accords de collaboration sont conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur depuis le début du projet ?		Nbr d'accords conclus	Nbr d'accords mis en œuvre	
	2018			
	2019			
	2020			
	2021			
Analyse de l'amélioration des capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs				
Avez-vous connaissance de l'existence du Fonds d'Investissement communautaire ?	<ol style="list-style-type: none"> Oui Non 			
Si oui avez-vous/votre organisation/communautés pu bénéficier de ce Fonds d'Investissement communautaire ?	<ol style="list-style-type: none"> Oui Non Ne sais pas 			



Si oui quelles étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fonds ?	
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui (Justifier) _____2. Non (Justifier) _____3. Ne sais pas
Avez-vous connaissance de l'existence du Fond de crédit renouvelable de développement des chaînes de valeurs ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non
Si oui, comment en avez-vous été informé ?	<ol style="list-style-type: none">1. Radio2. Atelier3. Bouche à oreille4. Autres (à préciser) _____
Avez-vous pu bénéficier de fond crédit ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non (Pourquoi ?) _____
Si oui, de quel type de produit avez-vous bénéficié ?	<ol style="list-style-type: none">1. Crédit chaînes de valeurs2. Crédit entrepreneuriat des jeunes3. Crédit groupement de femmes
Si oui quelles étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fond ?	
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui (Justifier) _____2. Non (Justifier) _____
Avez-vous pu rembourser cet emprunt ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non (Pourquoi ?) _____
Appartenez-vous à une organisation professionnelle ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non (Pourquoi ?) _____
Si oui, votre organisation dispose-elle des outils	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non



organisationnels, comptables et financiers ?	
Si oui, lesquels ?	
Si non pourquoi ?	
Analyse de l'amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits	
Quel est le nombre d'accords formels de conciliation conclus entre acteurs dans le cadre du règlement des conflits de GIRE/GRN ?	
Avez-vous été de près ou de loin mêlé à un conflit lié à la GIRE /GRN ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non
Si oui laquelle de ces deux ressources étaient mise en causes ?	
Quelle étaient les causes de ce conflit ?	
Il y a-t-il eu des pertes en vies humaines à cause de ce conflit ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non
Si oui combien ?	
Comment ce conflit a-t-il été géré ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Au commissariat de police 2. La Justice 3. Par le CLE 4. Par le CSA GIRE 5. Par le RECOTRAD 6. GAC 7. Par la COFO 8. Autres (à préciser) _____
Comment avez-vous apprécié la gestion de ce conflit ? Justifiez	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pas satisfaisant 2. Peu satisfaisant 3. Satisfaisant 4. Très satisfaisant



Avez-vous plus confiance aux différents structures et mécanisme de gestion des conflits ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui (Justifier) _____2. Non (Justifier) _____
Si oui, lesquelles inspirent le plus votre confiance ?	<ol style="list-style-type: none">1. Au commissariat de police2. La Justice3. Par le CLE4. Par le CSA GIRE5. Par le RECOTRAD6. GAC7. Par la COFO



V.2. Entretien avec les OCB

Questions	Réponses
Identification	
Cercle	_____
Commune	_____
Géolocalisation du village	_____
Nom de l'organisation	_____
Caractéristique de l'organisation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Masculine 2. Féminine 3. Jeune 4. Mixte
Nombre de membre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Homme 2. Femme 3. Jeune
Nom et prénom de la personne de ressource	_____
Contact de la personne de ressource	_____
Quel est l'activité principale de votre OCB ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Production (Préciser) _____ 2. Transformation (Préciser) _____ 3. Commercialisation (Préciser) _____ 4. Conservation (échalote)
Analyse de la pertinence	
Comment votre OCB a-t-elle été sélectionnées ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Selon des critères préalablement fixés et partagés avec nous 2. Selon des critères fixés, mais non partagés avec nous 3. Nous ne savons exactement comment la sélection était faite 4. Autres (à préciser) _____
Pourquoi votre OCB a-t-elle été sélectionnées ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Parce que nous sommes des femmes 2. Parce que nous sommes des acteurs de la chaîne de valeur 3. Parce que nous sommes des jeunes 4. Parce que nous avons soumis un sous projet 5. Autres (à préciser) _____
Les actions du projet vis – à – vis de votre OCB ont – elles été discutées ou planifiées avec vous ? Si oui, dites comment !	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui (Préciser) _____ 2. Non



Les actions du projet vis – à – vis de votre OCB sont-elles en adéquation avec vos besoins prioritaires ? Justifier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui (Justifier) _____ 2. Non
Quelles sont les actions dont votre OCB a bénéficié de la part du projet ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation 2. Les mises en relations entre acteurs de chaîne valeur 3. Dotation en matériel 4. Crédit de développement de chaîne de valeur 5. Réhabilitation des infrastructures 6. Constructions d'infrastructures 7. Aménagements hydroagricoles 8. Dotation en semence améliorée 9. Autres (Préciser) _____
Comment appréciez-vous les actions du projet vis – à – vis de votre OCB ? Justifier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pas satisfaisant 2. Peu satisfaisant 3. Satisfaisant 4. Très satisfaisant
Analyse de l'efficacité	
Avez-vous été informés des actions du projet ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non
Si oui comment ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Radio 2. TV 3. Atelier 4. Bouche à oreille 5. Autres (Préciser) _____
Avez-vous été initié à la formulation de sous projet dans le cadre de ce projet ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non
Si oui, comment appréciez-vous cette / ces formation / s ? Justifier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pas satisfaisant 2. Peu satisfaisant 3. Satisfaisant 4. Très satisfaisant
Avez-vous bénéficié d'action de renforcement de capacité de la part du projet ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui 2. Non
Si oui, dites lesquelles ?	<ol style="list-style-type: none"> 1. Principe de base de la création et de la gestion d'entreprise



	<ol style="list-style-type: none"> 2. Élaboration de plan d'affaire 3. Commercialisation 4. Approche client 5. Accès et gestion des crédits 6. Bonne gouvernance 7. Bonnes pratiques culturelles 8. Bonnes pratiques post-récoltes 9. Techniques d'embouche 10. Approche chaîne de valeur 11. Autres (Préciser) _____ 																																
Pensez-vous que ces actions de renforcement de capacité ont contribué à améliorer la vie de votre OCB ? Justifier	<ol style="list-style-type: none"> 1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____ 																																
De combien a augmenté la production / capacité de transformation/ le nombre de têtes/la capacité de ramassage de Balanites/la capacité de collecte de Balanites/ la capacité de conservation d'échalote de votre OCB de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th>CVA</th> <th>Production/ capacité de transformation en 2017</th> <th>Production/ capacité de transformation en 2020</th> <th>Pourcentage d'augmentation de la production</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Riz</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Fonio</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Sésame</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Echalote</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Balanites</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Embouche</td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	CVA	Production/ capacité de transformation en 2017	Production/ capacité de transformation en 2020	Pourcentage d'augmentation de la production	Riz				Fonio				Sésame				Echalote				Balanites				Embouche							
CVA	Production/ capacité de transformation en 2017	Production/ capacité de transformation en 2020	Pourcentage d'augmentation de la production																														
Riz																																	
Fonio																																	
Sésame																																	
Echalote																																	
Balanites																																	
Embouche																																	
De combien ont augmenté vos revenus agricoles de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th>CVA</th> <th>Revenus en 2017</th> <th>Revenus en 2020</th> <th>Différence / Augmentation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Riz</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Fonio</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Sésames</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Echalotes</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Balanites</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Embouche</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Autres (à préciser)</td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation	Riz				Fonio				Sésames				Echalotes				Balanites				Embouche				Autres (à préciser)			
CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation																														
Riz																																	
Fonio																																	
Sésames																																	
Echalotes																																	
Balanites																																	
Embouche																																	
Autres (à préciser)																																	
De combien ont augmenté votre rendement agricole de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th>CVA</th> <th>Rendement en 2017</th> <th>Rendement en 2020</th> <th>Différence / Augmentation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Riz</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Fonio</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Sésames</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Echalotes</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Balanites</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Embouche</td><td></td><td></td><td></td></tr> <tr><td>Autres (à préciser)</td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	CVA	Rendement en 2017	Rendement en 2020	Différence / Augmentation	Riz				Fonio				Sésames				Echalotes				Balanites				Embouche				Autres (à préciser)			
CVA	Rendement en 2017	Rendement en 2020	Différence / Augmentation																														
Riz																																	
Fonio																																	
Sésames																																	
Echalotes																																	
Balanites																																	
Embouche																																	
Autres (à préciser)																																	
De combien ont augmenté votre surface cultivée de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	<table border="1"> <thead> <tr> <th>CVA</th> <th>Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)</th> <th>Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)</th> <th>Différence / Augmentation</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td></td><td></td><td></td><td></td></tr> </tbody> </table>	CVA	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)	Différence / Augmentation																												
CVA	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)	Surfaces cultivées (Nombre d'Ha)	Différence / Augmentation																														



		additionnels) en 2017	additionnels) en 2020	
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			
	Echalotes			
	Balanites			
	Embouche			
	Autres (à préciser)			
Avez-vous été formés sur les pratiques éco-efficientes améliorées ?	1. Oui 2. Non			
De combien ont augmenté vos superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées en 2017	Superficies exploitées avec des pratiques éco-efficientes améliorées en 2020	Différence / Augmentation
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			
	Echalotes			
	Balanites			
	Embouche			
	Autres (à préciser)			
De combien ont augmenté vos marges brutes à l'hectare de 2017 à aujourd'hui ? (L'établissement du compte d'exploitation ici par CVA est nécessaire)	CVA	Marges brutes en 2017	Marges brutes en 2020	Différence / Augmentation
	Riz			
	Fonio			
	Sésames			
	Echalotes			
	Balanites			
	Embouche			
	Autres (à préciser)			
Pensez-vous que ces différences observées sont dues aux actions du projet ? Justifier	1. Oui 2. Non			
Quelle est le volume de produits vendus par votre organisation de production, de conservation, transformation et commercialisation ?		Volume Produits en 2017	Volume Produits en 2020	Différence / Augmentation
	Production			
	Conservation			
	Transformation			
	Commercialisation			
De combien a augmenté le chiffre d'affaires de votre organisation de 2017 à aujourd'hui ?		Chiffre d'affaires en 2017	Chiffre d'affaires en 2020	Différence / Augmentation
	Production			



	Conservation			
	Transformation			
	Commercialisation			
Avez-vous conclu des accords avec d'autres acteurs de votre chaîne de valeurs grâce au projet ?	1. Oui 2. Non			
Si oui lesquelles ?	1. Fournisseurs 2. Producteurs 3. Commerçant 4. Transformateurs 5. Autres (à préciser) _____			
Ces accords sont-ils formels ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____			
Combien de nouveaux accords de collaboration sont conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur depuis le début du projet ?		Nbr d'accords conclus	Nbr d'accords mis en œuvre	
	2018			
	2019			
	2020			
	2021			
Dans quelle mesure les actions du projet sont-elles répliquables 'hors projet' selon vous ?				
Analyse de l'amélioration des capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs				
Avez-vous connaissance de l'existence du Fonds d'Investissement communautaire ?	1. Oui 2. Non			
Si oui avez-vous pu bénéficier de ce Fonds d'Investissement communautaire ?	1. Oui 2. Non			
Si oui quelle étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fond ?				
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____			
	1.			
Avez-vous connaissance de l'existence du Fonds de crédit renouvelable de développement des chaînes de valeurs ?	1. Oui 2. Non			
Si oui, comment en avez-vous été informé ?	1. Radio 2. Atelier 3. Bouche à oreille			



	4. Autres (à préciser) _____
Avez-vous pu bénéficier de fonds crédit ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____
Si oui, de quel type de produit avez-vous bénéficié ?	1. Crédit chaînes de valeurs 2. Crédit entrepreneuriat des jeunes 3. Crédit groupement de femmes
Si oui quelles étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fonds ?	
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Avez-vous pu rembourser cet emprunt ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____
Votre organisation dispose-elle des outils organisationnels, comptables et financiers ?	1. Oui 2. Non
Si oui, lesquels ?	
Si non pourquoi ?	
Quelles sont les difficultés majeures que votre OCB rencontre encore dans la mise en œuvre des recommandations du projet ?	
Si vous deviez changer quelque chose dans la stratégie d'intervention du projet, que changeriez-vous ?	
Effets	
Quelles sont les changements majeurs que le projet a apportés dans la vie de votre OCB ?	
Comment appréciez-vous votre capacité à faire face aux besoins de votre OCB maintenant comparativement à l'avant-projet ? Justifier	1. Pareil qu'avant 2. Un peu mieux qu'avant 3. Beaucoup mieux qu'avant 4. Totalement différente
Avez-vous plus facilement accès aux ressources naturelles destinées à améliorer votre production et votre productivité comparativement à l'avant-projet ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Durabilité	
Pensez-vous que les bénéfices des actions du projet pourront perdurer même après le projet ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____



V.3. Entretien avec les jeunes entrepreneurs du projet

Questions	Réponses
Identification	
Localité	_____
Géolocalisation du ménage	_____

Sexe	1. Homme 2. Femme
Contact	_____
Quel est l'activité principale de votre Entreprise ?	1. Commercialisation d'aliments bétails 2. Embouche bovine 3. Transformation agroalimentaire 4. Autres (à préciser) _____
Est-ce une entreprise individuelle ?	1. Oui 2. Non
Si non, précisez le nombre d'actionnaire	
Analyse de la pertinence	
Comment et pourquoi avez – vous été sélectionnés ?	1. Parce que j'ai moins de 40 ans 2. Parce que je suis diplômé sans emploi 3. Parce que je pratiquais déjà cette activité 4. Parce que je connais quelqu'un qui travaille au NEF 5. Autres (à préciser) _____
Exercez-vous déjà cette activité avant le projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui, quelles étaient vos difficultés avant le projet ?	
Quelles sont les actions du projet vis - à - vis de votre entreprise ?	1. Formation 2. Les mises en relation 3. Dons d'équipements 4. Crédit de développement des chaînes de valeur 5. Crédit entrepreneuriat jeunes 6. Réhabilitation des infrastructures 7. Constructions d'infrastructures



	8. Autres (à préciser) _____
Les actions du projet vis – à – vis de votre entreprise ont – elles été discutés avec vous ? Si oui, dites comment !	1. Oui (Préciser) _____ 2. Non
Les actions du projet vis – à – vis de votre entreprisesont-elles en adéquation avec vos besoins prioritaires ? Justifier	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non
Quelle est votre appréciation des actions du projet vis – à – vis de votre entreprise ? Justifier	1. Pas satisfaisantes 2. Peu satisfaisantes 3. Satisfaisantes 4. Très satisfaisantes
Analyse de l'efficacité	
Avez-vous été informés des actions du projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui comment ?	1. Radio 2. Tv 3. Atelier 4. Bouche à oreille 5. Autres (Préciser) _____
Avez-vous été initié à la formulation de sous projet dans le cadre de ce projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui, comment appréciez-vous cette /ces formation / s ? Justifier	1. Pas satisfaisantes 2. Peu satisfaisantes 3. Satisfaisantes 4. Très satisfaisantes
Avez-vous bénéficié d'action de renforcement de capacité de la part du projet ? Si oui, dites lesquelles ?	1. Principe de base de la création et de la gestion d'entreprise 2. Élaboration de plan d'affaire 3. Commercialisation 4. Approche client 5. Accès et gestion des crédits 6. Bonne gouvernance 7. Autres (Préciser) _____
Pensez-vous que ces actions de renforcement de capacité ont contribué à améliorer la vie de votre entreprise ? Justifier	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Si vous êtes Emboucheur	



De combien a augmenté votre nombre d'animaux mis à l'embouche de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Taille du cheptel en 2017	Taille du cheptel en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté le rendement de votre unité de transformation de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Rendement en 2017	Rendement en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos ventes de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Quantité (en kg) vendue en 2017	Quantité (en kg) vendue en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos revenus de 2017 à aujourd'hui ?	CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos marges brutes de 2017 à aujourd'hui ? (L'établissement du compte d'exploitation ici par CVA est nécessaire)	CVA	Marges brutes en 2017	Marges brutes en 2020	Différence / Augmentation
Si vous êtes transformateur				
De combien a augmenté la production / Capacité de transformation de votre unité de transformation de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	CVA	Production / capacité de transformation en 2017	Production / capacité de transformation en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos revenus agricoles de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation



De combien ont augmenté vos marges brutes de 2017 à aujourd'hui ? (L'établissement du compte d'exploitation ici par CVA est nécessaire)	CVA	Marges brutes en 2017	Marges brutes en 2020	Différence / Augmentation
Si vous êtes commerçants d'aliments bétails				
Quelle est le volume de produits vendus par votre organisation entreprise ?	Produits	Volume Produits en 2017	Volume Produits en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos revenus agricoles de 2017 à aujourd'hui par chaîne de valeur ?	CVA	Revenus en 2017	Revenus en 2020	Différence / Augmentation
De combien ont augmenté vos marges brutes de 2017 à aujourd'hui ? (L'établissement du compte d'exploitation ici par CVA est nécessaire)	CVA	Marges brutes en 2017	Marges brutes en 2021	Différence / Augmentation
Pour tous les répondants				
Pensez-vous que cette différence est due aux actions du projet ? Justifier	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____			
Avez-vous conclu des accords avec d'autres acteurs de votre chaîne de valeurs ?	1. Oui 2. Non			
Si oui les quelles ?	1. Producteurs 2. Commerçant			



	3. Transformateurs 4. Autres (à préciser) _____															
Ces accords sont-ils formels ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____															
Combien de nouveaux accords de collaboration sont conclus et mis en œuvre entre acteurs des chaînes de valeur de 2017 à aujourd'hui ?																
	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Nbr d'accords conclus</th> <th>Nbr d'accords mis en œuvre</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2018</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2020</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>2021</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		Nbr d'accords conclus	Nbr d'accords mis en œuvre	2018			2019			2020			2021		
		Nbr d'accords conclus	Nbr d'accords mis en œuvre													
	2018															
	2019															
2020																
2021																
Dans quelle mesure les actions du projet sont-elles répliquables 'hors projet' selon vous ?																
Analyse de l'amélioration des capacités de financement, de gestion et de collaboration entre acteurs des chaînes de valeurs																
	1.															
	1.															
	1.															
	1.															
Avez-vous connaissance de l'existence du Fonds de crédit renouvelable de développement des chaînes de valeurs ?	1. Oui 2. Non															
Si oui, comment en avez-vous été informé ?	1. Radio 2. Atelier 3. Bouche à oreille 4. Autres (à préciser) _____															
Avez-vous pu bénéficier de fonds crédit ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____															
Si oui, de quel type de produit avez-vous bénéficié ?	1. Crédit chaînes de valeurs 2. Crédit entrepreneuriat des jeunes 3. Crédit groupement de femmes															
Si oui quelles étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fonds ?																
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____															
Avez-vous pu rembourser cet emprunt ?	1. Oui															



	2. Non (Pourquoi ?) _____
Avez-vous connaissance de l'existence du crédit Nayral / NEF ?	1. Oui 2. Non
Si oui avez-vous pu bénéficier d'un emprunt auprès de Nayral / NEF ?	1. Oui 2. Non
Si oui quelle étaient les conditions à remplir pour bénéficier de ce fond ?	
Pensez-vous que ces conditions sont faciles d'accès pour tout le monde ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Ce crédit est – il adapté à vos besoins ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Avez-vous pu rembourser cet emprunt ?	1. Oui 2. Non (Pourquoi ?) _____
Votre entreprise dispose-elle des outils organisationnels, comptables et financiers ?	1. Oui 2. Non
Si oui, lesquels ?	
Si non pourquoi ?	
Quelles sont les difficultés majeures que votre entreprise rencontre encore dans la mise en œuvre des recommandations du projet ?	
Que changeriez-vous pour améliorer la stratégie d'intervention du projet ?	
Effets	
Quelles sont les changements majeurs que le projet a apportés dans la vie de votre entreprise ?	
Comment appréciez-vous votre capacité à faire face aux besoins de votre ménage maintenant comparativement à l'avant-projet ? Justifier	1. Pareil qu'avant 2. Un peu mieux qu'avant 3. Beaucoup mieux qu'avant 4. Totalement différente
Avez-vous plus facilement accès aux ressources naturelles destinées à améliorer votre production et votre productivité comparativement à l'avant-projet ?	1. Oui (Justifier) _____ 2. Non (Justifier) _____
Durabilité	



Pensez-vous que les bénéfices des actions du projet pourront perdurer même après le projet ? Justifier

1. Oui (Justifier) _____
2. Non (Justifier) _____



V.4. Entretiens avec les élus, les acteurs communaux, les GACetGAC les commissions foncières

Questions	Réponses
Identification	
Nom de la collectivité	_____
Niveau de représentativité	1. Cercle 2. Commune
Nom de la localité représentée	_____
Prénom et nom du répondant	_____
Qualité ou titre officiel du répondant	_____
Contact téléphonique	_____
Analyse de la pertinence	
Avez-vous été impliqué dans la conception du projet ?	1. Oui 2. Non
Quelle est votre appréciation de la pertinence des actions du projet face aux besoins réels des populations dans votre commune ?	
Quelles sont les stratégies développées par le projet en faveur des plus vulnérables (jeunes, femmes, allochtones et autres groupes sociaux vulnérables) lors de la gestion des conflits ?	
Quelles sont les stratégies développées par le projet en faveur des plus vulnérables (jeunes, femmes, allochtones et autres groupes sociaux vulnérables) lors de la gestion des crises et catastrophes liées aux changements climatiques ?	
Comment le PASARC/CCC vous aide t'il à articulé les priorités de planification (niveau national et communal) dans les domaines de la sécurité alimentaire, des jeunes, de la GIRE/GRN et de l'atténuation des conflits ?	
Selon vous, la vision, les objectifs et résultats attendus du volet CCC sont- ils pertinents au regard du contexte de la région et des besoins des communautés ?	
Analyse de la couverture	
Quelles sont les critères de ciblage pertinent définis par le projet pour la sélection des projets communautaires et dans le choix de leur mise en œuvre ?	
Pensez-vous que ces critères sont suffisamment transparents et précis ?	
Est-ce que ces stratégies permettent de prendre suffisamment en compte les groupes vulnérables notamment les femmes et les jeunes ?	
Selon vous, est-ce que les stratégies du PASARC/CCC prennent en compte la valorisation des synergies avec les autres programmes de sécurité alimentaire, GIRE/GRN et entrepreneuriat des jeunes dans la	



Région de Mopti y compris le PCA GIRE exécuté par la Direction nationale de l'Hydraulique ou les projets PGRL, STAMP+, Eau Paix et Sécurité, PDIDS exécutés respectivement par ICCO, SNV et Wetland International, ainsi que CARE MALI, Act for Performance/ICS sur financement des Pays – Bas ?			
Analyse de l'Efficacité			
Quel est le nombre d'accords formels de conciliation conclus entre acteurs dans le cadre du règlement des conflits de GIRE/GRN ?			
Avez-vous accès à des informations sur la quantité, la qualité et la disponibilité des ressources en eau ?			
Comment utilisez-vous ces informations ?			
Comment les diffusez-vous ?			
Quel est le nombre d'instances de gouvernance des ressources en eau et autres ressources naturelles dont les capacités sont renforcées ?			
Quel est le pourcentage d'augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier ?	Nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par les instances de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier en 2017	Nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par les instances de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier en 2020	Pourcentage d'augmentation du nombre de ménages dont l'accès aux ressources naturelles est géré par une instance de gouvernance et/ou protégé par une convention locale ou un accord foncier
Quel est le pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles ?	Combien de femmes sont impliquées dans les instances des ressources naturelles en 2017	Combien de femmes sont impliquées dans les instances des ressources naturelles en 2020	Pourcentage d'augmentation du nombre de femmes et de jeunes impliqués dans les instances de gouvernance des ressources naturelles
Quel est le nombre de bénéficiaire direct ayant un meilleur accès aux ressources en eau ?			



Quel est le nombre de bénéficiaires d'autre ressource naturelle ?	
Quel est le nombre total de bénéficiaires directs ?	
Pourcentage de bénéficiaires directs qui estiment avoir un meilleur accès à la ressource en eau et aux autres ressources naturelles grâce à l'intervention du projet.	
Disposez-vous de nouveaux plans collaboratifs de gestion et d'utilisation des ressources ? Si non dites pourquoi ?	
Existe-t-il de nouvelles conventions locales de GRN partagées ou d'accords fonciers ?	
Votre plan de développement local a-t-il été révisé sous l'action du projet ? si non dites pourquoi ?	
Combien d'accords fonciers avez-vous établis ? si non dites pourquoi ?	
Quel est le nombre de comités au niveau des cercles et communes créés et/ou dynamisés en GIRE/GRN ?	
Quel est le nombre de conflits gérés par les instances de prévention et de gestion ?	
Quel est le nombre de conflits existants ?	
Comment appréciez – vous le niveau de maîtrise des élus des documents stratégiques élaborés par le projet sur la GIRE / GRN ?	
Comment appréciez-vous la mise en œuvre des orientations spécifiques de ces documents ? Justifiez	
La mise en œuvre de ces documents a-t-elle permis de réduire la survenance des conflits liés aux ressources naturelles y compris l'eau ? justifier	
La mise en œuvre de ces documents a-t-elle permis une meilleure compréhension de l'utilité de mieux gérer les ressources naturelles ?	
Avez-vous connaissance du FIC ?	
Si oui, avez-vous bénéficié du FIC individuellement depuis le début de la mise en œuvre du projet ?	
Ou bien avez-vous pu bénéficier du FIC collectivement ?	
Pensez-vous que les conditions d'accès à ce fond sont facilement accessibles pour tous Si non pourquoi ?	
Si non pourquoi ?	
Au total, combien de projet avez-vous soumis au FIC et combien ont pu être financé ?	
Dites aussi si vous avez pu obtenir un Retour sur Investissement pour ce, ou ces projets	
Les fonds reçus étaient – ils suffisant pour couvrir les projets pour lesquelles ils étaient destinés ?	
Avez – vous put bénéficier des objectifs de départ de ces projets / initiatives ? Justifier	
Effet	
Selon vous, quels sont les effets positif ou négatif du projet ?	
Quels sont les changements déjà observables de la mise en œuvre du projet dans votre commune ?	



Quelles sont les perceptions des bénéficiaires du CCC et de ses effets actuels ou potentiels au regard des activités mises en œuvre en 2021 ?	
Quels impacts réalisés ou potentiels le PASARC/CCC offre-t-il pour un changement transformationnel ?	
Les interventions du projet ont-elles des effets multiplicateurs sur la résilience, le bien-être économique et social au sens large des communautés ciblées ?	
Selon vous quels sont les éléments de plus-value de NEF ?	
Selon vous quelles conséquences involontaires, le cas échéant, résultent des interventions du projet	
Durabilité	
Selon vous les activités et résultats du Projet sont-ils durables ?	
Selon vous, dans quelle mesure les solutions proposées et les approches sont-elles maîtrisées par les bénéficiaires ?	
Quel rôle a pu jouer la formation et/ou l'accompagnement dans ce sens ?	



V.5. Guide d'entretien générale (cabinets / ONG / Equipe de projet)

Questions	Réponses
Identification	
Nom du Cadre	_____
Niveau de représentativité	1. Cercle 2. Commune
Prénom et nom du répondant	_____
Qualité ou titre officiel du répondant	_____
Sexe du répondant	1. Homme 2. Femme
Contact téléphonique	_____
Analyse de la pertinence	
Avez-vous été impliqué dans la conception du projet ?	
L'Activité PASARC/CCC apporte-t-elle par rapport à ses objectifs et résultats attendus une réponse appropriée aux priorités des groupes cibles ?	
Comment le PASARC/CCC vous aide-t-il à articuler les priorités de planification (niveau national et communal) dans les domaines de la sécurité alimentaire, des jeunes, de la GIRE/GRN et de l'atténuation des conflits ?	
La vision, les objectifs et résultats attendus du volet CCC sont-ils pertinents au regard du contexte de la région et des besoins des communautés ?	
En quoi CCC dans son approche intègre de façon cohérente et complémentaire les objectifs et résultats du PASARC II-M ?	
Au regard de la mise en œuvre actuelle du volet CCC, quelles sont les actions favorables à une orientation plus intégrative et complémentaire avec PASARC II-M ?	
Analyse de la couverture	
Dans quelle mesure les stratégies mises en place par PASARC/CCC disposent-elles des critères de ciblage pertinents, transparents et précis dans la sélection des projets des communautés et dans les choix de mise en œuvre des activités ?	
Dans quelle mesure les stratégies mises en place par PASARC/CCC appliquent-elles des critères de ciblage pertinents, transparents et précis dans la	



sélection des projets des communautés et dans les choix de mise en œuvre des activités ?	
Pensez-vous que ces critères sont suffisamment transparents et précis ?	
Est-ce que les stratégies plus spécifiques du volet CCC prennent en compte les groupes vulnérables (jeunes, femmes, allochtones et autres groupes sociaux marginalisés) ainsi que les initiatives intercommunautaires ou communautaires sensibles à la lutte contre les changements climatiques et à la prévention ou la résolution des conflits ?	
Est-ce que les stratégies du PASARC/CCC prennent en compte la valorisation des synergies avec les autres programmes de sécurité alimentaire, GIRE/GRN et entrepreneuriat des jeunes dans la Région de Mopti y compris le PCA GIRE exécuté par la Direction nationale de l'Hydraulique ou les projets PGRL, STAMPP, Eau Paix et Sécurité, PDIDS exécutés respectivement par ICCO, SNV et Wetland International, ainsi que CARE MALI, Act for Performance/ICS sur financement des Pays – Bas ?	
Dans quelle mesure les stratégies du PASARCII/CCC prennent en compte la collaboration ou la synergie avec des projets et programmes de développement des chaînes de valeur, sécurité alimentaire, GIRE/GRN et entrepreneuriat des jeunes financés par d'autres bailleurs de fonds y compris la MINUSMA, l'Etat...	
Analyse de l'Efficacité	
Selon vous quel est le degré de réalisation des activités du PASARC II-M pour la période novembre 2018 – novembre 2021 de CCC au regard des plans d'action établis annuellement et du rapport de la situation de référence ?	
Dans quelle mesure ces résultats contribuent-ils à la réalisation des objectifs spécifiques du PASARC II-M et de CCC ou pourraient-ils y contribuer à moyen terme ?	
Y a-t-il des lacunes notables à prendre en compte pendant la durée restante du PASARC/CCC tenant compte de l'analyse des actions mises en œuvre pendant la période 2018-2021 d'exécution ?	
Dans quelle mesure les initiatives d'investissements coopératifs au profit des jeunes dans le cadre de CCC contribuent-elles à améliorer leur position socio-économique dans leurs communautés en les aidants à contribuer aux engagements civiques et	



économique positifs autour des ressources naturelles partagées ?	
Dans quelle mesure les facteurs externes ont influé sur les performances de l'Action et sur l'émergence d'effets inattendus ?	
Le programme fait-il preuve à cet égard d'une bonne capacité d'adaptation ?	
Quels sont les facteurs favorables ou contraignants ?	
Comment les résultats sont-ils perçus par les partenaires et les bénéficiaires ?	
Efficienc	
Selon vous, les ressources (humaines, financières, et autres) de PASARC/CCC sont-elles adéquates et utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats ?	
Quels scénarii alternatifs y compris d'ordre technologique auraient pu être envisagés (tout en garantissant les mêmes résultats) ?	
Effet	
Selon vous, quels sont les effets positif ou négatif du projet ?	
Quels sont les changements déjà observables de la mise en œuvre du projet ?	
Quelles sont les perceptions des bénéficiaires du CCC et de ses effets actuels ou potentiels au regard des activités mises en œuvre en 2021 ?	
Quels impacts réalisés ou potentiels le PASARC/CCC offre-t-il pour un changement transformationnel ?	
Les interventions du projet ont-elles des effets multiplicateurs sur la résilience, le bien-être économique et social au sens large des communautés ciblées ?	
Selon vous quelles conséquences involontaires, le cas échéant, résultent des interventions du projet ? (Par exemple, impacts sur les femmes, sur la sécurité alimentaire / la disponibilité des aliments sur les marchés locaux, sur les conflits liés aux ressources naturelles)	
Durabilité	



Selon vous les activités et résultats du PASARC/CCC sont – ils durables ?	
Selon vous, dans quelle mesure les solutions proposées et les approches sont-elles maîtrisées par les bénéficiaires ?	
Quel rôle a pu jouer la formation et/ou l'accompagnement dans ce sens ?	
Si vous ne disposiez que de la moitié des ressources, que changeriez – vous ?	
Si vous aviez l'opportunité de tout recommencer, que changeriez-vous ?	



V.6. Entretien avec les cadres formateurs et les leads formateurs

Questions	Réponses
Identification	
Nom du Bureau	_____
Niveau de représentativité	1. Cercle 2. Commune
Prénom et nom du répondant	_____
Qualité ou titre officiel du répondant	_____
Profession de base	
Sexe du répondant	1. Homme 2. Femme
Contact téléphonique	_____
Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur l'analyse des chaînes de valeurs avant le projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui, quand et par qui ?	
Aviez-vous déjà une expérience en appui / encadrement des producteurs avant le projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui de combien d'années	1. 0-2ans 2. 2 ans à 5 ans 3. 5 ans à 10 ans 4. Plus de 10 ans (préciser) _____
Avez-vous bénéficié d'une formation sur les CVA par le projet ?	1. Oui 2. Non
Si oui comment appréciez-vous cette formation vis-à-vis de votre mission et des besoins des acteurs des CVA du projet ?	1. Pas satisfaisants 2. Peu satisfaisant 3. Satisfaisants 4. Très satisfaisants
Quels acteurs accompagnés vous ?	1. Producteurs 2. Transformateurs 3. Commerçants 4. Emboucheurs /éleveurs 5. Autres (à préciser) _____
Ces acteurs interviennent dans quelles chaînes de valeurs ?	1. Riz 2. Sésame



	<ol style="list-style-type: none">3. Fonio4. Maraichage5. Embouches6. Autres (à préciser) _____
Les connaissances acquises au cours de ces formations vous permettent – elles de mener à bien votre mission ?	<ol style="list-style-type: none">1. Oui2. Non
Si oui, comment ?	
Si non, pourquoi ?	
Quelles sont les appuis que vous avez apportés aux bénéficiaires ?	
Comment appréciez-vous les effets de votre mission sur les bénéficiaires ?	
Si vous deviez changer quelques choses, que changeriez-vous pour améliorer la stratégie d'intervention du projet pour vous et pour les bénéficiaires directes ?	



Agenda de l'atelier SEPO

Horaires	Durée	Description des activités du moment	Mode opératoire	Intervenants
9.00-9.30	30mn	Ouverture - Mot de bienvenue aux participants - Présentation des participants - Présentation de l'agenda de l'atelier	Intervention orale	Coordonnateur PASARC II Consultants
9.30-10.00	30mn	- Brève présentation du contexte et des objectifs de la mission - Présentation des objectifs et résultats attendus - Présentation de la méthode de travail. - Collecte de la perception des participants sur le projet	Intervention orale Supports visualisés	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
10.00-10.15	15mn	PAUSE-CAFE	Logistique PDDC	Logistique PASARC II
10.15-10.30	15min	- Présentation des composantes du projet	Présentation PPT	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
10.30-11.00	30min	- Analyse de la pertinence des composantes du projet par les participants	Travaux de groupes	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
11.00-11.30	30min	- Discussions	Plénières	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO Participants
11.30-11.15	15min	- Ajout / retrait ou validation des composantes du projet	Travaux de groupes	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
11.30-11.00	30min	- Discussions	Plénières	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO Participants
12.00-12.30	15min	- Priorisation des composantes	Travaux de groupes	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
12.30-13.00	30min	- Discussions	Plénières	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO Participants
13.00-14.00	1h	PAUSE-DEJEUNER		Logistique PASARCII
14.00-14.30	30min	- Analyse de la mise en œuvre des composantes retenues	Travaux de groupes	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO
14.30-15.00	30min	- Discussions	Plénières	Bonaventure FANDOHAN Perrian MONTCHO Participants
15.00		FIN DE L'ATELIER		



Outils de l'atelier

Tableau 1 : Outils d'analyse de la pertinence des composantes du projet

G R O U P E 1	Composantes	Pertinence en 2017	Pertinence en 2021	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification	
	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :					
	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur	++	+++	OCB (Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, CT, ST, jeunes (femmes et hommes))	En 2017, existence d'un accompagnement dans la production la transformation et la commercialisation	
	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	++	+++	Les jeunes (femmes et hommes)	Appui en équipement et à l'utilisation des bonnes pratiques culturelles Financement des sous-projets	
	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.					
	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles	++	+++	Les CT, les exploitants forestiers, les communautés...	Appui à l'élaboration des conventions locales de gestion des ressources naturelles et la délimitation des pistes de transhumance et des bourgoutières	
Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits	++	+++	Les GAC, les CSA – GIRE	Renforcement des capacités sur la gestion et la prévention des conflits		

G R O U P E 2	Composantes	Pertinence en 2017	Pertinence en 2021	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification	
	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :					
	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur	+++	+++	<ul style="list-style-type: none"> ● Producteurs ● Transformateurs ● Commerçants ● Fournisseurs d'intrants 	<ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration de la production et de la productivité par la sécurité alimentaire ● Amélioration des revenus et conditions de vie des acteurs 	
Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	+++	+++	Organisation des jeunes et des femmes	Absorption du chômage Contribution à la paix		



			Les jeunes et les femmes	Réduction de l'exode rural	
Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.					
	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles	+++	+++	Producteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, la communauté, les collectivités, les services techniques	Meilleures gestion des ressources naturelles, Réduction des conflits
	Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits	+++	+++	Producteurs, éleveurs, pêcheurs, exploitants forestiers, la communauté, les collectivités, les services techniques	

G R O U P E 3	Composantes	Pertinence en 2017	Pertinence en 2021	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages				
	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur	++	+++	Femmes, jeunes, producteurs, éleveurs, transformateurs	Magasins équipés de balances, augmentations des revenus, début d'organisation des acteurs, en CDV, renforcement des capacités des acteurs.
	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	++	+++	Jeunes (hommes et femmes)	Accès au crédit, renforcement des capacités, réduction de l'exode rural
	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.				
	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles	+	+++	Groupes sociaux professionnels, Elus, services techniques, CLE	Mise en place des GAC, renforcement des capacités, implication des jeunes dans la gestion des conflits
	Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits	0	+++	COFO, élus, femmes, jeunes	Mise en place des sous commission dans chaque communes diminution des conflits



G R O U P E 4	Composantes	Pertinence en 2017	Pertinence en 2021	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification	
	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :					
	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur	+	+++	Les producteurs, commerçants, consommateurs, transformateurs, conservateurs	A travers des séances de renforcement de capacités, la NEF a pu organiser les auteurs les plus touchés pour l'amélioration des perspectives socio-économiques des ménages	
	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	++	+++	Jeunes entrepreneurs	Dans le souci d'atténuer les méfaits des changements climatiques, voire réduire l'exode rural, la NEF a organisé dans ses zones d'intervention sur les jeunes des	
	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.					
	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles	+	++	Les exploitants forestiers	Création par la NEF des organes (GAC, CSA-GIRE, CLE, redynamisation des COFO pour une bonne gestion des ressources naturelles).	
Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits						

G R O U P E 5	Composantes	Pertinence en 2017	Pertinence en 2021	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification	
	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :					
	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur	++	+++	Producteurs, emboucheurs, transformatrices		
	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	++	+++	Jeunes et les femmes		
Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.						



	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles	++	+++		
	Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits	++	+++		

Légende :

- 0 : Pas du tout pertinent
- + : moins pertinent
- ++ : pertinent
- +++ : très pertinent



Tableau 2 : Retrait / ajout / validation

G R O U P E 1	Composantes		Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	1.	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :		
1.1.	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur			
1.2.	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat			Augmenter le revenu des communautés
1.3.	Autres sous composante : transformation du fruit de Landolphia Senegalensis (xaban)			Manque d'unité de transformation de Xaban Le xaban et le moringa rentre dans les produits de la pharmacopée et sont également nutritifs
2.	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.			
3.	Sous-composante 1 : Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles			
4.	Sous-composante 2 : Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits			
5.	Autres : Amélioration de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale			

G R O U P E 2	Composantes		Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	1.	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :		
1.1.	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur			Maintien
1.2.	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat			Maintien
2.	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.			
2.1.	Sous-composante 1 : Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles			Maintien
2.2.	Sous-composante 2 : Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits			Maintien
2.3.	Autre : Paix et cohésion sociale			Impossible d'atteindre les résultats attendus à la sous-composante 1 et 2 sans la paix et la cohésion sociale
G R O	Composantes		Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	1.	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :		



U P E 3	1.1	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur		
	1.2	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat		
	2.	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.		
	2.1	Sous-composante 1 : Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles		
	2.2.	Sous-composante 2 : Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits		
	2.3.	Sous-composante 2 : paix et sécurité		Toutes les zones sont occupées par les groupes armés, ce qui fait qu'il y a des déplacements des populations, surtout des jeunes.
	2.4.	Accès aux informations météorologiques		Insuffisance de l'accès à l'information météorologique Former des relais sur l'utilisation des semences outils météorologiques Sensibilisation à l'utilisation des semences hâtives
	2.5.	Gestion des urgences		Insécurité déplacement des populations, arrêts précoces des pluies

G R O U P E 4	Composantes		Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	1.	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :		
1.1.	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur ● Ajouter les CVA arachide et aviculture	Les jeunes et les femmes	L'arachide est une culture nutritive par excellence, donc sa mise en valeur pourrait aider à la résilience des méfaits des changements climatiques. Cependant l'arachide et l'aviculture peuvent contribuer à réduire l'exode rural des jeunes. Toutes les chaînes de valeurs seront nécessaires en contribuant à l'amélioration des perspectives socio-économique des ménages	
1.2.	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat	Maintien	La jeunesse constitue la pierre angulaire de tout développement, donc sa mise en valeur permet l'évolution de conditions de vie.	
2.	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.			
3.	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles			
4.	Sous-composante 2 : Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits			



	5.	Autre : Paix et sécurité		La crise socio-politique a engendré des conséquences sur tous les plans. Avec l'ajout de cette composante, la NEF pourrait atténuer ces dites conséquences par des stratégies de mise en œuvre.
--	----	--------------------------	--	---

G R O U P E 5	Composantes		Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
	6.	Composante 1. Amélioration des perspectives socio-économiques des ménages :		
	6.1.	Sous-composante 1 : Développement des chaînes de valeur		
	6.2.	Sous-composante 2 : Développement de l'entrepreneuriat		
	7.	Composante 2. Amélioration de la gestion intégrée des ressources naturelles et des conflits.		
	8.	Amélioration des capacités de gouvernance des ressources naturelles		
9.	Sous-composante 2 : Amélioration des capacités de prévention et de gestion des conflits			

NB : les 4 sous-composante doivent être maintenue tel quel jusqu'à la fin de la période de mise en œuvre du projet.



Tableau 3 : priorisation des composantes

	Composantes	Acteurs les plus touchés	Commentaires/justification
Groupe 1	Option 1 : Maintenir et renforcer l'existant		
	Option 2 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale		
	Option 3 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)		
Groupe 2	Option 1 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale		
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant		
	Option 3 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)		
Groupe 3	Option 1 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale		
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant		
	Option 3 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)		Sans paix et cohésion sociale le développement est menacé
Groupe 4	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)		Toutes ces chaînes de valeurs contribuent à l'amélioration des conditions de vie des communautés et l'ajout des nouvelles chaînes permettront aux populations de joindre les deux bouts pendant toute l'année
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant		
	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	L'insécurité étant un fléau à la réalisation des activités donc il serait judicieux que la sécurité soit bien analysée afin de permettre la mise en œuvre de toutes les composantes au grand bénéfice des communautés	
Groupe 5	Option 1 : Maintenir et renforcer l'existant		



Tableau 4 : Analyse des contraintes de la mise en œuvre des nouvelles composantes du projet

	Options	Contraintes / risques	Solutions
GROUPE 1	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)	●	●
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant	●	●
	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	●	●
GROUPE 2	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)	<ul style="list-style-type: none"> ● Besoin de plus de temps et de moyens ● Difficultés de mobilisation de tous les acteurs ● Révision du document de projet 	● Plus de temps et de moyens
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant	● L'insécurité	● Amplifier les actions relatives à la paix et à la cohésion sociale
	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	● L'insécurité nécessite la réalisation d'autres études et la révision du document de projet	<ul style="list-style-type: none"> ● Amplifier les actions relatives à la paix et à la cohésion sociale ● Rallonger la durée de mise en œuvre du projet et renforcer d'avantage les capacités des bénéficiaires
GROUPE 3	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)	<ul style="list-style-type: none"> ● Maladies aviaires, ● Infrastructures 	●
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant	<ul style="list-style-type: none"> ● Insuffisance de ressources humaines et financières ● Mobilisation des acteurs ● Insécurité dans toutes les zones 	<ul style="list-style-type: none"> ● Revoir le budget ● Renforcer les capacités des acteurs, du personnels NEF
	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	● Insécurité, insuffisance de ressources financières	● Etude diagnostic et recherche de financement
GROUPE 4	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)	<ul style="list-style-type: none"> ● Insécurité ● Aléas climatiques 	● Renforcer les capacités des cibles sur les mesures d'adaptation aux méfaits des changements climatiques
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant	<ul style="list-style-type: none"> ● Insécurité ● Aléas climatiques 	● Renforcer les capacités des cibles sur les mesures d'adaptation aux méfaits des changements climatiques



	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> ● Alés climatiques ● Méconnaissance des stratégies menant à la paix ● Incompréhension des la population 	<ul style="list-style-type: none"> ● Sensibilisation des acteurs sur le processus de paix
GROUPE 5	Option 1 : Maintenir ce qui est là en augmentant les chaînes de valeurs (arachides / zaban / aviculture / moringa)	<ul style="list-style-type: none"> ● Pratiques traditionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> ● Doter les bénéficiaires en matériels modernes
	Option 2 : Maintenir et renforcer l'existant	<ul style="list-style-type: none"> ● Taux d'intérêts des crédits élevés ● Délai de remboursement court ● Problèmes d'écoulement des produits transformés (fonio et balanites) ● Faible prise en charge des participants 	<ul style="list-style-type: none"> ● Réduire le taux d'intérêts ● Prolonger le délai de remboursement ● Négocier des marchés ● Améliorer la prise en charge des participants
	Option 3 : Maintenir l'existant et amplifier les actions relatives à la paix et cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> ● Faible renforcement des jeunes sur CCC 	<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcement continu des jeunes dans les CCC



Questionnaire SEPO

1. Provenance _____
2. Nom _____ et _____ Prénom _____ du _____ répondant
3. Sexe _____ Homme / _____ / Femme / _____
4. Profil _____

Succès

1. Quelles sont les actions du PASARC-II que vous considérez comme un succès dans votre localité ?

- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Renforcement de capacité des acteurs | <input type="checkbox"/> Mise en place des GAC | <input type="checkbox"/> Mise en place des COFO |
| <input type="checkbox"/> Mise en place des CSA-GIRE | <input type="checkbox"/> Redynamisation des CLE | <input type="checkbox"/> Appels à sous projets |
| <input type="checkbox"/> Financement des projets des jeunes | <input type="checkbox"/> Facilité d'accès au crédit | <input type="checkbox"/> Facilité d'accès aux intrants |
| <input type="checkbox"/> Facilité d'accès semences certifiées | <input type="checkbox"/> Appuis spécifiques aux femmes | <input type="checkbox"/> Construction d'infrastructures |
| <input type="checkbox"/> Réhabilitation d'infrastructure | <input type="checkbox"/> Implication des services techniques | <input type="checkbox"/> Synergies d'actions avec les autres ONG |

2. Quelles sont les acteurs les plus touchés par ces actions et à quel niveau ?

Acteurs

- Transformateurs
- Collecteurs
- Emboucheurs
- Commerçants
- Producteurs

Niveau

- Accès aux crédits
- Accès aux semences certifiées
- Accès aux engrais spécifiques
- Accès aux aliments bétails
- Accès à la matière première
- Ecoulement de la production
- Application des bonnes pratiques
- Capacité de stockage
- Infrastructure
- Autres (à préciser)



3. Quelles sont les changements positifs que vous avez constatés dans votre commune grâce au PASARC-II ?
- Réduction de l'exode rurale
 - Réductions de la délinquance juvénile
 - Réduction des conflits
 - Augmentation de la production (préciser la ou les culture(s))
 - Augmentation du nombre de producteurs
 - Augmentation des possibilités d'écoulement des produits agricoles
 - Augmentation des jeunes intéressés par l'agriculture
 - Augmentation des jeunes entrepreneurs
 - Amélioration de la prise en compte des femmes dans les instances de décision
 - Amélioration de la prise de parole des femmes en public
 - Amélioration de la satisfaction des plaignants lors de la survenance des conflits
 - Amélioration de la Gestion des Ressources Naturelles
 - Amélioration de la GIRE
4. Quelles sont les changements positifs dans votre famille dus aux actions du PASARC II ?
- Amélioration du panier de la ménagère
 - Amélioration du revenu
 - Amélioration du niveau de vie
 - Amélioration de la prise en compte de l'opinion des femmes dans les décisions du ménage
5. Quelles sont les changements positifs dans vos activités dus aux actions du PASARC II ?
- Amélioration du revenu
 - Amélioration du rendement
 - Amélioration de la production
 - Amélioration de la capacité de production / de transformation
 - Amélioration de la capacité de stockage / de conservation
 - Amélioration de l'écoulement des produits / mise en relation avec de nouveaux acteurs
 - Amélioration de la gouvernance
 - Facilité d'accès au crédit
 - Facilité d'accès aux intrants

Echecs

1. Quelles sont les actions du PASARC-II que vous considérez comme un échec dans votre localité ?
- | | | |
|---|---|---|
| <input type="checkbox"/> Renforcement de capacité des acteurs | <input type="checkbox"/> Mise en place des GAC | <input type="checkbox"/> Mise en place des COFO |
| <input type="checkbox"/> Mise en place des CSA-GIRE | <input type="checkbox"/> Redynamisation des CLE | <input type="checkbox"/> Appels à sous projets |



- | | | |
|---|--|--|
| <input type="checkbox"/> Financement des projets des jeunes | <input type="checkbox"/> Facilité d'accès au crédit | <input type="checkbox"/> Facilité d'accès aux intrants |
| <input type="checkbox"/> Facilité d'accès semences certifiées | <input type="checkbox"/> Appuis spécifiques aux femmes | <input type="checkbox"/> Construction d'infrastructures |
| <input type="checkbox"/> Réhabilitation d'infrastructure | <input type="checkbox"/> Implication des services techniques | <input type="checkbox"/> Synergies d'actions avec les autres ONG |

2. Quelles sont les acteurs les plus touchés par ces actions et à quel niveau ?

Acteurs

- Transformateurs
- Collecteurs
- Emboucheurs
- Commerçants
- Producteurs

Niveau

- Accès aux crédits
- Accès aux semences certifiées
- Accès aux engrais spécifiques
- Accès aux aliments bétails
- Accès à la matière première
- Ecoulement de la production
- Application des bonnes pratiques
- Capacité de stockage
- Infrastructure
- Autres (à préciser)

3. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez lors de la mise en œuvre des actions du projet et des connaissances acquises ?

- Insécurité dans la région
- Manque de moyen pour appliquer les connaissances acquises
- Difficultés d'écoulement après la production Manque de d'agent d'encadrement
- Actions non appropriées aux besoins des bénéficiaires

4. Qu'est ce qui selon vous, ralentit l'atteinte des résultats du PASARC II ?

5. Qu'est-ce qui vous inquiète avec le PASARC II ?

6. Qu'est-ce qui vous décourage avec le PASARC II ?

Potentialités

- 1- Que pouvez-vous suggérez pour aider le PASARC-II à mieux atteindre ses résultats ?
- 2- Quelles sont selon vous les capacités non exploités du PASARC-II ?
- 3- Quelles sont selon vous les choses que PASARC-II peut faire pour atteindre ses résultats qui ne sont pas faites ?



Obstacles

1. Qu'est-ce qui selon vous, pourrait empêcher le PASARC II d'atteindre ses objectifs et résultats ?
2. Qu'est-ce qui ne vous plaît pas / ou que vous n'appréciez pas dans la mise en œuvre des actions du PASARC-II



Listes des participants

NEF-MALI
SECTION ADMN. & LOGISTIQUE
PROGRAMME PASARC II-MCCC

Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire et la Résilience des Populations aux Crises Climatiques et Sociales dans la Région de Mopti
(PASARC-II-MCCC)

LA LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS

ATELIER DE TRAVAIL DANS LE CADRE DE L'EVALUATION INTERMEDIAIRE DU PROGRAMME PASARC II -M/CCC
(REGION DE MOPTI)

Période : Du Au Novembre 2021 à SEVARE

Prénoms & Noms	Structure & Fonction	Localités/ Tel:	Emargement		Sexe	
			J1	J2	M	F
1. Traoré Kadidia Djenebs	Directrice AABSI	Djenné 6490306 Tel: 76151975	###	###		X
2. Hamadou Dr. Clo	Agnt AABSI-NEF	Djenné 75213088	###	###	X	
3. Pathe Sidibé	1 ^{er} Adjt au Maire	Kankan 7406296	###	###	X	
4. Bourama Niambé	DRAR, II, chef de div. m.	Nopti 64517854	###	###	X	
5. Amadou Yateye	GAC Koundia	Koundia 65528587	###	###	X	
6. Hassa Hama Tapé	union zonal Koundia	Koundia 66887179	###	###	X	
7. Hadjimatou Doundrou	Animatrice NEF	Douentza 78559892	###	###	✓	X
8. Rosmata Pelcoutra	Ibidem	Kouba 7765777	###	###		X
9. Alshadygo Naiga	GAC Douentza	Kouba 79395256	###	###		X
10. Amadou Ongiba	Repr. Maire	Kouba - 70153054	###	###	X	
11. Oumaru Ndiamine	DRH-MOPTI	79482606	###	###	X	
12. Samuel Seliha	GAC Douentza	65756337	###	###	X	
13. Djilnil Berthé	FER - Nopti	76458056	###	###	X	
14. Mariam Bacoum	ASS. Tinnare	75576757	###	###	X	
15. Hamidou Iyibo	DRP/IA - Nopti	76394290	###	###	X	
16. Daniel Dougnon	Président CLE AMO	Kouba 72259635	###	###	X	
17. Yacouba Traoré	Jeune entrepreneur	Bel-Hacide 64940274	###	###	X	
18. Fatoumata Cissé	OCB Kankarant	Banko 66319990	###	###	X	
19. Amadou Kelleh	Jeune entrepreneur	Sikoro-Alli 83917560	###	###	F	
20. Bory Sow	Rep-président CLE	Toumbou 79139149	###	###	X	
21. Abdoulaye KEITA	BEACC-Banako	Banako 16492424	###	###	X	
22. Salif A Guindo	Pdt GAC Banko	Kani-Bonjom 79357810	###	###	X	
23. Kouba Niaki bouly	DR EF - Nopti	75229111	###	###	X	
24. Iba D. Joubango	GAC - youdiou	76698592	###	###	✓	
25. Benjamin Poudougo	Jeune entrepreneur Kaménon-Tourou	64169037	###	###	✓	
26. Abdoulaye Soumbia	DRH-Mopti	71-47-3660	###	###		



27.	Jeydou Cissé	Secoural Djenné	Duro-Ali 7050 63 97	camp	camp	X	
28.	Bougadary Kayentai	Pondori Djenné	Pondori 76181708	thun	thun	X	
29.	Alano Kadiri's Diawara	OAC Sokoura	75197906	coly	coly		X
30.	Djeneba Guindo	Tim Amasagou	Kami-B. Ende 73687099	coly	coly		X
31.	Houssa Nsangaly	Asst. adjoint au maire Bamba	Bamba 7372 5030	coly	coly		X
32.	Hamadou Keita	Conseiller NEF/Koro	76108128	Mouto	X		X
33.	Moussa Diallo	Tranformateur A.A	76633360	Mouto	Mouto	X	
34.	Aissata Traoré	Ass. Laidou Teninkou	Teninkou 73441678	Mouto	Mouto		X
35.	Sangane Adjanatu	Chargée du Genre NEF	71-47-72-33	Mouto	Mouto		X
36.	Daouda Cissé	Coordination de Progr NEF	76215986	Mouto	Mouto	X	
37.	Amadou Yaro	Radio - péno Bankon	Bankon 76016770	Mouto	Mouto	X	
38.	Mouto Dourouso	Radio Koukari	Koukari 7026 9977	Mouto	Mouto		X
39.	Aparady dit Issi Dougnou	SSF Sevare. NEF	64590452	Mouto	Mouto		X
40.	Abou Traoré	CNE NEF	79267619	Mouto	Mouto	X	
41.	Kassim Sinaly THERA	Superviseur GRIDAC	76886070	Mouto	Mouto		X
42.	Boua Kouma	OCB Watoun Yermagou	Jouwarou 71143278	Mouto	Mouto		X
43.	Sidi N'ziaye	Conseiller NEF	76074 66450556	Mouto	Mouto		X
44.	Ibrahim Diawara	Agut NEF-Baniyan	76154077 Baniyan	Mouto	Mouto	X	
45.	Doumou Poudiouyou	Secoural General CIE Sindjere	73211685 Bankon	Mouto	Mouto	X	
46.	Yadbo Diaw Balla	Conseiller	Bankon 6252 9690	Mouto	Mouto		X
47.	Adelou Togo	Secoural General	Habe 74352870	Mouto	Mouto		X
48.	Amssetou Ongoiba	Jeune	Koukari 74483256	Mouto	Mouto		X
49.	Hama Guindo	Radio ORONA	Koro 79358343	Mouto	Mouto		X
50.							
51.							
52.							
53.							
54.							
55.							
56.							
57.							
58.							
59.							
60.							



Liste des documents consultés

- Cadre Harmonisé SA, Mali 2018, rapport d'Enquête Permanente et Modulaire auprès des Ménages (2016-2017).
- Profil humanitaire de la région de Mopti (Juin-décembre 2017)
- Analyse des chaînes de valeur riz, tomate, sésame, fonio, produits forestiers non ligneux (y compris balanites) dans la région de Mopti
- Etude des modalités de mise en œuvre par Nayral/nef des fonds de crédit renouvelable du PASARC II – M dans la région de Mopti
- Les stratégies de développement des chaînes de valeur riz, fonio, sésame, échalote, embouche et balanites dans le cadre de la mise en œuvre du PASARC II
- Finalisation du cadre de performance et étude de la situation de référence du programme PASARC II dans les cercles de la région de Mopti
- Rapport d'Avancement du PASARC II du 1er novembre 2018 – 31 décembre 2019
- Rapport d'Avancement du PASARC II de Janvier – décembre 2020